

# PROJET DE CHARTE

CONFORME A L'ORIGINAL



P/Le Président et par Délégation  
Le Directeur Général des Services

**Patricia HUBERT**



Révision de la Charte

Objectif 2007- 2019

Validé le 6 juin 2006 par le Comité syndical du PNRG

Arrêté le 21 juillet 2006 par la Région Guyane –

Mise en enquête publique du 20 novembre au 20 décembre 2006

Rapport du Commissaire enquêteur remis le 26 février 2007 : Avis favorable sans réserve

Réalisé par l'équipe du PNRG et le SER de la Région Guyane



<b>PREAMBULE .....</b>	<b>5</b>
<b>LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX .....</b>	<b>6</b>
<b>Un patrimoine naturel « exceptionnel » .....</b>	<b>6</b>
Une diversité de biotopes .....	6
Une faune variée .....	13
Une zone maritime unique.....	18
Des espaces de protection et de conservation. ....	19
<b>Un héritage culturel varié .....</b>	<b>20</b>
Une présence amérindienne.....	20
Les vestiges coloniaux et la ruée vers l'or.....	21
Le temps du bain .....	22
Une mosaïque multiculturelle .....	23
Une population en mutation .....	26
<b>Un territoire vivant .....</b>	<b>31</b>
Des communes inégalement équipées .....	31
Des activités essentiellement primaires.....	31
Des artisanats authentiques.....	34
Une architecture adaptée. ....	35
Un tourisme en développement.....	36
<b>LE CONTEXTE GLOBAL .....</b>	<b>40</b>
Un territoire encore méconnu .....	40
Un espace difficile à s'approprier .....	42
Une dynamique à trouver .....	43
Un déficit de notoriété .....	44
<b>PRINCIPES GENERAUX .....</b>	<b>46</b>
Objet de la Charte .....	46





Périmètre .....	47
Villes-portes .....	49
Plan de Parc .....	50
<b>DETAIL DES ESPACES.....</b>	<b>50</b>
Reliefs et affleurements rocheux.....	50
Cours d'eau .....	51
Savanes .....	51
Marais et marécages .....	51
Forêts .....	52
Mer.....	52
<b>DETAIL DES VOCATIONS.....</b>	<b>53</b>
Zones d'urbanisation : .....	54
Zones naturelles remarquables .....	54
Zones rurales de développement durable.....	55
Zones forestières de développement durable. ....	56
Zones naturelles .....	57
Droit d'usage.....	58
<b>LE PROJET DE TERRITOIRE .....</b>	<b>59</b>
<b>VOCATION 1 : Préserver et gérer durablement la biodiversité.....</b>	<b>60</b>
ORIENTATION 1.1. Produire et diffuser de l'information .....	60
ORIENTATION 1.2. Éduquer à l'environnement et au territoire .....	62
ORIENTATION 1.3. Mettre à disposition des outils de gestion des ressources .....	64
ORIENTATION 1.4. Gérer le patrimoine naturel .....	67
ORIENTATION 1.5. Lutter contre les pollutions et nuisances .....	69
<b>VOCATION 2 : Mieux maîtriser la gestion de l'espace.....</b>	<b>73</b>
ORIENTATION 2.1. Faire du PNRG une instance consultative.....	73



ORIENTATION 2.2. Orienter l'installation d'équipements et d'infrastructures .....	77
ORIENTATION 2.3. Préserver les héritages architecturaux et améliorer l'environnement urbain.....	79
ORIENTATION 2.4. Mettre en valeur les sites remarquables .....	81
<b>VOCATION 3 : Contribuer au développement économique .....</b>	<b>85</b>
ORIENTATION 3.1. Accompagner les acteurs économiques .....	85
ORIENTATION 3.2. Promouvoir un tourisme respectant l'environnement naturel et impliquant les populations locales.....	88
<b>VOCATION 4 : Expérimenter, animer et promouvoir .....</b>	<b>91</b>
ORIENTATION 4.1. Prendre en compte les modes de vie traditionnels.....	91
ORIENTATION 4.2. Animer le territoire.....	94
ORIENTATION 4.3. Promouvoir l'image du territoire .....	96
<b>ORGANISATION ET MOYENS .....</b>	<b>99</b>
<b>L'ORGANISME DE GESTION DU PARC.....</b>	<b>99</b>
Le Syndicat Mixte.....	99
Les instances consultatives du Syndicat Mixte.....	99
<b>LA MARQUE « PARC NATUREL REGIONAL DE LA GUYANE ».....</b>	<b>101</b>
<b>LA MAISON DU PARC ET SES ANTENNES .....</b>	<b>102</b>
<b>LES MOYENS FINANCIERS.....</b>	<b>102</b>
Budget de fonctionnement.....	102
Programme d'actions .....	102
<b>L'EQUIPE TECHNIQUE.....</b>	<b>103</b>
<b>SUIVI ET REVISION DE LA CHARTE .....</b>	<b>103</b>
Suivi de la Charte.....	103
Révision de la Charte.....	105
<b>ANNEXE .....</b>	<b>106</b>
Terminologie.....	106



## **PREAMBULE**

Trois années après sa création en mars 2001, le Parc naturel régional de la Guyane devait réviser sa Charte constitutive. Cette révision anticipée s'accompagne d'une extension importante de son territoire pour répondre, d'une part, aux recommandations du Conseil National de Protection de la Nature et, d'autre part, à la volonté des maires qui étaient à l'initiative de l'association chargée de mener l'étude en vue de la création du PNR de la Guyane mais qui n'avaient pu intégrer le dispositif en 2001.

Le périmètre du Parc, intégrant les nouvelles communes de : Sinnamary, Iracoubo, Ouanary et Saint-Georges de l'Oyapock, forme le plus vaste PNR de France. Il est doté d'une flore et d'une faune exceptionnelles et présente un potentiel important d'espèces encore non découvertes. À cette diversité écologique s'ajoute une « socio-diversité » de populations et de traditions qui s'organisent autour de leur milieu naturel.

Le Parc naturel régional de la Guyane est composé de 8 communes, 3 communautés de communes. C'est aussi un espace maritime élargi. Sa limite nautique de 3 miles nautiques à compter de la ligne de base, sa zone d'influence, est portée à 12 miles nautiques, et se confond avec la limite des eaux territoriales. Cet espace couvre ainsi la quasi-totalité du littoral guyanais excepté celui qui est compris entre Kourou et Cayenne.

La présente Charte vise à préserver un équilibre entre le respect de l'environnement et le développement raisonné des activités humaines. Elle fixe les objectifs à atteindre en concertation avec les différents partenaires du territoire. D'une durée de 12 ans, elle constitue une conception nouvelle de gestion d'un territoire basée sur la participation de l'ensemble des acteurs.

## **LE TERRITOIRE ET SES ENJEUX**

Le territoire du Parc naturel régional de la Guyane présente une discontinuité géographique qui a conduit à identifier deux grands pôles : le pôle Ouest et le pôle Est, régis par une seule entité administrative.

Le Parc inclut dans le cadre de son périmètre d'étude actuel 8 communes pour une superficie terrestre totale de 9 072,40 km<sup>2</sup>.

Les limites actuelles du pôle Ouest du Parc naturel régional englobent la totalité de la commune d'Awala-Yalimapo, ainsi que la partie Nord de la commune de Mana, incluse entre l'océan atlantique et la RN1. La partie Nord des communes d'Iracoubo et de Sinnamary située entre l'océan atlantique et la RN1 y compris le bassin versant de la crique Yiyi.

Les limites actuelles du pôle Est du Parc naturel régional de la Guyane englobent les parties Nord des communes de Roura et Régina-Kaw, incluses entre l'océan Atlantique et la RN2, ainsi que les îlets la Mère, les Mamelles, le Grand Connétable et le Petit Connétable. L'intégralité de la commune de Ouanary et la partie nord de la commune de Saint Georges de l'Oyapock (le bourg exclu), située entre le fleuve Oyapock et la RN2.

### **Un patrimoine naturel « exceptionnel »**

#### **Une diversité de biotopes**

Le patrimoine naturel du pôle Ouest de l'actuel PNRG associe des paysages très diversifiés. La plupart des types de formations végétales côtières présentes en Guyane se retrouve sur ce territoire.

L'ensemble du paysage est très plat, les altitudes variant entre le niveau de la mer et quelques mètres. Les seuls « accidents » de relief sont constitués par des cordons sableux marins actuels et subactuels, témoignant de la variation du tracé des côtes au cours des siècles. Ce relief peu marqué, assure une continuité dans le paysage. Les ruptures se font en douceur, sauf lorsqu'elles sont provoquées par l'action anthropique. La richesse floristique croît à mesure que l'on s'éloigne de la côte, inversement à la salinité.

Ce territoire est composé de cordons littoraux sableux, de marécages d'eau douce et d'eau saumâtre, de mangroves et de forêts marécageuses. Cet ensemble d'écosystèmes littoraux étroitement interdépendants, présente la particularité d'être instable et de subir un bouleversement cyclique d'accumulation et d'érosion lié aux dépôts d'alluvions argileux et à la force des courants. La Pointe Isère, formation sédimentaire située à

l'embouchure de la Mana, constitue le plus bel exemple de cette spectaculaire dynamique côtière.

De la côte vers l'intérieur nous pouvons distinguer les formations végétales suivantes :

La **végétation des plages** est dominée par des plantes rampantes à pouvoir colonisateur élevé, essentiellement des Convolvulacées (*Ipomea pescaprae*) et des Papilionacées (*Canavalia maritima* et *Vigna luteola*). Parmi les espèces accompagnatrices, les plus fréquentes sont les Cypéracées. On note également des fourrés à Hibiscus (*Hibiscus tiliaceus*), ainsi que des Amandiers Comretacés (*Terminalia catappa*) et des grands cactus (*Cereus hexagonus*).

La **mangrove** côtière est dominée par les palétuviers, et est étroitement liée aux déplacements d'est en ouest des bancs d'argile. Les dépôts vaseux récents sont d'abord colonisés et fixés par le palétuvier gris (*Laguncularia racemosa*), parfois précédée et accompagnée d'une herbe de la famille des Poacées (*Spartina brasiliensis*) formant sur la vase des taches orbiculaires qui s'accroissent rapidement jusqu'à devenir confluentes. Puis vient l'implantation de palétuviers blancs (*Avicenia germinans*). Les estuaires des fleuves sont également bordés par une mangrove dominée par le palétuvier rouge (*Rhizophora racemosa*). On observe, plus en amont des fleuves, des forêts marécageuses, composées du Moutouchi-Rivière (*Pterocarpus officinalis*), remarquable par ses larges contreforts, de l'élégant palmier Wassai ou Pinot (*Euterpe oleracea*) et du majestueux palmier bêche (*Mauritia flexuosa*).

Les **marais à végétation herbacée** sont les formations les plus répandues de la plaine côtière récente. Ces marais sont situés juste en retrait de la mangrove. Ils sont inondés en permanence. Ils sont dominés par les Cypéracées (*Eleocharis mutata*, *Cyperus articulatus*, *Cyperus gigneatus*) ou par des Fougères (*Accrostichum aureum*, *Blechnum indicum*). Ces marais peuvent être parsemés plus ou moins de bouquets d'arbres dont le plus fréquent est le prunier zicaque (*Chrysobalanus icaco*). Dans ces marais, comme dans les forêts marécageuses et le long des berges des fleuves et rivières, le paysage est souvent marqué par des formations denses de Moucou-Moucou (*Montrichardia arborescens*). Dans la commune de Mana, de vastes secteurs de marais côtiers ont été transformés pour la riziculture.

Les **formations forestières des anciens cordons littoraux sableux**. La plaine côtière est traversée par d'anciens cordons littoraux sableux, ou argilo-sableux, parallèles au rivage actuel, portant une végétation forestière d'autant plus haute et riche floristiquement, que les cordons sont anciens et donc plus éloignés de la côte. Sur des cordons plus récents, la forêt est marquée par le Courbaril (*Hymenaea courbaril*), l'Awara (*Astrocaryum vulgare*) et des Mimosacées (*Inga sp. Pl.*). Le bois fourmi (*Triplaris surinamensis*) fréquente les parties basses inondées. Sur les cordons intermédiaires, une forêt plus haute dont la voûte est située entre 15 et 25 mètres, présente principalement des Anacardiées (*Tapira*

*guianensis*) et des Simaroubacées (*Protium heptasyllabe*, *Simarouba amara*), ainsi que le palmier Comou de la famille des Arecacées (*Oenocarpus bacaba*). Enfin sur les plus anciens cordons, *Parinari campestris* est fréquent sur les crêtes. La voûte forestière y est également dominée par le Wapa (*Eperua falcata*). Les étages moyens sont envahis par des Rubiacées (*Duroia eriophila*) et des Musacées (*Phenakospermum guianensis*). Dans le sous-bois, on note la prédominance d'une Marantacée, (*Ischnosiphon obliquus*).

Sur la commune de Mana subsiste l'une des dernières **forêts primaires sur sable blanc** du plateau des Guyanes. Celle-ci est protégée par un arrêté préfectoral de protection de biotope (04/12/1995). Elle se distingue des autres massifs forestiers de la région par sa physionomie marquée par des jeunes arbres (*Humiria balsamifera*), et une voûte moins élevée et parfois disjointe. Développée sur d'épaisses couches de sable blanc, cette forêt constitue un biotope nettement différencié de la forêt sur sols argileux. Les espèces qui prédominent appartiennent aux familles suivantes : Clusiacées, Humiriacées, Chrysobalanacées, Bombacacées, Myrsinacées, Caesalpinacées, Myrtacées et Sapindacées. Dans les grands bas fonds hydromorphes, à la faveur du réseau hydrographique qui la traverse, se développe le palmier à huile américain (*Elæis oleifera*). Ce milieu génétique, qui ne se trouve en Guyane que dans ce secteur, constitue une richesse importante à préserver.

La zone d'extension du PNRG sur Iracoubo et Sinnamary assure la continuité paysagère de l'actuel Parc. On y trouve ainsi, comme décrit précédemment, la plupart des types de formations végétales côtières de Guyane. Cependant, la mosaïque de milieux rencontrés présente des variations plus importantes qu'entre Awala-Yalimapo et Organabo. Les savanes n'ont pas été dégradées contrairement à la savane Sarcelle, drainée et poldérisée pour la riziculture.

Ainsi, la description des formations paysagères ne varie pas sensiblement de celle faite précédemment pour les communes d'Awala-Yalimapo et de Mana. Les forêts sur sable blanc sont très réduites. En revanche, deux nouveaux types de paysages apparaissent : les savanes et les forêts sempervirentes sur sol ferrallitique décrites ci-dessous.

**Les savanes** : on ne les rencontre que le long de la RN1, de Cayenne à Organabo dans la plaine côtière. L'origine de ces savanes n'est pas entièrement naturelle. Elles sont générées par un ensemble de facteurs liés entre eux : climatiques, édaphiques et anthropiques. Elles présentent de nombreux faciès en fonction de critères hydrologiques et pédologiques. Il y pousse le palmier Moucaya (*Acronomia lasiospatha*) qui marque de sa stature le paysage savanicole.

À Organabo, les terres hautes atteignent exceptionnellement la côte, on y rencontre une **forêt sempervirente sur sol ferrallitique** qui est globalement comparable à celle qui recouvre les Guyanes et le bassin amazonien.



À l'Est, la plaine marécageuse de Kaw, d'une superficie de 100 000 ha, est l'entité paysagère la plus marquante et la plus renommée du pôle Est du PNRG. Cette plaine côtière occupe des terres alluviales marécageuses d'altitudes comprises entre 0 et 6 m, constituées en majorité de dépôts marins quaternaires. Ce sont des argiles plus ou moins consolidées et salées à profondeur variable (de 40 cm à 1 m). Elles sont recouvertes d'une couche de matières organiques appelée « pégasse » (tourbe acide) d'épaisseur variable (jusqu'à 3 m).

Deux cours d'eau principaux traversent le marais. La rivière de Kaw, dont les tributaires prennent leurs sources sur le flanc sud de la Montagne de Kaw et sur le versant nord des Monts de l'Inéry, contourne la Montagne de Kaw et la Montagne Favard par l'Est, puis s'oriente vers le Nord-Ouest, parallèlement à l'estuaire de l'Approuague, pour se jeter dans l'Océan Atlantique à la Pointe Acoupa. Le second cours d'eau, la crique Angélique, d'importance moindre, draine cependant presque tout le versant nord de la Montagne de Kaw, et traverse la plaine du sud au nord pour rejoindre à son embouchure la rivière de Kaw.

L'influence de la marée s'observe sur la quasi-totalité du cours des rivières en saison sèche. Les marais d'eau douce subissent eux d'importantes fluctuations de niveau d'eau selon les saisons, en fonction de la pluviométrie. Ces marais ont généralement une profondeur de 1 à 2 m, pouvant atteindre à certains endroits 5 m. La salinité des eaux augmente avec la profondeur. Enfin, une grande partie des savanes est exondée durant la saison sèche (de septembre à novembre).

La pluviosité moyenne annuelle est comprise entre 3 500 et 4 000 mm, figurant parmi les précipitations les plus élevées de Guyane. Les maxima s'enregistrent en décembre et janvier et surtout en mai ; les minima, d'août à septembre.

Cependant, le périmètre inclut d'autres paysages tout aussi remarquables, comme la Montagne de Kaw et les forêts marécageuses situées à l'est de l'Approuague.

La **plaine marécageuse** est limitée au nord par la côte et le fleuve Mahury, au sud et à l'est par une chaîne de collines, et à l'ouest par l'Approuague. Le trait de côte très instable, est constitué de vasières recouvertes de mangrove. Le niveau de l'eau subit une double influence, maritime, et pluviométrique.

Cette plaine regroupe plusieurs formations végétales, directement liées aux types de sols et aux conditions de drainage :

- La mangrove côtière est constituée presque exclusivement de Palétuviers blancs (*Avicenia germinans*). Elle occupe, le long du littoral, une bande de 1 à 3 km sur les sédiments marins vaseux, mous, salés pour les plus récents (série de « Démérara »).
- La mangrove d'estuaire et l'arrière-mangrove, au nord des marais et le long de la rivière de Kaw, sont situées en retrait de la mangrove côtière au nord des marais, et le long de la rivière de Kaw qu'elles bordent sur une vingtaine de kilomètres. Ce sont des forêts mixtes plus riches que la précédente, envahies par les eaux douces du

marais à la saison des pluies. Elles poussent sur des argiles consolidées, assez fermes, peu salées en surface, salées à 40/50 cm de profondeur avec un début d'accumulation de matières organiques en surface. Les arbres dominants sont le Palétuvier blanc (*Avicennia germinans*) et rouge (*Rhizophora racemosa*) caractérisé par ses racines échasses, le Palmier Pinot (*Euterpe oleracea*) associés au Moucou-moucou. (*Montrichardia arborescens*). On y rencontre aussi plusieurs espèces d'épiphytes telles les Tillandsia, Bromeliaceae, Philodendron. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne du rivage, les palétuviers disparaissent et cette formation est bordée au sud par une étroite bande de marais à végétation herbacée, la savane à palétuviers morts où poussent des Cypéracées comme les Elaeocharis et des buissons de Prunier Zicaque (*Chrysobalanus icaco*)

- Les pinotières occupent de grandes surfaces à la périphérie du marais central au pied des collines et surtout au sud-est du marais. Ce sont de remarquables forêts à *Euterpe oleracea* qui peuvent être presque monospécifiques ou mélangées à d'autres espèces dans des proportions variables et forment alors les forêts marécageuses. Les espèces associées dans ce cas sont principalement le Manil (*Symphonia globulifera*), le Moutouchi (*Pterocarpus officinalis*), le Yayamadou (*Virola surinamensis*), le Carapa (*Carapa guianensis*). Cette formation (ainsi que les suivantes) pousse sur des argiles grises ou gris-bleu consolidées, très peu salées ou non-salées en surface et salées à plus d'un mètre de profondeur seulement. Une couche de pégasse recouvre ces argiles. Lorsque celle-ci est très mince (5 à 10 cm), les pinotières sont denses. Plus la couche s'épaissit, plus la forêt devient claire, les pinots sont peu serrés et côtoient des fourrés de prunier. Au-delà de 50 cm d'épaisseur de pégasse, les pinots disparaissent complètement et font place à une végétation basse à dominante herbacée.
- Les marais à végétation herbacée dominante occupent la majeure partie du centre de la plaine de Kaw, d'aspect uniforme, c'est une formation de végétation basse et humide. Trois faciès peuvent être distingués :
- La savane à pruniers, sur une couche de pégasse d'épaisseur moyenne (50 à 100 cm), se situe surtout dans la moitié nord du marais et à la périphérie du bassin de la crique Angélique. La végétation y est basse, dense, assez riche, dominée par *Montrichardia arborescens*, la fougère *Blechnum serrulatum* et surtout des peuplements de 3 à 4 m de haut de pruniers, bordés par quelques pinots et petits arbres.

- La savane à Cypéracées s'observe lorsque la couche de pégasse dépasse 1 m, pouvant atteindre par endroits 3 m. Elle correspond principalement à la Savane Angélique, occupant le bassin supérieur de la crique du même nom, au cœur de la plaine Kaw. C'est le secteur le plus mal drainé. La végétation y est basse, herbacée, riche en espèces remarquables de Cypéracées comme *Eleocharis grandiglumis*, *E. minima*, *E. plicarhachis*, et *Rynchospora cajennensis*, en Onagracées, et l'on y trouve presque partout la fougère *Thelypteris interrupta*. De nombreuses autres espèces, parmi lesquelles des lianes grêles, forment un ensemble inextricable flottant avec la couche de pégasse épaisse mais très peu dense. La hauteur d'eau douce sous-jacente est très variable selon les sites et les saisons mais peut être importante : un sondage effectué en mars sur les bords de la crique Angélique a révélé une profondeur de 5 m. Cette formation est appelée en Guyane savanes tremblantes ou pripris tremblants. L'uniformité du paysage est interrompue par des groupes ou des alignements spectaculaires de robustes Palmiers bâches (*Mauritia flexuosité*), souvent associés aux pruniers. Ils pourraient correspondre à des bancs de sables à faible profondeur sous l'argile. Enfin de petites mares d'eau libre à nénuphars *Nymphaea rudgeana*, parsèment le marais de part en part et forment des réserves d'eau permanentes même pendant les saisons les plus sèches.
- La savane à Graminées est limitée au cours moyen de la rivière de Kaw qu'elle borde sur une largeur ne dépassant pas 2 km. Elle est particulièrement caractérisée par un peuplement dense d'*Echinochloa polystachya* et secondairement, par endroits, de *Leersia hexandra*. Contrairement aux formations herbacées précédentes, celle-ci pousse sur une couche de pégasse mince (10 à 20 cm) très décomposée, et dans les zones à ruissellement important. Lorsque le débit d'eau diminue (vallées de la haute rivière de Kaw), *Echinochloa* est progressivement remplacée par des Cypéracées.

Un ancien **cordon littoral** traverse la plaine marécageuse en son centre, de Kaw au Mahury, de manière discontinue, parallèlement au rivage actuel. Il est recouvert d'une mince couche de sédiments argileux. Il engendre un très faible relief, émergeant à peine du marais, qui porte une forêt broussailleuse plurispécifique, mélangée dans les parties les plus basses à des palmiers pinots.

Au sud de la plaine, au pied de la Montagne de Kaw (en particulier le long de la crique Gabriel), de nombreux **îlots exondés** sont recouverts de forêt de terre ferme.

Au sud et à l'ouest, la plaine est limitée par un **ensemble de collines**, composé par les Montagnes Anglaises, de Roura, Gabrielle, Patawa, Trésor, de Kaw et Favard. Ces montagnes, en particulier celle de Kaw, représentent un refuge forestier, avec un taux élevé d'endémisme. La Montagne de Kaw est recouverte d'une cuirasse latérito-bauxitique sur laquelle pousse une forêt basse, au sous-bois éclairé. Partout où n'affleure pas la cuirasse pousse une forêt haute dont la physionomie ne diffère pas des forêts de l'intérieur de la Guyane.

A l'Est de l'estuaire de l'Approuague, sur la pointe Béhague, se trouvent de vastes zones de **mangrove, de forêts marécageuses et de marais** qui constituent des pinotières.

Le secteur de Cacao sur la commune de Roura est pour sa part marqué par une forte topographie drainée par un maillage important de cours d'eau. La forêt sur pente est caractéristique de celle qui est connue dans l'intérieur du département. Entre les collines en « peau d'orange » et les secteurs d'altitude plus élevés se trouvent des zones de bas-fond marécageux et de flats aux sol sableux et argileux. Quelques savanes incluses sont présentes dans le secteur comme celles qui sont connues le long de l'Orapu notamment dans la Réserve Naturelle Volontaire de Trésor.

Dans le secteur de Saint-Georges et Ouanary se rencontre l'ensemble des paysages naturels de Guyane, à l'exception des savanes et des plages de sable. Les grandes variations édaphiques et topographiques font de ce territoire un milieu varié, où s'imbriquent les paysages. Cependant, il est possible de faire une typologie des milieux rencontrés :

De vastes zones de **mangroves** côtières et d'estuaires peuplent toute la côte et l'estuaire de la Pointe Béhague.

Les **forêts marécageuses** se trouvent en arrière de la mangrove sur la Pointe Béhague, mais aussi en périphérie des reliefs, comme les Monts de l'Observatoire, la Montagne Bruyère, les Monts des Trois Pitons, ou encore par endroit le long des criques. Le palmier pinot (*Euterpe oleracea*) est l'espèce la plus répandue dans ce type de formation qui est liée à des sols mal drainés.

Les **marais** mixtes à végétation herbacée et arbustive occupent la majeure partie de la Pointe Béhague. Ils sont ponctués de mares d'eau libre.

Les **forêts rabougries sur cuirasse latéritique** : ces formations sont rencontrées sur les Montagnes de l'Observatoire et la Montagne Bruyère. Sur la Montagne d'Argent, elle a été dégradée par l'activité humaine et une forêt secondaire dégradée la remplace. Cette forêt présente un faciès caractéristique avec une végétation basse, rabougrie broussailleuse et riche en lianes. La voûte étant moins dense, le sol est mieux éclairé que dans les autres forêts et laisse la place à une végétation herbacée abondante.

Les « **Savanes-roches** » des affleurements rocheux. Cette végétation est rencontrée sur la Montagne Bruyère et sur les Monts des Trois-Pitons ainsi que les zones forestières de transition que sont les forêts basses d'inselberg. Sur les pentes les plus fortes, la roche affleure. Elle porte alors une végétation basse discontinue sur quartzite.

## Une faune variée

---

A l'instar de la diversité des biotopes décrits précédemment, la faune est très riche. Il est donc impossible, dans le cadre de ce diagnostic, de répertorier toutes les espèces présentes en Guyane et cette présentation n'a donc pas la prétention de l'exhaustivité. Elle s'attache surtout à présenter certaines espèces parmi les plus remarquables que l'on peut rencontrer sur le territoire du Parc.

### Les Mammifères

Les mammifères sont représentatifs de la grande forêt primaire de l'intérieur. On note tout particulièrement la présence de grands animaux comme le Jaguar (*Panthera onca*), le Puma (*Puma concolor*), le Tapir (*Tapirus terrestris*) ou Maïpouri en créole dont le poids peut aller jusqu'à 250 Kg, le Cerf de Virginie (*Odocoileus virginianus*), la Martre (*Eira barbara*). Le Lamantin (*Trichechus manatus*), est lui présent dans les estuaires, embouchure et cours d'eau de la bande côtière, mais les signalements sont rares.

Dans les marais d'Iracoubo, de Sinnamary, et Kaw on trouve le Cabiaï (*Hydrochaeris hydrochaeris*) qui avec parfois plus de 90 Kg est le plus grand des rongeurs au monde et la Loutre Géante d'Amazonie (*Pteronura brasiliensis*). Les savanes abritent d'autres mammifères comme le Tatou géant Cabassou (*Priodontes maximus*) qui peut peser jusqu'à 30 Kg et le Tamanoir (*Myrmecophaga trydactyla*).

Les forêts abritent des primates comme le Singe hurleur (*Alouatta seniculus*) et l'Atèle (*Ateles paniscus*).

Aux alentours de Roura et de Régina, ainsi que sur le pri-pri de Yiyi, l'important réseau hydrographique est propice aux 2 seules espèces de Chauves-souris pêcheuses connues au monde (*Noctilio leporinus* et *N. alba*). Ces mammifères volants sont les plus nombreux du département : sur les 186 espèces de Guyane ; 100 sont des chiroptères. Sur les trois espèces de Chauves-souris vampire, deux sont représentées en Guyane : (*Desmodus rotundus* & *Diaemus youngi*). L'on rencontre également dans le territoire du Parc, le Faux vampire spectre (*Vampyrum spectrum*), la chauve-souris la plus grande de Guyane et d'Amérique du sud dont le poids avoisine les 150 g. Ce carnivore à la dentition proche de celle des canidés s'attaque à des proies comme les petits vertébrés à sang chaud tels des oiseaux, rongeurs, petits marsupiaux et des espèces de chauves-souris.

### Les Oiseaux

Les vasières, marais et lagunes nourrissent de nombreuses espèces de limicoles

migrateurs. Les jeunes mangroves abritent des Ibis rouges (*Eudocimus ruber*) et de plusieurs espèces d'Ardeidés comme la Grande Aigrette (*Egretta alba*), l'Aigrette Neigeuse (*Egretta thula*), l'Aigrette Bleue (*Egretta caerulea*), l'Aigrette Tricolore (*Egretta tricolor*), le Héron Cocoli (*Ardea cocoi*). On note également la présence de Spatules Roses (*Ajaia ajaja*), de Jabirus d'Amérique (*Jabiru mycteria*) et de Tantaques d'Amérique (*Mycteria americana*). Le très rare Ara Noble (*Ara nobilis*) niche dans les forêts marécageuses, en particulier dans les forêts galeries à Palmiers baches.

La faune abritée dans les écosystèmes d'Iracoubo et Sinnamary est extrêmement variée, et de nombreuses espèces protégées vivent dans ces milieux : les embouchures des fleuves Sinnamary et Malmanoury abrite d'importantes colonies d'Ibis Rouge (*Eudocimus ruber*). Les pinotières quant à elles abritent le Toucan Ariel (*Ramphastos vitellinus*) et le Toucan à Bec Rouge (*Ramphastos tucanus*). Ces zones sont aussi des gîtes importants pour l'avifaune et la faune ichthyologique qui vient se reproduire dans les marais. Cette liste est très loin d'être exhaustive, ces milieux abritant de nombreuses espèces remarquables vivant dans des niches écologiques restreintes.

La diversité des milieux humides de Régina-Kaw, et de Saint-Georges de l'Oyapock confère également au site une très grande richesse avifaunistique. Vasières et mangroves constituent pour de nombreuses espèces d'importantes zones de nourrissage et de nidification, notamment pour plusieurs centaines de milliers de limicoles nord-américains en migration. Les marais herbacés abritent également de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau, comme le Kamichi cornu (*Anhima cornuta*). Il a récemment été trouvé dans une zone de marais accessible uniquement par hélicoptère, la plus grande colonie connue au monde de Héron agami (*Agamia agami*). Enfin, les marais abritent également une espèce devenue rare en Guyane : l'Hoazin huppé (*Opisthocomus hoazin*), oiseau unique au monde d'un intérêt scientifique exceptionnel car unique animal de ce type à avoir un régime alimentaire exclusivement phytophage et une digestion avec fermentation, ainsi que le Toucan Toco (*Ramphastos toco*) le plus grand représentant de cette famille d'oiseaux.

Dans les reliefs, en particulier, la Montagne de Kaw, les Montagnes des Trois Pitons, on trouve un milieu d'abris sous roche particulier et rare en Guyane, qui est un site important pour la reproduction du Coq de roche orange (*Rupicola rupicola*).

Les îles du Grand et du petit Connétable abritent une avifaune remarquable d'oiseaux de mers qui viennent y nicher : Frégate superbe (*Fregata magnificens*), Sterne de Cayenne (*Sterna eurygnatha*), Mouette Atricille (*Larus atricilla*).

La Pointe Béhague, est l'unique lieu connu de nidification de la Spatule Rose (*Ajaia ajaja*), en Guyane. C'est aussi comme le marais de Kaw, un lieu d'accueil majeur pour limicoles en halte migratoire ou en hivernage, ainsi que pour de nombreuses espèces d'Ardéidés nicheuses telles que la Grande Aigrette (*Egretta alba*) et l'Aigrette Bleue (*E. caerulea*).

### Les Reptiles

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'existe pas une, mais trois espèces

d'Anaconda dont deux existent en Guyane. La plus connue et la plus grande, et aussi de loin la plus commune en Guyane, est l'Anaconda vert (*Eunectes murinus*). Les dimensions hors normes de l'animal font qu'il est fortement présent dans les mythologies amérindiennes du bassin de l'Amazone et de l'Orénoque où il se trouve ainsi que parmi les populations bushinengue et créole du Surinam et de Guyane. Il est à l'origine de nombreux mythes fondateurs de l'humanité et a laissé son nom notamment à la Mana, fleuve dont le nom est celui du reptile dans une langue amérindienne.

On peut donc aussi trouver l'Anaconda jaune ou plutôt les Anacondas jaunes (*Eunectes deschauenseei* & *Eunectes notaeus*). Seul *E. deschauenseei* se retrouve en Guyane. Avec une taille moyenne d'environ 3 m, il n'atteint pas les dimensions colossales de l'Anaconda vert.

On peut rencontrer en Guyane le vipéridé le plus long de sa famille, le Grage grand carreaux (*Lachesis muta*) qui dépasse les 4 mètres et est en même temps le venimeux le plus grand des deux Amériques.

Les plages d'Awala-Yalimapo constituent un des sites mondiaux les plus importants pour la ponte des imposantes Tortues Luth (*Dermochelys coriacea*), dont certains spécimens mesurent jusqu'à 2 m 40 pour un poids de 860 kg. Ces plages sont également un lieu de ponte important pour la Tortue Verte (*Chelonia mydas*).

A Sinnamary et Iracoubo, les marais accueillent des espèces patrimoniales comme le Caïman rouge (*Paleosuchus palpebrosus*), le Caïman à Lunette (*Caiman crocodilus*). On trouve dans les savanes vers Sinnamary, Iracoubo et Mana, des reptiles, comme le Crotale des savanes (*Crotalus durissus*) et la Tortue de terre des savanes (*Geochelone carbonaria*) ainsi que le Lézard des sables (*Cnemidophorus cryptus*) à la reproduction parthénogénétique. Ces trois dernières espèces sont inféodées au milieu savanicole et par ce fait particulièrement sensible et vulnérable aux actions anthropiques destructrice ou perturbante...

La région Roura-Régina et sa plaine marécageuse abritent un certain nombre d'espèces remarquables à forte origine amazonienne en particulier pour ce qui est de l'herpétofaune : la Tortue Matamata (*Chelus fimbriatus*), le Lézard Caïman (*Dracaena guianensis*), et surtout l'une des dernières populations stables en Amérique du Sud de Caïman Noir (*Melanosuchus niger*), espèce menacée d'extinction.

Vers Saint Georges et Ouanary, vit la Podocnémide géante (*Podocnemis expansa*), la plus grosse des tortues aquatiques d'Amérique du Sud dont le poids peut atteindre environ 80 kg.

#### Les Poissons

La faune piscicole des fleuves de Guyane est d'une grande variété ; 430 espèces de poissons d'eau douce et saumâtre sont répertoriées à ce jour. Plusieurs espèces sont d'intérêt patrimonial, culturel et économique, ce tant pour les populations locales que pour la pêche sportive ou l'aquariophilie par exemple.

L'ordre des Siluriformes comprend la Torche tigrée (*Pseudoplatystoma faciatum*) ou

encore roui ou coui. Ces deux derniers, noms d'origine créole avec un fort emprunt de langue amérindienne, sont des onomatopées du son émis par l'animal, proche de celui du grognement du cochon, quand il est sorti hors de l'eau. La torche tigrée est de la famille des siluriens et peut atteindre un poids de 15 kg. Son nom lui vient des fines bandes blanches alternant avec des bandes noires plus épaisses sur les flancs et le dos. Elle est présente sur l'Approuague, la Mana, le Maroni et l'Oyapok, elle est absente des petites rivières de la bande côtière.

Un proche cousin mais aux mœurs beaucoup plus marine et estuarienne est la Torch (*Brachyplatystoma filamentosum*). Le poisson est recensé principalement dans l'Est du département aux embouchures de l'Approuague et l'Oyapock. Pêchée le plus souvent à la palangre et au filet, c'est une bête au poids variant de 5 à 15 kg en général, mais le record de taille connue est un spécimen qui a atteint 200 kg pour une longueur de 2,8 m.

Un autre silurien : l'Attipa (*Hoplosternum littorale*) fait la renommée des marais du littoral. Il est fortement prisé dans la gastronomie guyanaise. Il est particulièrement connu pour l'aspect caparaçonné de ses écailles, qui lui donnent une allure préhistorique.

Dans la région des marais de Kaw-Roura, on retrouve l'emblématique et très rare Dipneuste (*Lepidosiren paradoxa*) à la respiration pulmoné.

Le plus grand représentant de l'ordre des Gymnotiformes, poissons qui se caractérisent par un corps très allongé avec des écailles minuscules ou totalement absentes est le Gymnote électrique (*Electrophorus electricus*). C'est la seule espèce de la famille des Electrophoridae et elle est capable d'émettre des décharges mesurées à 750 volts sous 2 ampères. C'est un animal de corps cylindrique serpentiforme pouvant atteindre une longueur de 2 m 30 et peser 20 kg.

L'ordre des Characiformes compte la famille des Serrasalminidae, plus connu du grand public sous le nom de Piranha. *Serrasalmus humeralis* est bien représenté à Kaw alors que *S. rhombeus* qui est beaucoup plus gros (plus de 3 kgs pour plus de 40 cm de long) est connu entre autre d'Awala-Yalimapo et de la basse région du fleuve Iracoubo. L'Aïmara (*Hoplias aimara*) également de l'ordre des Characiformes mais de la famille des Erythrinidae est un poisson carnivore pouvant peser 40 kgs pour plus d'un mètre de long. Les Toucounarets de l'ordre des Perciformes et de la famille des Cichlidés (*Cichla monoculus* & *C. ocellaris*) sont particulièrement connus dans le milieu la pêche sportive en eau douce.

« Roi d'argent » pour les anglo-saxons (King silver), le Tarpon (*Megalops atlanticus*) ou Palika en créole, est le poisson-roi pour la pêche sportive en mer. Ce carnivore a l'aspect d'une grande sardine, avec une bouche oblique s'ouvrant vers le haut. Il grandit dans les estuaires des fleuves pendant ses trois premières années. Avec 2.50 m pour une masse record proche des 160 kg, il peut atteindre des tailles impressionnantes.

### Les Amphibiens

La batrachofaune guyanaise représente une fraction notable de la faune vertébrée du



département par le nombre d'espèces et la densité des populations observées. 103 espèces d'Anoures et 7 de Gymnophiones la composent. Certaines espèces ont un fort intérêt en recherche médicale (Phyllomedusa) d'autres sont malheureusement convoitées pour la terrariophilie (Dendrobates).

Le Crapaud bœuf guyanais (*Bufo marinus*) est le plus gros des Bufo. Il atteint 2 à 3 kg. Autre curiosité locale, c'est celle de la Grenouille paradoxale (*Pseudis paradoxa*), l'unique grenouille au monde à avoir un têtard (25 cm de long) plus de trois fois plus gros que l'adulte.

### Les Insectes

La Guêpe géante (*Pepsis heros*), avec une envergure de 12 cm, est le plus grand des Hyménoptères du monde. Elle parasite les mygales en leur pondant une larve dans le corps après les avoir anesthésiées.

Le plus grand des Longicornes de la planète (*Titanus giganteus*) se trouve entre Maroni et Oyapock, il peut mesurer 17cm de long. Ses œufs sont les plus gros connus chez les insectes : 10,2 mm de long sur 4,2 mm de large.

L'un des insectes le plus lourd au monde, le Scarabé cerf (*Megasoma acteon*) se trouve lui aussi en Guyane, sa larve pèse jusqu'à 200 g.

Le Meunier (*Thysania agrippina*) est le papillon nocturne ayant la plus grande envergure au monde, il peut atteindre 32 cm d'envergure. le Grand Planeur de Guyane (*Morpho hecuba*) avec 25 cm d'envergure est pour sa part le plus grand papillon diurne d'Amérique.

La plus grosse des punaises aquatiques au monde (*Lethocerus annulipes*) vit aussi en Guyane. Elle mesure jusqu'à 12 cm et se nourrit de jeunes poissons.

### Les Arachnides

La plus grosse des araignées du monde, plus précisément des mygales, la Theraphosa leblondi se retrouve en Guyane française. Du Surinam au Brésil, on la surnomme en créole "Gros Araignée crabe". Baptisée en hommage à Jean-Baptiste Leblond, naturaliste l'ayant découverte en explorant la colonie guyanaise dans les années 1797-1801. L'envergure de l'animal peut être de 26 cm avec un poids atteignant 135 g. Elle arrive à maîtriser grâce à un venin neurotoxique des oisillons tombés du nid ainsi que des petits rongeurs, mais son régime alimentaire est en fait surtout composé d'insectes divers.

On trouve en Guyane l'une des rares espèces d'araignées communautaires (*Anelosimus eximius*). L'espèce affectionne les milieux semi-ouverts et il n'est pas rare d'en voir le long des routes, pistes ou sur les berges ripicoles. Ses immenses toiles tapissent la végétation d'un linéol diaphane en abritant une colonie comptant jusqu'à 4 000 individus parfois.

Il est à noter qu'à ce jour la faune invertébrée (insecte et arachnide) de Guyane française reste largement méconnue. Contrairement aux amphibiens, reptiles, oiseaux, et mammifères, il n'existe pas d'arrêtés de protection spécifiques pour les classes insectes

et arachnides.

## Une zone maritime unique

---

La mobilité des rivages est une caractéristique forte de ce littoral placé-sous l'influence des énormes charriages sédimentaires amazoniens. Ces mouvements de vase se caractérisent à la fois par une forte teneur en particules de matière et par d'immenses bancs de vase qui évoluent du delta de l'Amazone au Venezuela, poussés par les courants marins. Les cordons dunaires sont les témoins des anciennes lignes de rivages successifs, eux-mêmes étant le résultat des précédentes transgressions et régressions marine. La configuration complexe de cet espace est essentiellement due à l'impact du système de dispersion océanique des rejets fins amazoniens qui s'accumulent depuis trente mille ans sur les côtes de Guyane. Cette dynamique est donc marquée par l'alternance d'accrétion et d'érosion. De plus, entre l'estuaire de l'Amazone et celui de l'Orénoque, le bouclier des Guyanes atteint l'océan que sur le littoral guyanais, sur les îlets et battures ainsi que sur les avancées rocheuses, comme celle de la Montagne d'Argent par exemple...

Les écosystèmes littoraux dépendent des phénomènes cycliques d'accumulation et d'érosion auxquels est soumis le rivage. Ces déplacements sont observables sur des images satellites à partir desquelles est mesurée la turbidité de l'eau mais ces phénomènes restent encore relativement peu connus. Le trait de côte constitué par la vasière et la mangrove présente une instabilité particulière.

Les bancs de vase se forment le long des rivages et peuvent ensuite se faire coloniser par la mangrove. Au bout de dix à cinquante ans, sous l'action de l'érosion marine, la mangrove peut disparaître pour laisser de nouveau la place à un rivage sableux et ce jusqu'à un prochain cycle.

Ce littoral abrite aussi quelques îles dont la plus exceptionnelle est celle du Grand Connétable, qui fut exploitée par la Compagnie Américaine au début du siècle dernier pour ses roches recouvertes de guano.

Cette particularité du rivage guyanais influe beaucoup sur sa richesse halieutique et sur la biodiversité qu'il abrite. Par contre elle peut poser des problèmes spécifiques par rapport à la définition juridique de la côte (et donc des propriétés). Ainsi certaines parcelles acquises par le Conservatoire du Littoral ont pratiquement perdu la moitié de leur surface. De même quand il s'agit d'investir dans des infrastructures portuaires, aucun site en eau profonde n'est disponible et les sites actuels ou potentiels nécessitent soit l'utilisation de bateau adapté soit un dragage permanent de leur chenal.

La zone maritime lointaine est assez peu connue, et ces liens avec la zone du littoral sont encore à étudier. Que ce soit pour les poissons, les mammifères marins ou les oiseaux, l'effort d'inventaire est peu important du fait de la faible utilisation de la zone. Sa dynamique et son fonctionnement commencent à peine à être étudiés.

## Des espaces de protection et de conservation.

Le patrimoine naturel guyanais fait l'objet d'un certain nombre de protection que l'on peut regrouper selon leur nature juridique :

Protection réglementaire à l'initiative de l'état : Réserve Naturelle Nationale, APB, site inscrit.

La **Réserve Naturelle de l'Amana**, d'une superficie de 14 800 ha, englobant toute la zone littorale des communes d'Awala-Yalimapo et de Mana sur le pôle Ouest du PNRG, a été créée en 1998 pour préserver un important site de ponte des tortues Luth, qui revêt au niveau mondial une importance écologique majeure pour la sauvegarde de cette espèce en voie d'extinction.

La **Réserve Naturelle du Grand Connétable** d'une superficie de 7 852 ha, a été créée en 1992 pour protéger deux îlots, nichoirs pour oiseaux marins, à l'embouchure de l'Approuague.

La **Réserve Naturelle des marais de Kaw-Roura**, d'une superficie de 94 700 ha est la seconde plus grande réserve au plan national. Elle a été créée en 1998 pour la préservation d'une des dernières populations viables de Caïman noir dans le monde.

La forêt de sable blanc de Mana a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection biotope mettant ainsi en avant son caractère patrimonial évident.

Protection réglementaire à l'initiative du propriétaire : Réserve Naturelle Volontaire (et bientôt Réserve Naturelle Régionale).

On recense dans cette catégorie la Réserve Trésor qui se trouve sur le versant sud de la Montagne de Kaw, sur la commune de Roura.

Protection par la maîtrise foncière par une personne publique : acquisition du conservatoire, espaces naturels sensibles du département

Le Conservatoire du Littoral a en effet acquis plusieurs terrains du littoral guyanais. Sa propriété la plus importante se trouve sur les Pripri de Yiyi. Des sentiers balisés ont été aménagés sur des digues de sable et le site peut ainsi être découvert à pied. Un affût aménagé offre aux visiteurs la possibilité d'observer la faune ornithologique. Une tour de 7 mètres de haut permet d'embrasser l'ensemble du panorama. Les visiteurs peuvent apprendre à connaître la diversité biologique et la richesse écologique du site grâce à des panneaux à vocation pédagogique mais surtout grâce à la Maison de la Nature. Le public y est accueilli par des animateurs spécialisés et peut y visiter des expositions sur certains animaux caractéristiques. On y trouve aussi de la documentation sur les thématiques de l'environnement, un diaporama sur les pripri de Yiyi, des vidéos, des affiches, des cartes postales et des plaquettes sur la biodiversité guyanaise. Une salle de réunion est mise à disposition pour toute rencontre sur le thème de l'environnement.

Le Conservatoire du littoral possède aussi des terrains à Awala-Yalimapo et sur la pointe Isère dans la même commune. Enfin, il a réalisé l'aménagement sur le site qu'il possède dans la Montagne d'Argent à Ouanary, mais celui-ci tend à être dégradé notamment par les pêcheurs clandestins brésiliens.

Conservation issue d'un engagement international : site RAMSAR.

Les zones humides de ce secteur littoral constituent des zones d'importance internationale en ce qui concerne l'accueil des oiseaux d'eau. Ainsi les deux sites RAMSAR de Guyane sont inscrits dans le périmètre du Parc.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF) ne sont certes pas des outils de protection, mais elles constituent des outils de connaissance non négligeable pour orienter de possibles nouveaux classements. Douze ZNIEFF ont été établies dans la zone du pôle Ouest, faisant l'inventaire de tous les biotopes décrits ci-dessus. Certaines comme le Pripri Yiyi sont de type 1, et sont l'objet de mesure de protection et de gestion. De nombreux espaces remarquables de Saint Georges et Ouanary ont été classés en ZNIEFF de type 1 et 2, comme la Pointe Béhague, la Crique Gabaret ou la Montagne Bruyère. Cependant à l'exception de la Montagne d'Argent qui a été acquise par le Conservatoire du Littoral, aucun de ces sites ne bénéficie de protection réglementaire. Ce patrimoine naturel est aujourd'hui peu soumis à la pression anthropique, compte tenu de l'enclavement des communes et de leur faible population. Cependant l'achèvement récent du pont de la RN2 sur l'Approuague a, en désenclavant la commune de Saint-Georges, augmenté de manière conséquente cette pression, en particulier sur la ZNIEFF de la crique Gabaret (extension des abattis, chasse).

## Un héritage culturel varié

Le patrimoine culturel de la région est extrêmement lié à la pluriethnicité de la population.

### Une présence amérindienne

Le village d'Awala ne s'est développé qu'à partir de 1935 car auparavant le secteur était occupé par des établissements pénitentiaires du bagne. Cependant il reste de nombreux vestiges archéologiques dans la zone, qui démontrent qu'une occupation amérindienne existait bien antérieurement en particulier sur les anciens cordons littoraux autrefois exploités (village de Panato). Ces vestiges sont menacés par l'extension de la population actuelle.

Mana compte également des sites archéologiques qui mériteraient une valorisation : polissoirs de la rive gauche de l'Organabo, site d'Angoulême.

La zone d'Iracoubo-Sinnamary était densément peuplée durant la période pré-coloniale.

En témoignent les nombreux sites archéologiques comme ceux des criques Iracoubo, Organabo ou de la pointe Brigandin.

Le cœur des Marais de Kaw ; la zone de la crique Angélique, du fait de son caractère impénétrable, semble ne pas avoir connu d'occupation humaine. Il n'en est pas de même dans les zones de collines ; il reste de nombreux vestiges amérindiens, en particulier sur la Montagne Favard où se trouve l'une des plus spectaculaires roches gravées amérindiennes de la Guyane, inscrites aux Monuments Historiques, ainsi que les vestiges d'un village amérindien qui a fait l'objet de fouilles archéologiques au sommet de la montagne. À Roura comme à Cacao il existe des preuves et témoignages d'occupation amérindienne en la présence de site d'habitats et trace de polissoires.

La baie de l'Oyapock est une zone très riche en ressources halieutiques et les terres abritent une faune tout aussi remarquable. Ces qualités en ont fait une zone très attractive pour les populations notamment amérindiennes. C'est pourquoi, de très nombreux vestiges se trouvent dans cette région. Cependant, les lieux d'habitat, construits en matériaux périssables, n'apparaissent pas valorisables : on retrouve seulement des alignements de trous de poteaux. Seuls certains sites peuvent être mis en valeur sur place, comme celui de la Montagne d'Argent à Ouanary où des gravures amérindiennes, inscrites aux Monuments Historiques, sont visibles, ou celui de la Montagne Bruyère qui comprend des vestiges amérindiens.

### Les vestiges coloniaux et la ruée vers l'or

L'histoire coloniale de la Guyane est étroitement liée aux premiers voyages de Christophe Colomb et de ses émules : Yanez PINZON, qui, en 1500, reconnaît la baie de l'Oyapock. Walter Raleigh, sujet britannique est l'un des hommes à l'origine de la légende du roi « El Dorado » et de la cité de Manoa qu'il situe dans la région des Guyanes aux environs des Tumuc-Humac. Les expéditions se succèdent alors, à la recherche de la cité féerique. La légende est née, elle durera. Le XVII<sup>ème</sup> siècle sera celui des essais difficiles des premières colonies dans cette Terra Incognita entre L'Orénoque et l'Amazone, où les puissances coloniales tentent de prendre pied au milieu des difficultés d'implantations liées aux conditions géographiques et sanitaires du pays et des affrontements d'intérêts.

Après cette phase de découverte et l'appropriation par la France en 1604 avec l'expédition de "La Revardière", mandatée par Henri IV, l'époque coloniale de la « France équinoxiale » fut marquée par d'incessantes hésitations entre "Faire de la Guyane une colonie de peuplement ou en faire une colonie d'exploitation".

Les premiers colons se sont installés dans la zone dès 1626 vers Iracoubo-Sinnamary. Mais les conditions difficiles les ont contraints à se déplacer vers l'île de Cayenne et l'Oyapock. D'autres tentatives échouèrent, et la zone ne commença à se développer qu'à partir de 1763, avec l'installation des rescapés de l'Expédition de Kourou.

À l'Est, le site de la Montagne Favard fut occupé par les colons à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle

avec la mise en place de grandes plantations. Les ruines de l'habitation coloniale Favard ainsi que d'autres comme la Gabrielle, Grand-Marais, Caroline, témoignent de cette époque.

Les terres du bas Approuague, vers Régina, furent au XVII<sup>ème</sup> siècle mises en valeur par un ensemble de polders portant des cultures de rente : canne à sucre, cacao, indigo, coton, girofle... À la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, 25 grandes plantations se partageaient ces terres bordant les cours moyen et inférieur de l'Approuague et de la Kourouaï. Guisambourg était alors la capitale du quartier Approuague-Kaw. Quelques vestiges subsistent de cet âge d'or, mais ne sont pas du tout mis en valeur aujourd'hui. Le Bas-Approuague, de par son passé riche et ses paysages exceptionnels, représente un atout important pour l'avenir du tourisme dans la commune.

De l'âge d'or de Régina, ville-comptoir, au XIX<sup>ème</sup> siècle avec la ruée vers l'or, et au début du XX<sup>ème</sup> siècle avec l'exploitation du bois de rose et la gomme de Balata, il ne reste que quelques ruines abandonnées, mais un potentiel dense qu'il serait souhaitable de mettre en valeur.

## **Le temps du bagne**

---

Le bagne a marqué l'histoire de la Guyane pendant un siècle, de 1852 à 1953. Plus de 60 000 personnes furent ainsi envoyées en Guyane. Le décret de 1852, puis la loi de 1854 officialisèrent la "transportation". Cette loi s'appuyait sur trois axes : l'utilisation de la main d'œuvre pénale pour les travaux d'utilité publique, l'envoi de femmes permettant la création de familles et la possibilité d'obtenir des "concessions agricoles" en fin de peine. Les bagnards étaient aussi bien des condamnés de droit commun, les "transportés", que des politiques, les "déportés". Une fois sa peine achevée, le forçat devait effectuer le "doublage", c'est-à-dire, l'obligation de passer un temps identique à sa condamnation sur le sol guyanais après sa libération si la peine était inférieure à 7 ans et à vie, si la peine dépassait 8 ans. En 1885, une loi met en place la "relégation", c'est-à-dire une peine complémentaire à la prison, qui exile à vie en Guyane les multirécidivistes. La difficulté à trouver du travail était alors telle que l'on disait volontiers : "le bagne commence à la libération".

Plusieurs camps prirent place dans la zone que recouvre maintenant le Parc. On peut par exemple citer :

Saint-Georges sur l'Oyapock (1853-1860) : A la suite d'une meurtrière épidémie de fièvre jaune, les condamnés Européens furent évacués et remplacés par des éléments africains, qui subirent le même sort,

La Montagne d'Argent (1853-1864) : Camp agricole de 180 ha situé sur l'embouchure de l'Oyapock, évacué en 1864, réoccupé partiellement en 1886. Culture de caféiers et cacaoyers,

La Comté (1854-1859) avec trois établissements ouverts à proximité immédiate du bourg actuel de Cacao : St Marie, St Augustin et St Philippe. Ils produisirent

des denrées agricoles et des produits forestiers ainsi qu'une briqueterie.

Les Hattes : Camp consacré à l'agriculture et à l'élevage dépendant de St Laurent. Abandonné en 1868, il fut affecté en 1910 aux condamnés impotents, âgés, ou incurables (léproserie).

Godebert : Camp Forestier dépendant de St Laurent. Il hébergeait les condamnés chargés de la création de la route de St Laurent à Mana,

Coswine : Camp forestier dépendant de St Laurent. Récolte de la gomme de l'arbre balata et culture de cocotiers et bananes, etc.

De cette époque, il reste certains bâtiments dont l'un a été reconverti en gîte touristique aux Hattes (Yalimapo). Si aujourd'hui, c'est le premier cordon (le plus récent) qui accueille l'implantation des villages et des activités agricoles, autrefois l'ancien cordon, en retrait d'un marais au sud des villages actuels, était accessible par les digues et les canaux traversant ce marais (anciens polders du bagne). Il a donc été habité et exploité (village de Panato), et il existe des vestiges archéologiques qui pourraient être menacés par une nouvelle ouverture de ce cordon liée aux besoins croissants de l'actuelle population.

De l'époque du bagne, il reste également plusieurs témoignages sur le terrain. Certains bâtiments sur Yalimapo sont la propriété du Conseil Général, l'un a été reconverti en gîte touristique. Des vestiges sur la Crique Coswine font l'objet de visites guidées intégrant un produit touristique développé par une association locale (*Yawoya-Dele*). À Cacao, à plusieurs reprises, l'association "le planeur bleu" a nettoyé les sites des bagnes et en propose la visite guidée lors des journées du patrimoine.

## Une mosaïque multiculturelle

---

La population de la Guyane est le fruit des diverses vagues d'immigration, volontaires ou forcées, qui ont marqué son histoire. Ses premiers habitants, les différents groupes amérindiens, demeurent bien présents sur le territoire. Le Parc abrite les deux groupes du littoral :

Les **Kali'na**, anciennement appelés « Galibi », les Kali'na Tilewuyu vivent aujourd'hui dans la région du bas Maroni et de la basse Mana.

La communauté amérindienne d'Awala-Yalimapo est culturellement très dynamique, et de nombreuses initiatives sont prises afin que les traditions et savoir-faire soient transmis aux jeunes générations. La commune porte de nombreux projets de valorisation culturelle : mise en valeur de sites naturels et culturels, création d'une médiathèque, d'un centre des arts et de la culture...

La commune d'Iracoubo rassemble une importante population Kali'na. Ceux-ci sont aujourd'hui essentiellement implantés dans le bourg de Bellevue-Yanou et dans les villages qui longent la RN 1.

Les **Palikurs** présents à Ouanary sont à l'heure actuelle une population estimée à

environ 400 personnes réparties sur les rives de l'Oyapock entre le Brésil et la Guyane. Ils pratiquent la chasse et la culture sur brûlis. Ils cultivent principalement le manioc amer, base de leur alimentation.

Un groupe important a migré dans les années soixante sur la commune de Roura et s'est implanté au village Favard-Wayam sur les berges de l'Oyack ainsi que dans le bourg de Roura.

Outre les différentes communautés amérindiennes précédemment évoquées, on trouve sur le territoire du Parc différents groupes dotés d'identités culturelles plus ou moins marquées :

**Les créoles.** Du terme espagnol « *criollo* », lui-même issu du portugais « *criar* » (créer, produire, élever, éduquer), le mot « créole » a d'abord désigné les descendants des colons blancs. Mais contrairement à l'usage qui a prévalu dans les pays de colonisation espagnole où ce premier sens a perduré jusqu'à nos jours, dans les colonies françaises d'Amérique, il a été très vite étendu aux esclaves nés sur place, par opposition aux « *bossales* » venus d'Afrique. En Guyane, le déclin des habitations agricoles sous le double coup de l'abolition de l'esclavage et de la ruée vers l'or a provoqué la quasi-disparition des Blancs créoles, en tant que groupe constitué, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est donc le groupe des gens issus des anciens esclaves et affranchis créoles — dont certains étaient déjà le fruit d'un métissage avec les anciens colons blancs — qui s'est trouvé seul en charge de l'appellation « créole ». Mais entre temps, ce groupe avait commencé à se complexifier par la mise en œuvre d'un processus de créolisation qui est resté très actif jusque dans les années soixante. Il a ainsi absorbé la descendance de divers types d'immigrants : des Chinois et de sexe masculin, engagés comme pêcheurs, des bagnards relégués et surtout divers Antillais venus de Sainte-Lucie, de la Martinique, de la Dominique et de la Guadeloupe, pour travailler l'or sur les placers de l'intérieur...

Encore largement majoritaires dans les années soixante-dix, les Créoles guyanais ne représentent aujourd'hui qu'une minorité, la plus importante sans doute, mais confrontée à d'autres minorités dont certaines, également guyanaises (Amérindiens, Bushinenge) sont en pleine expansion démographique, tandis que d'autres, immigrantes, peuvent être, tels les Haïtiens, de culture créole sans pour autant être pris dans l'ancien processus de créolisation (stricto sensu, c'est-à-dire guyanaise) qui s'est considérablement essoufflé.

Parmi les communes du littoral concernées par le Parc naturel, seuls Iracoubo et Sinnamary, quoique marqués depuis toujours par la présence Kali'na, ont plus ou moins conservé l'ambiance créole qui les a caractérisés tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Plus proche de la frontière avec le Surinam, la commune de Mana a vu, en revanche, sa population se modifier entièrement au cours des vingt ou trente dernières années. Les



Créoles n'y sont plus qu'une très petite minorité dont le taux de natalité reste en deçà de celui des autres populations.

Les **Bushinenge** (ou Noirs-Marrons) sont des descendants de groupes d'esclaves qui se sont enfuis des plantations hollandaises du Suriname, au XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, pour se réfugier dans la forêt. La population totale des Marrons compte environ 50 500 Saramaka, 50 500 Ndyuka, 6000 Aluku (ou Boni), 6000 Paramaka, 4000 Matawai, et 600 Kwinti. Les divergences culturelles les plus notoires existent entre les trois peuples établis au centre du Suriname (les Saramaka, les Matawai et les Kwinti) et les trois qui sont implantés plus à l'Est vers la Guyane (les Ndyuka, les Paramaka et les Aluku). La langue parlée par les trois peuples au centre du Suriname s'appelle le Saramaccan et celle des groupes à l'Est s'appelle le Ndyuka. Ces langues, comme l'ensemble des traditions culturelles, reflètent à la fois les divers héritages africains et la créativité des Marrons dans leur nouvel univers amazonien.

En Guyane, on compte aujourd'hui quelque 37 200 Marrons (environ 14 500 Saramaka, 14 000 Ndyuka, 5 900 Aluku et 2 800 Paramaka). Les Marrons sont la population qui présente le plus fort taux d'accroissement démographique du territoire. S'il est vrai que les Alukus sont les seuls à être guyanais de naissance (leurs ancêtres ayant traversé la frontière à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle) ; c'est principalement des ressortissants du groupe Ndyuka qu'on rencontre sur le territoire du Parc. À la suite de la guerre civile qui a affecté le Suriname (1986-1992), ils se sont installés principalement sur le territoire de la commune de Mana, le long des routes et à Charvein. Dans le pôle Est du Parc, on compte quelques villages saramaka, par exemple celui de Tampak sur l'Oyapock. Leur origine est liée à l'intensité des activités de canotage au temps de la ruée vers l'or. Quelques familles sont aussi à Régina et à Roura.

**Les Hmong et les Laotiens.** Population originaire du Laos, les Hmong se sont vus offrir l'asile politique en Guyane par le gouvernement français à la fin des années 1970.

Ils ont été installés principalement sur les deux sites de Cacao (commune de Roura) et de Javouhey (Commune de Mana) où ils ont fondé deux villages. Quelques familles s'installent progressivement dans les nouveaux lotissements agricoles comme celui de Corossony à Régina. Ils se sont voués à la production maraîchère à grande échelle. Aujourd'hui ils fournissent l'essentiel du marché guyanais. Ils ont conservé leur langue et leur tradition et fêtent chaque année leur « nouvel an ».

### Les Français de l'Hexagone

Cette minorité reste diverse et hétéroclite : éleveurs arrivés avec le « Plan Vert » dans les années 70, opérateurs touristiques et restaurateurs installés pour mettre en valeur le pays ou fonctionnaires de l'éducation nationale, des services déconcentrés de l'Etat et

des services de santé publique en mutation pour quelques années...

Les **Brésiliens** présents en Guyane majoritairement pour des raisons économiques, les populations brésiliennes de la Guyane sont, en grande majorité, originaires des Etats d'Amapa et du Para.

Ils constituent un groupe en forte augmentation du fait d'une immigration continue très souvent clandestine et d'une forte natalité. On les trouve principalement dans la partie Est du Parc mais les villages de Mana, Iracoubo et Sinnamary en accueillent également.

Les **Chinois** arrivés après la période d'abolition de l'esclavage ont investi en quelques années l'ensemble des commerces de proximité des communes non-isolées de Guyane.

Ils sont originaires principalement de la région de Canton et de l'ancienne colonie britannique de Hong-Kong.

Les **Indonésiens**. Assez peu nombreux en Guyane, ils sont arrivés via l'ex-colonie hollandaise du Surinam, la grande majorité sont originaires de l'île de Java.

Des familles sont installées sur les communes de Sinnamary depuis les années 50. On trouve aussi cette main-d'œuvre indo-surinamienne venue travailler dans des rizières de Mana dans la commune éponyme.

## Une population en mutation

La population du Parc possède des caractéristiques démographiques qui la distingue des autres populations de la Guyane et plus encore de la population de la France hexagonale.

L'ensemble des données présentées dans ce chapitre est issu des bases de l'Insee et de l'Etat-civil. Il faut faire des réserves liminaires sur l'interprétation de ces chiffres dans la mesure où sur des communes comptant peu d'habitants (Ouanary ou Awala-Yalimapo), 15% représente parfois une personne. Les chiffres sont peu significatifs dans ces cas-là.

Globalement, les communes du Parc ne sont pas homogènes. Une des raisons en est qu'il est composé de très peu de communes, et que chacune possède ses spécificités (cultures, paysages...)

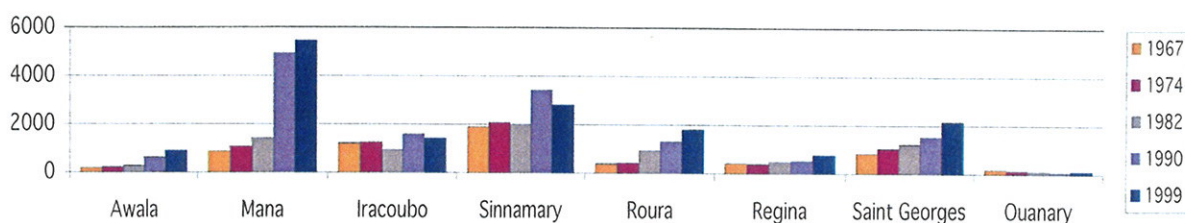
### Nombre d'habitants

Les recensements successifs de 1961, 1967, 1974, 1982, 1990 et 1999 permettent de visualiser l'évolution du nombre d'habitant de chacune des communes du Parc. Mana est de loin la commune la plus peuplée du Parc. Elle a devancé largement Sinnamary pendant les années 80, au moment où elle a accueilli une bonne partie des réfugiés de la Guerre civile du Surinam. Roura a vu aussi sa population fortement augmenter du fait de sa proximité avec l'île de Cayenne et donc sa propension à représenter une alternative

résidentielle.

La population des communes est globalement en hausse continue. Cependant quelques exceptions peuvent être notées comme le cas de Ouanary dont l'isolement est devenu un facteur de plus en plus handicapant pour ses habitants. Deux autres exceptions concernent les communes d'Iracoubo et de Sinnamary, qui souffrent aussi d'une certaine forme d'isolement. Ainsi certains habitants sont progressivement partis pour aller travailler au Centre Spatial Guyanais, et à l'ensemble des activités afférentes, qui se sont installées sur la commune de Kourou.

### Nombre d'habitants par commune

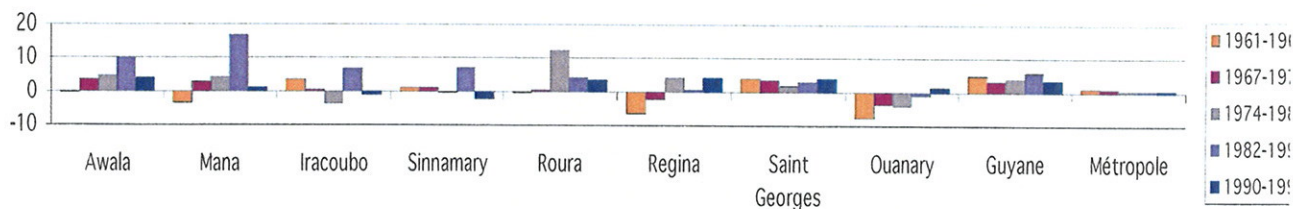


### Variation de la population.

Il est toujours difficile de comparer des taux d'évolution pour des valeurs qui n'ont pas la même grandeur. En effet, il y a, par exemple, dix fois moins d'habitants à Awala-Yalimapo qu'à Mana. Dans ce cas, seules les valeurs sont significatives.

Cependant l'évolution du taux de variation global de la population met en évidence le renouveau de certaines communes comme Awala, Mana et Roura, qui bien après une période de latence dans les années 60, ont su retrouver une dynamique à l'arrivée de Kali'na en provenance du Surinam pour Awala, l'arrivée de la riziculture pour Mana et la proximité de Cayenne pour Roura).

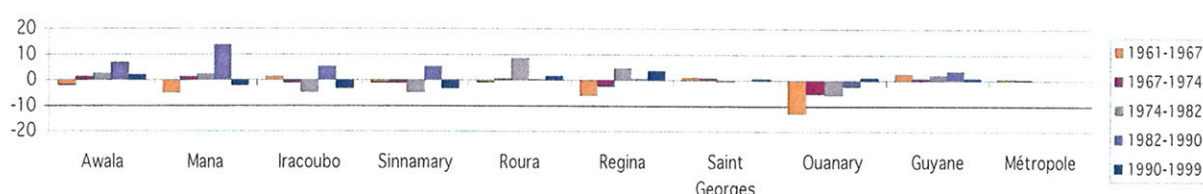
### Evolution du taux de variation global de la population (moyenne annuelle)



L'évolution du solde migratoire met bien en évidence l'arrivée des réfugiés du Surinam dans les communes de l'Ouest Guyanais (d'origine amérindienne pour ceux arrivés à Awala-Yalimapo et d'origine Bushinenge pour les autres). De même l'impact de l'arrivée des réfugiés laotiens d'origine Hmong sur la commune de Roura dès 1979 apparaît clairement.

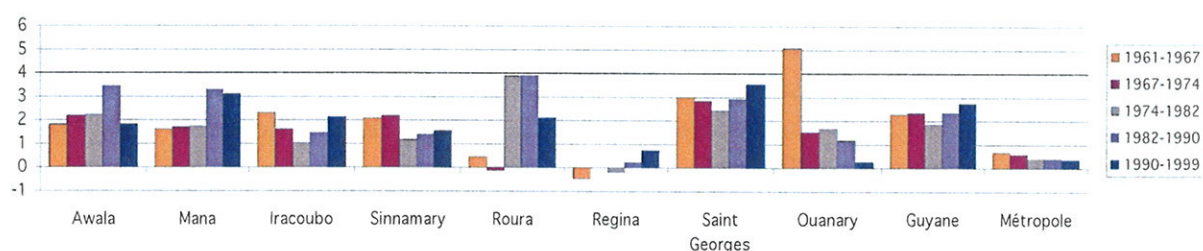
Enfin l'évolution met en évidence le déclin démographique de la commune de Ouanary, qui malgré un sursaut dans les années 90, grâce à la mise en place d'une desserte aérienne de service public à partir de Cayenne, voit sa population s'exiler au fil des années.

Evolution du taux de variation due au solde migratoire



L'évolution de la population due au solde naturel, comparé avec celle qui est due au solde migratoire, met en avant la vigueur de la population issue des vagues d'immigration récente.

Evolution du taux de variation due au solde naturel

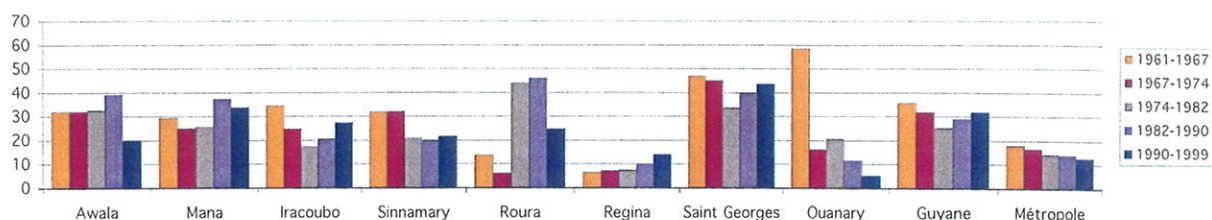


### Natalité et mortalité.

Le niveau et l'évolution des taux de natalité et de mortalité mettent bien en évidence les particularités de la population guyanaise par rapport à celle de l'hexagone. Alors que le taux de natalité décroît progressivement en Europe, en Guyane, un spectaculaire revirement de la natalité s'est opéré depuis le début des années 80. Celui-ci s'explique en partie par l'arrivée de nouveaux immigrants et l'alignement du régime des allocations familiales dans les DOM sur celui de la métropole.

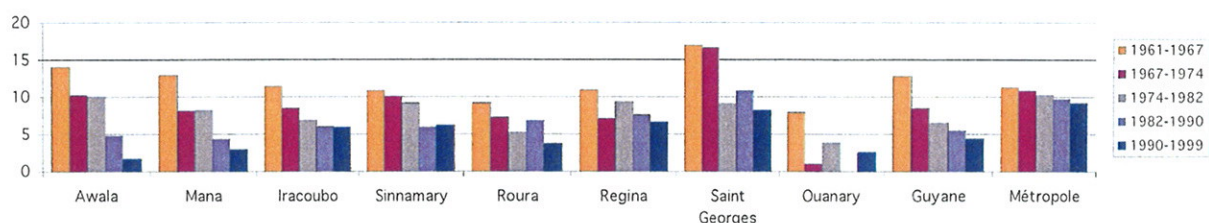


### Evolution du taux de natalité (pour 1000)



La relative faiblesse du taux de mortalité s'explique principalement par la jeunesse de la population. Le taux de fécondité très élevé fait que ce vieillissement est très lent, et que mécaniquement, comme il y a de plus en plus de femmes en âge de procréer, il y a de plus en plus d'enfants. C'est donc la part minime des personnes âgées qui explique, entre autres, le taux de mortalité relativement faible. De plus, les jeunes adultes partent en métropole poursuivre des études, de fait la mortalité routière qui leur est associée ne se répercute pas en Guyane. Par ailleurs, l'amélioration des soins de proximité et une meilleure prise en charge par les services de secours (hélicoptères, routes, ponts...) sont aussi des facteurs d'explication.

### Evolution du taux de mortalité (pour 1000)



### Catégories socioprofessionnelles

La répartition entre non actif et actif et plus précisément par catégories socioprofessionnelles donne un cliché significatif de la situation socio-économique de la population. Plusieurs points peuvent ainsi être notés sur les communes du Parc.

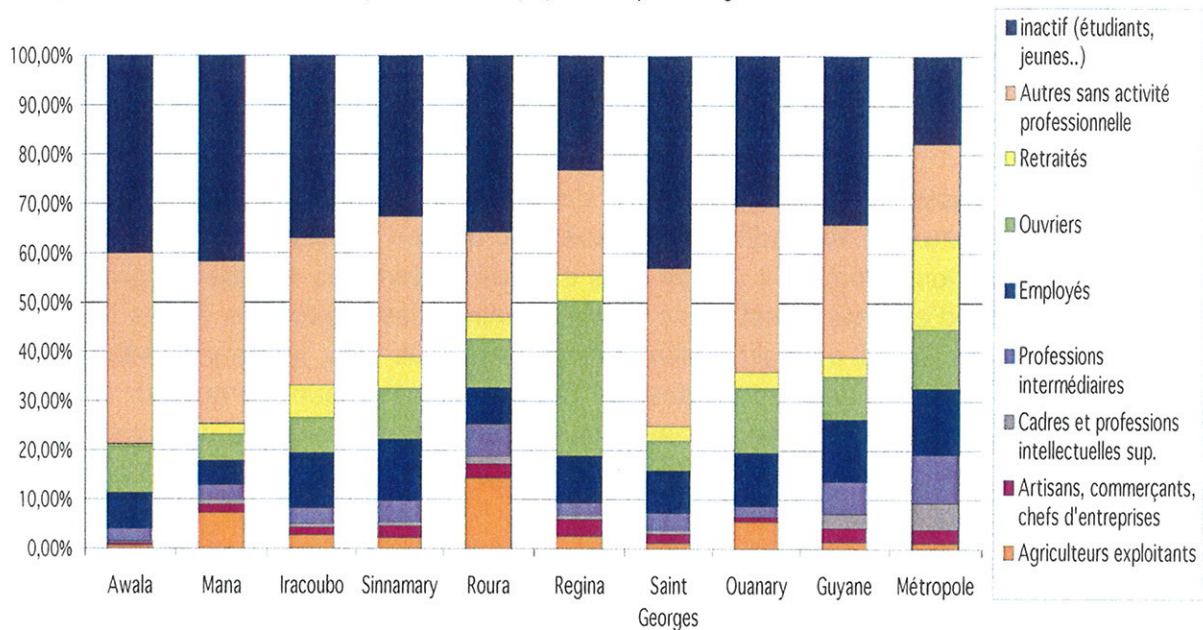
Tout d'abord, on peut noter la relative importance de la population inactive, et inversement le faible poids de la catégorie « retraité », bien qu'il faille aussi noter qu'entre autres choses, la Guyane se caractérise par un fort taux d'actifs parmi les personnes âgées.

Ensuite le poids des actifs sans activité professionnelle est beaucoup plus important en Guyane et dans les communes du Parc que dans la population française. Cependant ces derniers sont en fait assez souvent « pluri-actif informel » et peuvent produire de l'artisanat ou cultiver un abattis.

Enfin la part des agriculteurs dans la population des habitants du Parc fait de cette

activité l'une des plus importante à l'échelle du territoire.

Répartition de la population par catégorie en 1999



## Un territoire vivant

### Des communes inégalement équipées

La répartition spatiale de la population se calque sur les voies de communication, c'est-à-dire essentiellement le long des fleuves à l'origine et désormais le long des axes routiers qui ouvrent alors un front colonisateur dans des espaces vierges. La Guyane présente encore de grandes zones de « vide » entre les différents pôles de peuplement. Ainsi l'espace reste encore psychologiquement perçu par ses habitants plus comme un territoire inhospitalier à conquérir qu'un environnement « naturel » menacé tel que c'est le cas en Europe continentale.

La dissémination de l'habitat pose des problèmes de coûts pour l'équipement et la gestion des réseaux. Elle doit être prise en compte dans la cohérence de l'aménagement du territoire et de la gestion des ressources naturelles.

On peut aussi souligner l'enclavement de la commune de Ouanary, accessible par la mer via le fleuve Oyapock.

L'ensemble des bourgs principaux de chaque commune est électrifié, mais l'utilisation d'énergie renouvelable (solaire ou biomasse) reste encore très marginale. L'accès aux télécommunications reste inégal et certaines communes comme Ouanary ne bénéficient ni du haut-débit, ni de la téléphonie mobile.

L'eau en revanche est un problème crucial, tant en quantité qu'en qualité. Les communes sont approvisionnées en eau potable soit par forage soit par captage. Les autres hameaux sont le plus souvent desservis par des puits.

### Des activités essentiellement primaires

Les emplois liés aux services publics représentent la majeure partie des activités salariées sur le territoire du Parc. Dans certaines communes isolées, les activités économiques sont quasi inexistantes, et seuls les services de base sont assurés (épicerie, agence postale, débit de boisson).

Ainsi la majorité de la population vit encore d'un ensemble d'activités lui permettant de subsister plus ou moins convenablement. À ce titre, la chasse, l'extractivisme et la cueillette jouent un rôle encore très déterminant. La chasse est une activité secondaire mais néanmoins importante. Les produits issus de ces activités fournissent encore l'essentiel des ressources alimentaires à de nombreuses populations, spécifiquement pour les populations isolées comme Tampak, Trois Palétuviers, Ouanary ou Pays Indien dans le pôle Est du Parc et également dans le pôle Ouest parmi les populations noir-marrons réfugiées du Surinam.

Le secteur agricole se définit par un partage entre une agriculture traditionnelle et une agriculture dite moderne. Ainsi l'agriculture guyanaise est le fruit d'une mosaïque de systèmes agraires issus de la diversité des populations présentes dans le département, chacune d'elle ayant une approche (souvent culturelle) bien spécifique.

L'agriculture guyanaise est en constante progression : vec 5300 exploitations recensées pour une Surface Agricole Utile totale de 23 176 hectares (RGA 2000). C'est le seul département français où le nombre d'exploitations augmente à un rythme soutenu avec une croissance de 18,4 % en douze ans. L'accès à la DJA (Dotation Jeune Agriculteur) étant particulièrement contraignant (âge, nationalité, critères de revenus et délais de montée en puissance des exploitations...), de nombreux agriculteurs s'installent hors cadre DJA (cf. extrait rapport « PIDIL et DJA : bilan et constat » août 2002 CNASEA).

Il est important de noter une augmentation prépondérante du nombre des exploitations familiales sur abattis. Ces exploitations généralement de taille réduite (2 hectares) occupent 13 % de la Surface Agricole Utile totale, mais correspondent à 56 % des exploitations recensées en 2000. Ce type d'agriculture étroitement lié à la croissance démographique des populations de l'Ouest guyanais notamment, connaît une très forte progression (de l'ordre de 40 %), qui se traduit sur le terrain par un développement mal maîtrisé. Parallèlement 3 % des grandes exploitations (>10 hectares) couvrent 57 % de la SAU. Enfin sur 5332 exploitants recensés, seule une centaine ont pu mobiliser les aides financières (FEOGA, ODEADOM, etc.).

Sur le territoire du Parc, on peut recenser les différentes activités suivantes :

#### L'agriculture traditionnelle sur abattis

L'agriculture traditionnelle est prédominante en Guyane. Les communautés pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis. Contrairement à l'agriculture moderne qui s'étend souvent au travers de projets d'aménagements, elle se répartit en périphérie de tous les lieux de vie et le long des routes et des voies fluviales. L'agriculture est majoritairement vivrière et n'atteint généralement pas de hauts rendements, bien que certains agriculteurs tendent aujourd'hui vers une stabilisation et une professionnalisation.

Les techniques améliorées qui permettent de réduire la durée de jachère et qui sont qualifiées sous le terme général d'agroforesterie restent encore marginales en Guyane. Enfin l'agriculture biologique certifiée est quasiment inexistante sur le territoire du Parc.

#### L'agriculture industrielle

Ce type d'agriculture est peu présent en Guyane. Il ne concerne que la riziculture pratiquée à Mana. Les rizières occupaient 3 700 ha en 2000, soit plus de 53 % de la SAU de la commune. Elles emploient 300 personnes ce qui en fait l'activité agricole la plus importante de tout l'Ouest de la Guyane.



## L'élevage

L'implantation de fermes d'élevage bovin a été favorisée par l'existence des savanes, en particulier sur la piste de Saint Elie, à Sinnamary. Cette commune est ainsi la deuxième commune guyanaise (après Macouria) en ce qui concerne l'élevage bovin.

Il existe également un élevage de Zébus qui pâturent dans les savanes marécageuses environnant le village de Kaw. On peut aussi mentionner l'existence à Cacao de quelques têtes de Buffles (*Bubalus bubalis*) venant d'Italie. Enfin, il reste aussi quelques élevages asiniens sur la commune de Sinnamary.

## Le maraîchage et l'arboriculture

L'activité de maraîchage et d'arboriculture est conditionnée par la proximité de bassin de consommation. Les deux centres principaux du maraîchage en Guyane sont situés sur le territoire du Parc : le bourg de Javouhey à Mana alimente la population de Saint Laurent du Maroni, Cayenne et Kourou et le bourg de Cacao sur la commune de Roura alimente l'île de Cayenne avec les marchés de Cayenne, Matoury et Rémire-Montjoly.

Le secteur de la pêche est aussi hétérogène. On peut ainsi distinguer :

### La pêche en mer

Les activités des Amérindiens d'Awala-Yalimapo sont traditionnellement centrées sur la pêche en mer et en estuaire. La pêche est vitale pour les habitants de la commune. Ainsi contrairement à l'agriculture traditionnelle, les produits de la pêche sont vendus. Elle est pratiquée traditionnellement à la palangre, mais tend à être remplacée par la pêche au filet droit.

En l'absence d'aménagement adéquat, il n'y a pas à proprement parler de pêche industrielle sur le Parc. Le seul port de pêche aménagé est celui du Larivot à Cayenne, certains bateaux crevettiers qui y sont attachés peuvent être conduits à pêcher sur le territoire du Parc, mais sans qu'il y ait d'impact économique sur la population locale. Pourtant des zones à fort potentiel halieutique comme Ouanary pourraient trouver dans le développement de la pêche la source d'un développement économique.

La commune de Sinnamary s'est dotée d'un port de pêche et d'un bâtiment de transformation des produits de la pêche.

### La pêche en eau douce

La pêche à l'épervier est l'activité traditionnelle principale du village de Kaw. Depuis une trentaine d'année elle est remplacée par celle au filet. Elle permet de subvenir à une grande partie des besoins alimentaires, mais est aussi destinée à des fins commerciales. Cette pêche commercialisée ne constitue qu'une activité saisonnière. Pourtant, le produit de la pêche et en particulier l'Attipa (*Hoplosternum littorale*) permet de

maintenir des jeunes au village. Cependant la diminution de la ressource piscicole due, entre autres, à l'absence de gestion est nettement marquée actuellement et peut provoquer, à terme, l'exode des jeunes et une perte de dynamique pour le village.

Le brûlis traditionnel des savanes en fin de saison sèche empêche la colonisation de la savane herbacée par les fourrés de pruniers notamment en conservant ainsi au paysage sa particularité, est motivé par le maintien de la ressource piscicole. Selon les habitants de Kaw, ce brûlis périodique favoriserait le développement des zones susceptibles d'accueillir les frayères. Le même type de préparation des savanes à Attipa était encore pratiqué, il y a peu, à Mana.

### L'exploitation forestière

Enfin l'exploitation forestière constitue un enjeu majeur de développement. En effet, la forêt couvre la majorité du territoire du Parc. L'ONF poursuit depuis bientôt 10 ans un programme à long terme de mise en valeur des forêts naturelles pour la production de bois d'œuvre dans un cadre de gestion durable. Ce programme est développé sur une bande sub-littorale d'environ 70 Km de profondeur. Ce vaste ensemble est subdivisé en forêts (unité d'analyse et de planification) progressivement aménagées (c'est-à-dire dotées d'un Aménagement Forestier, document définissant et zonant les objectifs à poursuivre à long terme et faisant l'objet d'une planification à moyen terme des mises en exploitation et des travaux). La mise en valeur des forêts pour la production de bois impose leur équipement préalable en voies de dessertes nécessaires au transport des billes de bois jusqu'aux scieries.

Ce réseau dit des forêts aménagées est aujourd'hui en mutation car la détermination de ses limites doit prendre en compte les évolutions économiques et sociales actuelles et futures, qui se traduisent notamment par une croissance démographique soutenue et des besoins fonciers pour le développement des activités agricoles, mais également par la nécessité d'identifier et protéger les espaces naturels qui participent aux grands équilibres écologiques. Dans le cadre de l'application de la loi forestière pour la Guyane, il est devenu impératif de préciser la vocation agricole et forestière des différentes zones et ainsi de définir un domaine forestier permanent justiciable de la mise en œuvre du Régime Forestier (code forestier)

Sur le territoire du Parc, les forêts sont exploitées par des entreprises industrielles dont beaucoup restent extérieures aux communes dans lesquelles elles viennent se fournir. Par ailleurs les coupes sauvages et illégales de bois sont une problématique de plus en plus préoccupante.

### **Des artisanats authentiques**

---

L'artisanat Kali'na dans les communes d'Iracoubo, d'Awala-Yalimapo et de Mana se distingue par des poteries, des vanneries diverses tressées en arouman (*Ischnosiphon arouma*, *Ischnosiphon obliquus*) ainsi que des calebasses, colliers ou autres bancs

zoomorphes. Dans chacune de ces communes des associations et des carbet d'artisanats vendent et valorisent leur artisanat original.

L'artisanat Palikur, présent dans les communes de Roura, Régina, Ouanary et St-Georges, est surtout caractérisé par les vanneries et les colliers en graines. Lesalebasses décorées sont aussi réputées dans toute la Guyane.

L'habitat traditionnel amérindien est remarquable. Mobile à l'origine, il est remplacé peu à peu par un urbanisme durable. Cette disparition du patrimoine architectural préoccupe de nombreux habitants. L'AECPNRG (Association En vue de la Création du Parc naturel régional de la Guyane) a financé une étude descriptive du carbet traditionnel, projet qui inaugure l'action du Parc en matière de préservation et de valorisation de l'architecture locale.

L'artisanat Bushinengue est principalement renommé pour la réalisation de peintures géométriques traditionnelles appelées « tembé ». Les hommes sont aussi d'habiles sculpteurs, les femmes brodent des « pangi » (pagnes) appréciés des touristes. Leurs « obiaman » sont réputés pour leur connaissance des plantes de la forêt et maîtrisent un art remarquable de laalebasse. C'est surtout dans la commune de Mana vers le carrefour de Charvein, que l'on trouve les fameux bancs, fauteuils ou sculpture en bois d'amourette ou autre moutouchi, des peintures « tembé », toutes en arabesques et de beaux pangi brodés. Sachant allier tradition et modernités les artisans bushinengue ont réussi à créer de nouveaux styles.

Les Bushinengue sont reconnus pour leur habileté de piroguiers, les seuls, avec les Amérindiens, à totalement maîtriser les dangereux rapides des fleuves de Guyane, à l'aide de pirogues de leur fabrication qui sont des chefs d'œuvre à la fois de technologie et d'art.

Les Hmong sont connus pour leurs broderies représentant des scènes de vies ou pour certaines, l'histoire de leur exode, du Laos jusqu'en Guyane. Ils produisent aussi des vanneries réalisées en bambou ainsi que des couteaux uniques avec leur manche en bambou.

## Une architecture adaptée.

---

À l'époque Amérindienne, les seules constructions, situées généralement, le long des cours d'eau ou à proximité de la mer présentent sont des huttes rondes ou ovales, avec un toit de feuilles de Wai (Geonoma fusca) tressées et des rondins de bois reliés entre eux avec des lianes. Au cœur de ces petits villages se trouve le carbet, une hutte plus spacieuse, qui est réservée à la préparation des repas et à la vie commune. Constitués de branchages tressés et de toits en palmes, ces premiers habitats ont la particularité de pouvoir être édifiées rapidement ce qui permet un nomadisme guidé par la recherche de ressources alimentaires. Conçues sans plancher, ni fondations, les huttes amérindiennes n'ont laissé que peu de vestiges. De plus les techniques ont évolué avec les matériaux et il ne reste par exemple que quelques rares exemplaires de carbets

construits sans clous.

La maison la plus typique de la Guyane, matière première abondante oblige, est une construction à ossature bois. Reposant le plus souvent sur un socle maçonné ou des plots de pierre, elle s'est imposée comme l'architecture créole de référence de la Guyane. Pour remédier à la moiteur locale, les maisons seront construites souvent sur plusieurs étages afin d'assurer une ventilation maximale. Les persiennes jouent un grand rôle en créant des arrivées d'air par les fenêtres du rez-de-chaussée. Les auvents et chiens-assis installés en hauteur servent d'évacuation de l'air chaud accumulé sous les toits. Pour protéger les maisons des pluies, des auvents sont également installés aux différents étages. Du côté des murs, les maisons guyanaises font une large place aux briques (souvent liées au mortier de chaux et fabriquées de manière artisanale), au bois tressé (gaulette de Wapa, *Eperua falcata*) ainsi qu'au bois avec double parement. Mais il n'est pas rare de voir ces différentes méthodes se juxtaposer sur une même maison, les briques étant alors utilisées au rez-de-chaussée (du fait de leur poids) et le bois dans les étages supérieurs.

La commune de Mana dispose encore de maisons créoles qui présentent un intérêt architectural certain mais qui tendent à se dégrader. Son histoire a été fortement marquée par la mère Javouhey, puis la ruée vers l'or. Une partie du bourg de Roura est classé à l'inventaire des sites et monuments naturel depuis octobre 80 et présente un patrimoine architectural remarquable, avec de nombreuses maisons créoles dont certaines ont été rénovées même si d'autres méritent des réhabilitations en urgence. Il en est de même pour les bourgs de Régina, Sinnamary, Iracoubo, St-Georges et lieux dits comme Trou-poisson sur Sinnamary et Dégrad Edmond sur la rivière Comté sur la commune de Roura.

## Un tourisme en développement

---

Le tourisme est en plein développement sur le territoire du parc. Chaque commune possède une originalité à mettre en valeur :

Les tortues des plages d'Awala-Yalimapo (Réserve Naturelle de l'Amana)

La commune d'Awala-Yalimapo fait l'objet d'une forte pression touristique liée à la ponte des tortues marines. 12 000 personnes viennent chaque année entre avril et août. Cette fréquentation peu organisée entraîne des perturbations d'ordre écologique (dérangement des tortues, augmentation des déchets), et est assez mal vécue par les habitants qui sont dérangés par un flux de touristes mal encadrés.

Les retombées économiques d'un tel flux échappent encore aux habitants des villages. Les visiteurs ne restent en effet pas sur place, à cause d'un manque d'hébergement, de l'absence d'autres attractions touristiques, d'une offre commerciale locale limitée ne répondant pas aux attentes.

Le site abrite, depuis 1977, une zone de protection des tortues. Un Musée de la Tortue, associé à la culture amérindienne, a récemment ouvert à la Réserve Naturelle de l'Amana. La municipalité s'appuie sur une association locale et sur le recours à des « emplois verts » pour aménager les sites d'accueil pour les touristes.

### Le vieux bourg de Mana

Tout comme Régina, Mana a pris son essor à la période de la Ruée vers l'or. Il en subsiste de vieilles maisons créoles de premier intérêt. Mana est aussi célèbre pour ses rizières qui s'étendent à perte de vue sur une zone autrefois appelée Savane Sarcelles. Enfin Mana abrite les forêts sur Sable blanc qui méritent une découverte écotouristique. L'artisanat buschinenge de Charvein et le village de Javouhey à population Hmong constituent également des centres d'intérêt touristique.

Le secteur touristique profite de la proximité des plages d'Awala-Yalimapo. Mana est en effet le lieu de passage obligé pour se rendre aux Hattes. Cependant peu d'activités touristiques sont proposées, ce qui laisse échapper des retombées économiques certaines.

### L'église d'Iracoubo

La situation du bourg sur la RN1, fait d'Iracoubo un lieu de passage obligé pour le trafic routier entre Saint Laurent-Kourou-Cayenne. Elle a permis le développement de petits commerces de service.

Elle favorise aussi le tourisme. L'église d'Iracoubo, magnifiquement ornementée par le bagnard Huguet, est le site touristique le plus connu de la région et figure parmi les plus visités du département. On peut mentionner aussi le cimetière des Pères de Counamama, où furent enterrés à la période de la Révolution française, des prêtres réfractaires qui s'étaient réfugiés en Guyane, et qui fait encore l'objet d'un pèlerinage.

La crique Morpio a été aménagée pour le tourisme en aire de loisir et de repos. Des efforts restent à faire pour améliorer la gestion du site.

Iracoubo possède un potentiel touristique important lié à l'attrait de son patrimoine naturel. Cependant le visiteur ne reste pas sur place comme en témoigne la faible capacité d'hébergement.

### Le pripri Yiyi de Sinnamary

La commune dispose d'un potentiel touristique important, lié à l'attrait de son patrimoine naturel, notamment le pripri Yiyi, mais aussi de son patrimoine gastronomique et artisanal. La crique Canceler a été aménagée pour le tourisme de baignade.

Le trafic de la RN1 a permis le développement de nombreux petits commerces et

restaurants. Leur bonne réputation fait que l'ouverture de la rocade n'a pas eu d'effet dévastateur sur leur chiffre d'affaires, bien que celle-ci affecte le rôle de ville étape.

Cependant, à l'exception de l'Hôtel du Fleuve qui reste onéreux et non orienté vers l'écotourisme, il y a peu de structures d'accueil. Ainsi les touristes restent dans leur grande majorité très peu de temps sur place.

#### Le tourisme du dimanche à Roura

Roura se présente comme la porte d'entrée vers un vaste espace protégé. C'est un lieu de passage obligé pour les touristes et les naturalistes qui veulent se rendre dans les Réserves Naturelles des marais de Kaw-Roura et de Trésor. La commune dispose d'un potentiel touristique important. Elle est l'objet d'un tourisme de proximité lié à la courte distance qui la sépare de Cayenne. Tourisme gastronomique, mais aussi tourisme lié à son patrimoine naturel : la crique Gabriel qui offre de belles promenades en pirogue à moteurs et en canoë, les cascades de Fourgassier, site aménagé, qui attire de nombreux pique-niqueurs et baigneurs.

Chaque week-end et en période de vacance, nombreux sont les gens de la grande agglomération cayennaise à venir se reposer de l'agitation urbaine « en carbet » sur les rives de la Comté, de l'Oyack et de la Counana...

#### Le marché de Cacao

Le bourg agricole de Cacao a su s'imposer en quelques années comme une étape renommée des parcours touristiques. Le marché du dimanche est l'une des premières attractions de la Guyane et attire plus de 12 000 visiteurs par ans. Des sentiers de randonnées comme celui du Molokoï permettent la découverte de cette région qui figure parmi les plus pluvieuses de Guyane. Outre l'artisanat traditionnel Hmong, de nombreux préparateurs d'insectes se sont installés dans le bourg. L'association « Le Planeur Bleu » a créé un mini-musée qui propose de voir des insectes et des éléments archéologiques amérindiens, coloniaux et de l'époque du bagne.

#### Le tourisme fluvial à Régina

Le tourisme se développe essentiellement en amont de Régina hors du cadre du PNRG, mais de nouveaux enjeux touristiques font leur apparition dans le bas Approuague, qui est une zone historiquement très riche (canal de Kaw, Guisambourg, rivière Kourouaï).

Il existe quelques structures privées d'hébergement et de restauration sur la Montagne de Kaw, le long de la route tels Camps Caïman et Patawa.

## La Réserve Naturelle des marais de Kaw-Roura

La zone de Kaw rendue plus accessible par le goudronnage de la RD6 et la construction en 92 du pont du Mahury, accueille beaucoup de visiteurs attirés par sa faune et ses paysages insolites. Ce qui a permis le développement de micro-entreprises dans le village, proposant restauration, hébergement et promenade en pirogue. Néanmoins, le tourisme reste faiblement organisé et la plupart des retombées économiques échappent au village. Ainsi, les visiteurs circulent de préférence dans le marais par leurs propres moyens, ou en s'adressant à des tours-opérateurs privés extérieurs au village et n'employant qu'à l'occasion les habitants.

## Saint-Georges de l'Oyapock : la porte du Brésil

La région de Saint-Georges possède un potentiel touristique important lié à sa position transfrontalière, et à l'attrait du fleuve Oyapock et notamment du Saut-Maripa.

L'offre d'hébergement se compose de deux hôtels de faible capacité et un gîte (offrant des hébergements en hamacs) et, en forêt, du campement de l'île Sophia.

Plusieurs circuits en pirogue sont possibles au départ de Saint-Georges : Saut-Maripa, Oyapoque, Tampak.... La piste reliant Saint-Georges à Saut-Maripa peut être empruntée comme sentier pédestre pour se rendre au site touristique. De plus, un sentier botanique de 3 km est proposé aux visiteurs sur le site même de Saut-Maripa.

Les possibilités de chasse et de pêche, la dimension culturelle, artisanale et gastronomique sont également propices au développement touristique de la région. En outre, il existe un artisanat dans les villages amérindiens proches du bourg, orienté vers la poterie et la vannerie. Cependant, la concurrence des produits importés du Brésil rend son développement difficile.

## Le potentiel inexploité de Ouanary

Du fait de son isolement, il n'existe pratiquement aucune activité touristique à Ouanary. Les infrastructures d'accueil sont quasi inexistantes, un restaurant prépare les repas à la commande, et un gîte communal a été ouvert en 2002. Sur la Montagne d'Argent, des aménagements (aire de pique-nique, carbet, sentiers) ont été mis en place par le Conservatoire du littoral, mais ont été détruits par les pêcheurs clandestins. D'importants projets devraient voir le jour aux Monts de l'Observatoire et à la Montagne Bruyère. Les habitants comptent beaucoup sur ces projets pour amorcer un développement durable de leur commune.

## LE CONTEXTE GLOBAL

La problématique posée dans la Charte constitutive du PNRG actuel reste entière et peut s'étendre aux nouvelles communes : comment concilier le maintien et la valorisation des patrimoines locaux avec la nécessité de proposer un système d'activité où chaque communauté puisse trouver sa place et une réponse à ses besoins ?

### **Un territoire encore méconnu**

Sur bien des aspects, la Guyane reste une terre à découvrir. La méconnaissance de la Guyane est due à un faisceau de causes. Tout d'abord les connaissances sur le territoire, quoique déjà importantes, restent encore incomplètes face à l'extrême richesse de la diversité locale. Ensuite les connaissances produites sont parfois difficilement accessibles et beaucoup d'études sont insuffisamment valorisées. Enfin la particularité de la Guyane dans le contexte français et européen fait que ces connaissances ne sont pas toujours mises à profit pour produire des outils de gestion des ressources.

Manque de connaissances systématiques sur les patrimoines

Protéger les milieux naturels, prévenir les menaces de dégradation et gérer les ressources constituent des champs d'actions qui évoluent en fonction du niveau des connaissances. Le patrimoine naturel de Guyane, qui recèle une faune et une flore d'une diversité exceptionnelle, comporte de nombreuses espèces rares, certaines endémiques, d'autres inconnues encore aujourd'hui. Les découvertes récentes laissent présager que de nombreux joyaux naturalistes sont encore à mettre à jour, en particulier dans le périmètre d'extension du pôle Est (Saint-Georges de l'Oyapock et Ouanary), dont la connaissance demeure à ce jour partielle.

Difficulté d'accès à l'information

La Guyane abrite le plus de centres de recherche publics de toutes les régions françaises (IRD, CIRAD, CNRS, INRA, BRGM, IFREMER, Institut Pasteur, ENGREF, INRAP, GIS Sylvolab, etc.). Chaque année de nombreuses études dans tous les domaines de la connaissance sont lancées. Cependant il n'existe pas de structure de capitalisation des connaissances accumulées à la portée du grand public. Ainsi le sentiment de voir inlassablement les mêmes études se renouveler est assez répandu.

Une richesse patrimoniale méconnue

Les milieux naturels de ces espaces sont étroitement interdépendants, riches, mais fragiles. Les projets développés dans cette zone devront impérativement ne pas perturber trop profondément ces milieux pour ne pas mettre en danger la survie des espèces qu'ils abritent. Les espaces réservés et préservés doivent être d'une surface



suffisante pour la faune dont l'aire de répartition varie sensiblement au cours du temps. La modification du trait de côte pose d'ailleurs un problème pour la protection des écosystèmes côtiers. Une mangrove ou une vasière protégée en un endroit précis peut disparaître quelques années plus tard suite à la dynamique côtière naturelle.

Des actes de braconnages sont régulièrement commis, envers des espèces protégées (ibis, caïmans...). Les moyens donnés à la Police de l'environnement pour faire respecter la législation mais aussi éduquer et sensibiliser les populations à ces enjeux essentiels sont à accroître. D'autant plus que l'effectif de chasseurs ne cesse de croître dans la région.

La chasse non contrôlée constitue actuellement un problème non seulement pour la préservation de certaines espèces animales, mais aussi pour la qualité des produits liés à l'écotourisme qui se met en place dans la région (rareté de la faune, distance, fuite des animaux). L'augmentation de la pression de chasse est principalement due à la croissance démographique, aux modifications des pratiques de chasse et à l'ouverture de pénétrantes qui rendent accessibles de nouvelles zones naturelles. Elle a aussi un lien avec l'augmentation de la fréquentation touristique qui entraîne une demande en « viande de bois » (gibier) plus importante de la part des restaurateurs. Le fait que la Guyane ne soit toujours pas soumise à la partie Chasse du Code de l'Environnement, entraîne une problématique de gestion des activités. Des conflits d'usage sont ainsi apparus entre la chasse et tourisme, l'exploitation forestière et minière.

#### Peu d'outils d'analyse des ressources

Les activités économiques du territoire du Parc sont très fréquemment le résultat de l'exploitation des ressources naturelles. Il est donc essentiel pour le maintien de ces activités que les ressources renouvelables soient gérées de façon « durable » pour éviter des situations de rupture tout aussi bien sur le plan économique que sur le plan environnemental.

Par exemple, le développement anarchique d'abattis et l'exploitation non contrôlée des pinotières ou sur les zones de forêts de sable blanc pourraient avoir à long terme un impact irréversible sur la qualité des milieux. La chasse peut représenter un danger important pour la faune et a aussi un impact probablement encore largement sous-estimé sur la flore (80 % des espèces de la forêt sont disséminées par zoochorie). Le manque de gestion de la ressource piscicole des marais de Kaw a des conséquences importantes sur l'exode rural du bourg. Enfin, les données sur l'activité de pêche sont très parcellaires, synthèse effectuée tous les 8 à 10 ans, activité informelle non évaluée...

La pérennité de ces activités dépend donc d'une meilleure acquisition et utilisation des connaissances scientifiques afin de construire des outils de gestion des ressources, basés sur des critères objectifs et vérifiables.

## Gestion des milieux naturels

Il convient d'accompagner par des choix pertinents au niveau de l'aménagement l'inévitable redistribution de l'espace entre milieux anthropisés et milieux naturels. Dans un contexte d'urbanisation lié à des pénétrantes dans les milieux, le littoral guyanais et ses divers écosystèmes sont particulièrement exposés. De vastes espaces jusqu'à présent sans enjeux deviennent l'objet de différentes pressions. Les milieux naturels qui s'ouvrent ainsi doivent faire l'objet d'une réelle gestion pour ne pas devenir le lieu d'une colonisation anarchique. Cette gestion peut passer par différentes politiques. Dans certains cas, on peut privilégier la mise en place de protection réglementaire. Par exemple certains milieux spécifiques comme les savanes sèches côtières ne bénéficient d'aucune protection.

Dans d'autres cas au contraire, il convient de favoriser l'équipement de certaines zones en aménagement divers. Par exemple, du fait de l'absence de pêcheurs professionnels sur le bas Oyapock et de l'orientation de l'essentiel de la population de bourgs comme Ouanary vers l'emploi public, les importantes pinotières et les très riches ressources halieutiques de cette partie de la Guyane sont exploitées surtout par les pêcheurs brésiliens, sans accord avec les autorités de la rive guyanaise.

### Existence de pollutions diverses

L'accroissement des populations et donc l'augmentation de la fréquentation de différentes zones a aussi un impact réel sur le niveau de pollution et de nuisance dans les milieux.

Il ne faut donc pas négliger les pollutions ponctuelles liées à un manque cruel de sensibilisation et d'éducation à l'environnement. Nombres de sites sont ainsi dégradés par les déchets abandonnés.

Dans d'autres cas, on peut déplorer la perturbation de la faune par des activités gênantes que cela soit au niveau du bruit ou de la lumière produite.

## Un espace difficile à s'approprier

Les difficultés que rencontre le territoire tiennent aussi au très fort accroissement de la population. Celui-ci doit être mis en relation avec de multiples facteurs : l'immigration clandestine, la sédentarisation de certaines populations, l'urbanisation plus ou moins maîtrisée, le développement et l'intensification des activités humaines, les nouvelles infrastructures routières qui entraînent le morcellement de l'espace, le développement de l'agriculture intensive, les problèmes posés par la chasse, par l'activité minière...

Même si la Guyane dispose encore d'espace, cela constitue à la fois un avantage et un inconvénient. Elle doit donc pouvoir mieux gérer cette « disponibilité » en développant une approche basée sur la spécificité de chacun des territoires, en améliorant la cohérence des investissements et en mettant en valeur ses patrimoines culturels et

naturels.

#### Faible prise en compte de l'approche territoriale

En terme géographique, le territoire guyanais est donc marqué par deux caractéristiques : une grande étendue et une population faible et très localisée, mais en forte expansion surtout sur le littoral. L'espace géographique guyanais est donc radicalement différent de la France hexagonale et des autres D.O.M. En effet, la Guyane présente encore un espace discontinu. Comme l'ont rappelé les travaux de préparation du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), les problématiques de continuité territoriale fréquemment évoquée entre les DOM et la France hexagonale, sont également à traiter « Intra-Guyane ».

#### Difficulté de prospective sur les investissements d'aménagement et d'infrastructure

De même de nombreuses initiatives comme celles des communautés de communes ne peuvent pas être conduites en calquant le modèle métropolitain. L'éloignement des communes associées rend ainsi souvent impossible une centralisation des équipements et infrastructures à mutualiser. Dans ce contexte, il est nécessaire de trouver des compromis et donc de disposer d'informations objectives et géolocalisées pour arbitrer entre les demandes légitimes de chaque collectivité et assurer un équilibrage des différents types de structure sur le territoire.

#### Manque d'équipements d'accueil du public

Faire du territoire du Parc une zone d'accueil privilégié des visiteurs de la Guyane est vital pour le développement de l'économie locale. Les visiteurs doivent pouvoir disposer d'un maximum d'autonomie dans leur découverte du territoire. À cet effet, il est important de leur mettre à disposition des indications, mais aussi d'accompagner leur fréquentation en certains endroits pour garantir la durabilité des lieux.

## Une dynamique à trouver

Le Parc naturel régional est avant tout un lieu de vie et doit le rester. Les tendances à la concentration urbaine défavorisent le développement de certaines activités économiques dans les communes du Parc. Pour devenir plus attractives, les communes doivent favoriser la créativité des entrepreneurs et les accompagner dans leurs projets.

#### Difficulté de positionnement des opérateurs économiques

Dans les quatre communes du futur pôle Ouest, le chômage est important, et il est impératif de trouver les voies du développement durable dans lesquelles la population locale sera impliquée. La faiblesse de l'activité économique transparaît dans la croissance démographique qui est négative pour des communes comme Sinnamary et Iracoubo. L'exode rural est massif, malgré une natalité importante.

Il existe bien souvent un fossé entre des populations locales, pas toujours francophone,

et les différents systèmes d'aide aux porteurs de projets.

#### Peu d'activités économiques alternatives

L'étendue des milieux naturels reste encore importante, mais est destinée à se réduire dans le futur. La population augmente et parallèlement le mode de gestion traditionnel des ressources n'est plus tenable. Ainsi la pratique traditionnelle de l'agriculture itinérante sur brûlis n'est pas compatible avec la sédentarisation. Le cycle de renouvellement de la fertilité est rompu lorsque l'abattis est exploité pendant trop longtemps. De même, des lieux de pêche sont de plus en plus éloignés des populations, la faune aux alentours des habitations subit des pressions trop importantes et les zones de chasse ont tendance à reculer dans les terres.

Ainsi les modes de valorisations des milieux naturels doivent être capable d'évoluer en même temps que la sédentarisation des populations. La valorisation écotouristique des milieux constitue le meilleur exemple de ces nouveaux modes d'exploitation à développer.

## Un déficit de notoriété

#### Manque d'animation territoriale

La Guyane possède plus de 70 % de la population abritée autour de son chef-lieu dans l'île de Cayenne. Afin de maintenir un équilibre de son peuplement, l'animation territoriale est cruciale. Elle dépend largement de la présence aux points clés de la commune, d'équipes compétentes, à la fois sensibles aux problèmes et aux attentes des populations et dotées des outils, des technologies modernes pour y faire face. C'est le cas dans des contextes et à des degrés différents, à Awala-Yalimapo et à Roura... Même dans ces cas privilégiés, la difficulté consiste, pour la réalisation de projets concrets, à réussir dans les pas de temps requis à intégrer les différents niveaux de décision et de responsabilité s'empilant sur un même territoire. Ce type de démarche peut être étendu à une commune totalement enclavée, vrai « bout du monde » comme Ouanary.

#### Faible valorisation du patrimoine culturel

La Guyane est une mosaïque de population d'origines et de cultures diverses : elle constitue en cela un laboratoire de la modernité. Cependant comme le soulignait un élu local, « l'idée d'un futur partagé est la condition d'un destin commun ». En effet, l'histoire *coloniale* de la Guyane a pour conséquence d'avoir gommé les patrimoines culturels de chacune des populations guyanaises. L'explosion des transports et des communications a changé la donne. La valorisation des différents patrimoines culturels, qui permet de puiser les éléments d'une reconstruction identitaire, est le gage d'une intégration harmonieuse aux ensembles sociopolitiques régionaux. En effet, les différents modes de vie guyanais étaient encore récemment similaires à des modes de

vie insulaires : la difficulté des communications avec le reste de la Guyane, induisait que la population était « protégée », notamment des échanges le long du littoral, et vivait tournée vers ses bassins fluviaux d'attache.

Ainsi, la principale menace s'exerçant sur les patrimoines culturels amérindiens ou bushinenge sont liés aux profonds changements sociaux et économiques qui remettent en question les bases sur lesquelles ces sociétés se sont construites. Ces populations sont actuellement dans un processus de transculturation dû à la sédentarisation, elle-même induite par la possibilité de bénéficier d'allocations sociales et d'une scolarisation pour les enfants. Ils occupent souvent aujourd'hui des zones inappropriées pour leur développement économique et culturel, comme celles qui sont situées à proximité des bourgs de Saint-Georges ou Ouanary.

La valorisation des différents patrimoines culturels est donc une base indispensable pour promouvoir les échanges entre les différents groupes de la population, échanges qui constituent l'un des premiers atouts du territoire.

Manque d'affichage public du territoire.

La Guyane, étant éloignée des centres de décision économique, et plus encore le territoire du PNRG, est peu connue à l'étranger. Elle est méconnue par les Français de l'hexagone, par les Européens en général et souvent encore, par les Guyanais eux-mêmes.

# **PRINCIPES GENERAUX**

La Charte présentée ci-après est une révision de la première Charte qui a été adoptée en 2001. Cette révision de la Charte constitutive au bout de trois années de fonctionnement s'accompagne d'une extension du périmètre Parc à de nouveaux territoires (article 26 de la Charte, 2001).

## **Objet de la Charte**

Les dispositions qui suivent constituent la Charte du Parc naturel régional de la Guyane, en application du Code de l'Environnement, et en particulier :

de la loi « Paysages » du 8 janvier 1993,

des articles R 333-1 à R 333-16 du Code de l'Environnement relatifs aux Parcs naturels régionaux,

de la circulaire d'application du 5 mai 1995.

Conformément à l'article L 333-1 et L 333-3 du Code de l'Environnement, cette Charte établit la stratégie que les différents signataires s'engagent à poursuivre pour un développement durable de leur territoire. Elle est adoptée par décret portant classement en Parc naturel régional pour une durée de douze ans. La présente Charte :

Concrétise l'accord entre l'Etat, le Conseil Régional de la Guyane, le Conseil Général de la Guyane, les communes d'Awala-Yalimapo, Mana, Iracoubo, Sinnamary, Roura, Régina-Kaw, Ouanary et Saint-Georges de l'Oyapock, la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais, la Communauté des Communes du Centre Littoral, la Communauté de Communes de l'Est Guyanais qui s'engagent à appliquer les orientations et les mesures de la Charte,

Engage les parties prenantes et constitue le fondement même des actions qui seront entreprises et de l'esprit qui présidera à la gestion du Parc,

Associe, notamment, les chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture), les établissements publics, l'Etat et les agences du Conseil Régional (Agence pour la Création et le Développement des Entreprises en Guyane, Comité du Tourisme Guyanais, Guyane-Technopôle, l'Office Culturel de la Région Guyane, Musée des Cultures Guyanaises, Réseau d'Appui Aux communes pour les Programmes Européens, Mission Locale Régionale de Guyane).

Formalise la volonté des membres et des partenaires du Parc de travailler en commun afin d'assurer une gestion cohérente et concertée du territoire et de

contribuer à son développement culturel, économique et social, en s'appuyant sur la préservation et la mise en valeur de son patrimoine naturel et humain,

Est le guide permanent qui s'impose au Syndicat mixte du Parc, dans l'élaboration de ses programmes d'actions comme dans leur mise en œuvre.

La Charte comporte un plan élaboré à partir d'une analyse des enjeux patrimoniaux, qui caractérise toutes les zones du Parc selon leur nature et leur vocation dominante. Ce plan est la traduction spatiale des orientations et des mesures déclinées dans le texte de la Charte.

Des programmes d'actions pluriannuels traduisent en termes d'actions les orientations de cette Charte. Ils sont intégrés dans le cadre de la planification régionale et seront mis au point par le Parc puis négociés avec les partenaires.

La Charte et les programmes d'actions pluriannuels constituent le contrat à partir duquel l'action du Parc sera menée et évaluée.

Si les orientations et mesures de la Charte sont de portée générale, il est expressément convenu entre les signataires de la Charte que pour les programmes d'actions, des conventions particulières seront établies par secteur d'activité avec les partenaires du Parc.

Une convention d'application spécifique sera signée avec l'Etat.

## Périmètre

L'harmonie activement recherchée entre ...

La préservation des milieux naturels soumis à des menaces potentielles,

La mise en valeur des sites naturels et culturels les plus remarquables,

Le développement économique, social et culturel des habitants,

...implique un territoire qui écarte :

Les vastes étendues inhabitées de la forêt tropicale intérieure qui ne répondent pas à la vocation d'un Parc naturel régional,

Les espaces urbanisés de la bande littorale centrale (Rémire-Montjoly, Matoury, Kourou), lesquels pourront cependant être associés à la dynamique du Parc en qualité de ville-porte.

Le Parc naturel régional de la Guyane se donne pour vocation d'aider au développement fondé sur la protection et la valorisation des ressources naturelles, culturelles et humaines.

Le territoire proposé pour la création du Parc naturel régional de la Guyane inclut les communes de :

Awala-Yalimapo

Mana  
Iracoubo  
Sinnamary  
Régina-Kaw  
Roura  
Ouanary  
Saint-Georges de l'Oyapock

Il en résulte un territoire bipolaire correspondant aux espaces habités du littoral, remarquables par la diversité de leur patrimoine :

Le pôle Ouest, délimité par le fleuve du Maroni (à l'ouest), l'estuaire du Malmanoury (à l'est), la Route Nationale 1 (au sud) et l'Océan Atlantique (au nord) qui comprend ainsi l'intégralité de la commune d'Awala-Yalimapo et les zones nord des communes de Mana, Iracoubo (incluant Bellevue et Organabo) et Sinnamary.

Le pôle Est, délimité par les fleuves Mahury (à l'ouest) et Oyapock (à l'est), la Route Nationale 2 (au sud) et l'Océan Atlantique (au nord) qui comprend ainsi les zones littorales des communes de Roura et de Régina-Kaw, l'intégralité de la commune de Ouanary, ainsi que la zone nord de la commune de Saint-Georges excluant son bourg, auxquelles il faut ajouter les Iles du Connétable.

L'extension du Parc naturel régional de la Guyane est un des objectifs majeurs de son premier plan triennal. Avec les parties nord des communes d'Iracoubo et de Sinnamary, elle s'inscrit dans l'esprit de ce qui avait été décidé lors de la création de l'Association pour l'Etude et la Création du Parc naturel régional de la Guyane (AECPNRG) en 1991. Ces communes présentent en effet une continuité naturelle avec l'actuel périmètre du PNRG, mais aussi une grande proximité d'enjeux économiques et anthropiques. L'extension du Parc naturel régional de la Guyane aux communes de Ouanary et Saint-Georges va permettre à ces dernières de s'insérer dans un cadre global favorisant leur développement économique et social, tout en préservant et valorisant un patrimoine encore peu soumis à la pression anthropique (à l'inverse du pôle Ouest).

Ainsi délimité, le Parc englobe sur son territoire l'intégralité des réserves naturelles de l'Amana et des Marais de Kaw-Roura, et de nombreuses zones acquises par le Conservatoire du littoral, comme les marais de Yiyi et la Montagne d'Argent. Il forme l'outil d'accompagnement privilégié de la mise en valeur pédagogique, touristique et économique de ces espaces protégés.

L'approbation de la Charte par les communes situées dans le périmètre d'extension, Iracoubo, Sinnamary, Ouanary et Saint-Georges et leur libre adhésion à l'organisme de gestion du Parc permet de classer en Parc naturel régional, leur territoire défini par le Plan du Parc. Cette approbation et cette adhésion matérialisent leur engagement commun dans la mise en œuvre du projet.



Ces communes pourront utiliser l'appellation « commune du Parc naturel régional de la Guyane ».

## Villes-portes

Sous réserve de l'adoption préalable de la Charte du Parc, Montjoly, Matoury et Kourou pourront solliciter leur adhésion au syndicat de gestion du Parc naturel régional de la Guyane. À ce titre, elles utiliseront la dénomination « Ville porte du Parc naturel régional de la Guyane ».

Saint-Laurent-du-Maroni, ville capitale de l'Ouest guyanais, se présente comme un partenaire potentiel du Parc...

par sa proximité avec la partie sud-ouest du territoire

Par l'enjeu écosystémique majeur que sont les zones humides de Coswine,

Par l'importance du fleuve Maroni et la nécessité d'une gestion concertée de l'eau,

Par le rayonnement économique de la ville sur la région environnante,

Par les échanges économiques, sociaux, culturels et sportifs, qui pourront se mettre en place entre les habitants du Parc et ceux de Saint-Laurent.

Cayenne, préfecture de la Guyane, située à 30 km de l'entrée Est du Parc par la Nationale 2, et Kourou, pôle technologique majeur, sont les deux poumons économiques de la Guyane et ses principaux viviers de population. De multiples coopérations sont envisageables et souhaitables, en particulier...

Pour trouver aux productions locales du Parc des débouchés économiques,

Pour la promotion de l'écotourisme et des loisirs de plein air,

Pour le développement des échanges scolaires à travers l'éducation à l'environnement,

Pour l'enrichissement culturel mutuel des populations urbaines et rurales de Guyane,

Pour l'insertion et l'accueil des urbains en milieu rural et réciproquement.

## Plan de Parc

Il est la traduction spatiale du projet de territoire de la Charte du PNR de la Guyane. Il visualise les perspectives de développement durable et précise les occupations du sol compatibles avec la prise en compte de la gestion des milieux naturels et des enjeux de développement économique. On s'attachera donc à définir dans un premier temps les différents espaces du territoire et ensuite les différentes vocations qui peuvent prendre place sur ces espaces.

### **DETAIL DES ESPACES.**

La carte du patrimoine a permis de distinguer les différentes occupations des sols. À partir de ces données, il devient possible de définir les différents espaces qui constituent ce territoire.

### **Reliefs et affleurements rocheux.**

Le Parc ne présente pas sur son territoire de forts reliefs. Néanmoins dans cette plaine côtière toute élévation est synonyme de biodiversité remarquable. En effet au cours des différentes phases climatiques subies par la Guyane (recul et avancée de la forêt pluviale), les reliefs ont constitué un refuge pour des espèces végétales endémiques remarquables. Les reliefs du territoire sont de deux types : des monts de formes tabulaires, qui abritent plutôt des plantes adaptées à une forte humidité et des inselbergs de formes coniques, qui abritent plutôt des plantes de type xérophYTE.

Les enjeux concernant ces zones sont :

- Préservation d'une biodiversité marquée par un fort endémisme,
- Intérêt paysager pour la mise en place de point de vue,
- Ressources minières.

Les orientations concernant ces zones sont doubles :

- Amélioration de la connaissance,
- Aménagement touristiques et paysagers,
- Mesure de protection. On trouve dans ces zones la savane-roche la plus accessible du territoire.

## Cours d'eau

Les cours d'eau sont définis par le cours des fleuves et des rivières et par l'ensemble des zones de forêt inondables qui les bordent.

En Guyane les petits cours d'eau sont dénommés « criques » et les points d'accès aux cours d'eau sont appelés « dégrad ».

Les enjeux concernant ces zones :

Ces cours d'eau sont des espaces privilégiés de déplacement à l'intérieur des différents milieux guyanais,

Ils sont aussi un véritable vivier alimentaire pour toutes les populations locales grâce aux produits de la pêche.

Les orientations concernant ces zones sont doubles :

Entretien et amélioration des voies de navigation,

Préservation des ressources naturelles.

## Savanes

Les savanes sont assez peu étendues en Guyane. Outre le CSG qui a pris sur son territoire une grande partie des savanes, c'est le pôle Ouest du parc qui regroupe le plus de savanes. Ce sont des sols pauvres, relativement peu propices à l'agriculture. Bien qu'assez rares en Guyane, il n'existe pas à ce jour de zones de protection environnementale sur ces espaces.

Les enjeux concernant ces zones :

Milieux naturels ouverts, intéressants à mettre en valeur du point de vue paysager,

Au niveau touristique, opportunité de mise en place de ballades notamment équestres.

Les orientations concernant ces zones sont doubles :

Aménagements touristiques et paysagers,

Mesure de protection.

## Marais et marécages

Les enjeux concernant ces zones :

Elles constituent des sites d'observation ornithologique remarquable.

Ces zones ont un fort potentiel touristiques. Ainsi les marais de Kaw tirent leur

renommée de la présence de caïmans noirs en abondance.

Les orientations concernant ces zones sont doubles :

- Entretien et amélioration des voies de navigation,
- Mise en valeur touristique.

## Forêts

Les zones de forêts constituent le plus grand type d'espace du territoire.

Les enjeux concernant ces zones :

Les forêts abritent des ressources ligneuses potentielles en abondance et de manière globale une biodiversité importante (10 fois supérieure par exemple à celle d'une forêt tempérée...).

Les forêts constituent aussi des réservoirs de gibier pour la population locale.

Les orientations concernant ces zones sont doubles :

- Amélioration des connaissances
- Préservation des ressources naturelles

## Mer

Une partie importante du Parc se situe en mer. Cette zone est comprise entre la limite inférieure de la ligne de base droite (décret du 29 juin 1971) jusqu'aux 3 miles nautiques (5,4 km). L'aire d'influence du PNRG peut s'étendre jusqu'aux 12 miles nautiques facilitant les études scientifiques (évaluation de la ressource halieutique...). Cette zone bénéficie, à ce titre, d'un statut particulier dans lequel l'Administration des Affaires Maritimes et de la Préfecture disposent de prérogatives qui sont intégrées, tant dans la définition de la vocation de cette zone, que dans celle des différentes dispositions à mettre en œuvre par le Parc ou sur son initiative.

Ce sont des milieux marins littoraux, d'une richesse piscicole exceptionnelle, du fait de l'interface entre les apports fluviaux et les éléments marins. Ils font l'objet d'une importante activité de pêche notamment parfois par des navires clandestins provenant des pays voisins.

Enjeux de cette zone :

- Protection contre toute forme de pollution ou de surexploitation ;
- Valorisation des ressources marines, en respectant les modes traditionnels de pêche et en excluant les chaluts dans la zone des 3 miles nautiques.

Orientations concernant cette zone :

Amélioration de la connaissance de ces milieux et de leur évolution : à l'initiative du Parc, des études seront menées pour mieux connaître les ressources, la richesse biologique et approfondir les connaissances scientifiques, notamment sur le fonctionnement des communautés inféodées au milieu et sur les liens entre la zone maritime et la zone littorale.

Mesures de protection : cette zone sera réglementée par le plan de zonage et de gestion fixé par le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM). Le plan devra tenir compte du zonage du Parc et de ses recommandations et le Parc deviendra membre à part entière du Comité Permanent du SMVM

Le Parc incitera les responsables concernés à mesurer les niveaux de pollution. Il mènera des actions de réduction ou d'élimination des sources locales de pollutions, d'origine industrielle, domestique, touristique ou agricole.

Le long de ses côtes, le Parc s'efforcera de contribuer à la protection de la zone des 3 miles marins, (largeur : 5,4 km) interdite au chalutage et au dragage, et d'y promouvoir une gestion intégrée des ressources

En pleine mer, l'implantation des plates-formes off-shore ne doit pas provoquer d'impact irréversible sur l'environnement marin, ni gêner les activités de valorisation et de préservation de la ressource halieutique menées par le PNRG et ses partenaires.

## **DETAIL DES VOCATIONS**

Le zonage de vocation possède une valeur quasi-réglementaire (non-opposable aux tiers, mais opposable à l'administration) et constitue donc un des éléments forts de la Charte. Le Schéma d'aménagement régional, le SCOT, les PLU et les cartes communales doivent lui être compatibles. Le Zonage de la Charte ne s'impose pas à la réglementation en vigueur dans les espaces protégés (réserves naturelles, ...) mais vient conforter leur vocation.

Pour chaque vocation, on rappellera les mesures de la Charte auxquelles cette vocation se rapporte et d'éventuels commentaires.

On dénombre 5 vocations distinctes des espaces

### **Zones d'urbanisation**

Leur vocation est d'une part d'accueillir l'urbanisation (zones urbaines et urbanisables),

## **Zones d'urbanisation :** (mesures : 6 ; 12 ; 13 ; 18 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 27 ; 39)

Leur vocation est d'une part d'accueillir l'essentiel de l'urbanisation (zones urbaines et urbanisables), grâce à des actions de densification, de réhabilitation, de restructuration, de reconquête d'espaces délaissés, et d'autre part, d'accueillir de petites activités commerciales, artisanales et de services. Les périmètres d'urbanisation n'ont pas vocation à s'étendre au-delà de leurs limites actuelles.

Les centres anciens font l'objet d'une attention toute particulière, visant à les préserver et/ou à les valoriser, grâce à la mise en œuvre d'une démarche de qualité architecturale et urbanistique et la réalisation d'opérations de réhabilitation.

Dans cette perspective, les actions de conseil et d'appui technique aux communes sont développées pour ce qui concerne notamment : les aménagements d'espaces publics, la valorisation des abords de bâtiments publics et du patrimoine historique, l'établissement de plans d'aménagement global de bourg, les opérations de réhabilitation du bâti traditionnel...

Ces zones sont définies à partir des documents d'urbanisme.

## **Zones naturelles remarquables** (mesures : 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 7 ; 9 ; 10 ; 11 ; 14 ; 18 ; 26 ; 28 ; 32 ; 33 ; 34)

Vocations prioritaires de cette zone :

Zone à vocation de conservation et d'écotourisme.

Protection exclusive ou dominante du milieu naturel, compte tenu de sa richesse.

Recherche scientifique. Celle-ci est vouée à la connaissance des systèmes écologiques et aux expérimentations sur le milieu, notamment par des actions-pilotes. Ces expérimentations seront possibles, si elles n'apportent pas de modifications substantielles et irréversibles des milieux.

Dans cette zone, l'activité aurifère est interdite (recherche et exploitation).

La zone de protection comprend des propriétés publiques ou privées ayant une volonté affirmée, déclarée et affichée de protection. Elle concerne les entités suivantes :

Réserves Naturelles Nationales

Arrêtés de protection du biotope

Réserves Naturelles Régionales

Domaines du Conservatoire du Littoral

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I (non encore urbanisées ou ne faisant pas l'objet de mise en valeur économique au moment de la rédaction de la Charte)

Les séries de protection du domaine forestier permanent

Espaces naturels remarquables identifiés par la loi littoral (L 146-6)

Aucune construction n'est permise à l'exception :

Des abris, réservés à l'observation de la nature et à la pratique d'activités traditionnelles.

Des carbets construits sur les concessions d'occupation précaire délivrées par l'ONF.

Des réhabilitations et des équipements liés à l'accueil du public et à l'activité scientifique.

Des ouvrages techniques (pompes, transformateurs...).

Des réhabilitations ou travaux sur les bâtiments existants lorsque leur état l'impose.

Des hébergements et équipements pour le tourisme nature.

Un conseil architectural et paysager du Parc aidera à l'intégration des réalisations.

L'utilisation des véhicules motorisés est soumise à autorisation réglementaire (L 362-1 du Code de l'Environnement).

### **Zones rurales de développement durable** (mesures : 4 ; 9 ; 15 ; 23 ; 29 ; 30 ; 31 ; 32 ; 36)

La vocation des zones agricoles de développement durable est de favoriser une agriculture raisonnée et diversifiée. En effet, le développement d'une agriculture saine et raisonnée est un des enjeux majeurs du Parc.

L'agriculture, au-delà de ses objectifs de production, doit avoir un souci croissant du respect de l'environnement et de l'impact de ses pratiques sur celui-ci. Elle doit veiller notamment à la :

Réduction des apports en fertilisants et produits phytosanitaires,

Promotion de l'agriculture biologique,

Récupération des plastiques agricoles,

Mise en valeur de l'image du Parc par une marque de qualité (encouragement de l'agriculture biologique).

Le Parc incitera la mise en œuvre de toutes les mesures d'encouragement à ce type de pratiques agricoles (Contrats d'Agriculture Durable, OGAF d'accompagnement ...).

Les producteurs pourront vendre, dans leur propriété des productions du terroir dans le respect des réglementations en vigueur en la matière ;

La présignalisation sera limitée à un seul panneau avant le point de vente.

Par ailleurs, le Parc étudiera la possibilité de création, dans cette zone, des équipements du type "Maison des produits locaux" dans le but de valoriser les productions locales et d'informer les visiteurs dans un esprit pédagogique.

## **Zones forestières de développement durable** (*mesures : 1 ; 8 ; 9 ; 18 ; 23 ; 29*)

Les propriétaires et/ou gestionnaires s'attachent à y favoriser une gestion qualitative visant à préserver et améliorer les peuplements, et leur biodiversité. Le développement des actions d'information, l'adoption de plans simples de gestion volontaires, et la création de groupements forestiers participe à cette démarche.

Pour ce qui concerne les forêts ouvertes au public, la gestion de la fréquentation et le développement de la sensibilisation des usagers constituent des priorités au même titre que la gestion des peuplements forestiers pour la production de bois d'œuvre de qualité.

Ces zones correspondent principalement aux parties du domaine forestier permanent qui devra bénéficier du régime forestier et sur lesquelles la production de bois d'œuvre est un des objectifs principaux, ainsi que la production de bois énergie.

Le PNRG réalisera une charte de l'exploitation minière sur son territoire. Charte que les autorités habilitées devront faire appliquer dans le cadre de leurs procédures administratives respectives.

Sur le territoire du PNRG, ce dernier devra expérimenter avec les opérateurs miniers des méthodes d'exploitation à faible impact environnemental et préparer la période post-exploitation (reconversion des salariés, remise en état et valorisation des sites).



## **Zones naturelles** (mesures : 1 ; 5 ; 9 ; 18 ; 23 ; 27 ; 28 ; 32 ; 33 ; 34 ; 40 ; 41)

Dans cette zone, l'activité aurifère est interdite (recherche et exploitation).

Les zones naturelles sont des zones d'interfaces entre les zones d'activité (forestière, agricole, urbaine, ...) et des zones remarquables. Il s'agit de véritables couloirs écologiques, même si ces zones ne bénéficient pas d'un statut de protection réglementé.

Ces espaces n'ont pas vocation à accueillir des implantations permanentes, hormis les activités liées à l'écotourisme. Néanmoins étant donné le caractère particulier du mode de vie guyanais, des activités de récolte peuvent être envisagées dans le cadre d'une charte élaborée par le PNRG en concertation avec les usagers et les propriétaires de ces espaces.

Des implantations permanentes ponctuelles et limitées pourront s'y développer pour l'étude et l'observation du milieu, et pour l'écotourisme. Un conseil architectural et paysager du Parc aidera à l'intégration des réalisations.

Sur les domaines publics, les accès sont contrôlés et surveillés. L'utilisation des véhicules motorisés est soumise à autorisation réglementaire sur certaines voies identifiées par le PNRG et l'usage de moteurs 4 temps fortement encouragé.

Les zones d'usage de l'eau (baignade, pompage) répertoriées par la DSDS, sont incluses dans ce zonage. Les espaces naturels d'inventaire (ZNIEFF II) font aussi partie intégrante des zones valorisables sous l'angle de l'écotourisme.

Par ailleurs à l'intérieur de ce zonage sont inclus les ponctuels suivants :

Maison du Parc et Maison des Réserves Naturelles

Site patrimonial à valoriser

Panorama et campements remarquables

Aires de détente

Musées et Ecomusées

Sites de pêche

Hébergement et restauration écotouristiques

Le PNRG contribuera à promouvoir dans ces espaces des activités touristiques maîtrisées.

## Droit d'usage

Ces espaces sont mentionnés sur la carte du Parc à titre informatif. Ils ont été conçus pour servir à la chasse, à la cueillette ou des prélèvements spécifiques. Les pratiques dans cette zone devront suivre les principes du développement durable. Les zones de droit d'usage sont définies dans les arrêtés préfectoraux de 1992.

## LE PROJET DE TERRITOIRE

Le projet de territoire s'articule autour de quatre chapitres qui correspondent aux quatre vocations principales des Parcs naturels régionaux de France.

L'article R.244-3 du décret 94-765 définit précisément la composition du rapport de la Charte.

Ainsi chacun de ces chapitres est décliné en plusieurs «orientations de protection de mise en valeur et de développement».

Puis pour chacune de ces orientations, «le rapport définit les mesures qui seront mises en oeuvre sur le territoire, applicables à l'ensemble du Parc, ou sur des zones déterminées à partir des spécificités du territoire et fondant la détermination des zones homogènes reportées sur le plan du Parc ». L'ensemble des orientations est composé de différentes mesures.

Dans chacune des mesures, la Charte peut arrêter trois différents types d'intervention. Chaque type est signalisé par une charte graphique particulière :

### ❖ Des avis

Les avis correspondent à ce que l'ensemble des signataires s'engage à proscrire par rapport à de nouveaux projets qui pourraient être formulés. Le Parc met en oeuvre ces prescriptions via les consultations dans lesquelles il doit être impliqué.

### ⌘ Des engagements

Les engagements correspondent à des interventions que chacun des signataires de la Charte s'engage à mener par lui-même pour participer à la réalisation du projet de territoire. Le Parc ne se trouve alors ni en maîtrise d'ouvrage, ni en maîtrise d'œuvre, mais en simple assistance technique.

### » Des actions

Les actions correspondent aux activités qui seront engagées par le Syndicat Mixte du Parc naturel régional directement en maîtrise d'ouvrage ou en maîtrise d'œuvre. Une mesure peut engager plusieurs actions parallèles du Parc. Enfin plusieurs actions, bien que faisant appel à des mesures différentes, peuvent être groupées afin de définir un projet cohérent. Le plan d'action présenté en annexe de ce document récapitule donc les actions par projet.

## VOCATION 1 : Préserver et gérer durablement la biodiversité

Le territoire du PNRG reste encore un espace largement méconnu. Le PNRG s'engage donc à affiner les connaissances sur son territoire, à améliorer parallèlement la vulgarisation de l'information ainsi produite et son accès. Enfin le parc participera à l'élaboration des outils permettant de mieux gérer les ressources qui auront ainsi été mises en évidence.

### ORIENTATION 1.1. Produire et diffuser de l'information

---

Mener des actions sur le territoire du Parc naturel régional de la Guyane impose de réunir une masse d'information dans de multiples domaines. Il est de la responsabilité du Parc d'initier, de recenser, de rassembler et d'organiser les connaissances sur le patrimoine naturel. Accumuler des connaissances sur le patrimoine naturel du PNRG n'est pas une fin en soi. Ces connaissances doivent être vulgarisées et diffusées.

Le Parc naturel régional de la Guyane entend devenir un territoire pilote en matière de découverte, de recherche et d'expérimentation sur la gestion des écosystèmes singuliers du Plateau des Guyanes. Un territoire étant en perpétuel mouvement, il cherche aussi à suivre et comprendre ses évolutions physiques (paysage, occupation des sols). Les savoirs ethnobotaniques font l'objet d'enjeux spécifiques dans le cadre du grand bassin amazonien et doivent être entourées d'une attention particulière.

Le Parc doit jouer un rôle moteur pour diffuser les connaissances au-delà des cercles spécialisés de scientifiques ou de professionnels. Les connaissances doivent être appropriables par le grand public et les scolaires en veillant à leur qualité pédagogique et à leur attractivité, tant orale, qu'iconographique ou écrite.

### Mesure 1: Les milieux naturels et leurs dynamiques

Avec l'appui du Conseil scientifique et conformément aux Stratégies Régionales pour la Biodiversité et aux Orientations Régionales pour la Gestion de la Faune et des Habitats, le Parc et ses partenaires développeront un programme de recherche sur les bases suivantes :

- ⌘ Complément de l'inventaire faunistique et floristique du territoire en liaison avec ses partenaires et les Universités ;
- ⌘ Approfondissement des études préalables aux aménagements forestiers (photo interprétation au 1/20 000, inventaire forestier par échantillonnage, prospection pour identification plus précise des milieux remarquables) ;
- ⌘ Études sur la biologie des espèces patrimoniales ou reconnues sensibles,

- ⌘ Réalisation, directement ou en sous-traitance, des études permettant d'acquérir une connaissance fine des ressources halieutiques et cynégétiques, ainsi que des conditions et de la dynamique de leur renouvellement,
- ⌘ Études, directement ou en sous-traitance, du fonctionnement et de la dynamique des écosystèmes du territoire (forêt équatoriale, savanes, zones humides, estuaires, zones côtières, océan, grottes, savanes-roches, ...)
- ⌘ Soutien au dispositif d'étude du milieu marin : Durabilité des Ressources Halieutique (DuHal) mis en place par l'IFREMER
- ⌘ Appui à la mise en place du Réseau National d'Observation (RNO) de la qualité du milieu marin (la Guyane est le seul DOM n'y participant pas), de la Directive Cadre sur l'Eau, des Campagnes d'étude des peuplements de juvéniles...

## Mesure 2: Protéger les savoirs ethnobotaniques

Avec l'appui du Conseil scientifique, le Parc naturel régional s'attachera en liaison avec les organismes de recherche locaux et extérieurs, ainsi qu'avec les associations et les chercheurs de l'IESG et du PUG, à :

- Recueillir auprès des personnes ressources les connaissances et les savoir-faire, notamment ceux qui sont liés aux plantes traditionnelles,
- Poursuivre le recensement des noms locaux sur la faune et la flore,
- Initier la mise en place d'un Réseau de jardins botaniques dans le dessein de valoriser les plantes à usages traditionnels, utilisées à des fins alimentaires ou médicinales,
- Concourir à la création et à la gestion d'espaces de conservation de la faune et de la flore (Conservatoire Botanique National, Conservatoire Régional des Espaces Naturels : CREN) ouverts au public.

## Mesure 3: Faire connaître les enjeux

Le Parc en collaboration avec ses partenaires (Etat, établissements publics, associations, organismes de recherche...):

- Met à disposition du grand public les résultats des études et de la recherche par le biais de publication ou de mise en ligne sur Internet ;
- Dans le respect des droits d'auteurs, assure la numérisation des études existantes afin d'assurer la capitalisation des connaissances grâce à une gestion électronique de documents ;

- ➔ Inclut dans le cahier des charges de toutes les études commandées par le Parc, la mise à disposition d'une copie électronique diffusable sur le Web ;
- ➔ Crée un centre de documentation avec notamment une banque de documents multimédias ;

## **ORIENTATION 1.2. Éduquer à l'environnement et au territoire**

---

Citoyens, acteurs locaux et porteurs de projet, qu'ils agissent pour le compte des organismes publics ou à titre privé, sont les véritables moteurs du développement local.

Aucune des actions que promeut ou soutient le Parc ne pourra se développer correctement sans que ceux-ci n'aient été pourvus d'une connaissance suffisante de l'environnement guyanais. Une telle ambition excède naturellement les moyens du Parc qui ne peut agir dans ce domaine qu'en tant que coordinateur, ou assistant auprès des membres du Syndicat mixte pour la mise en œuvre de leur politique.

Pour remplir ses objectifs, le Parc contribue à la conception, à la réalisation et à la diffusion d'outils pédagogiques destinés aux scolaires, à l'échelle du PNRG, en collaboration avec les enseignants et les organismes d'éducation à l'environnement. Le Parc doit contribuer à juguler la fuite de matière grise et permettre aux jeunes guyanais de développer des projets professionnels. Les formations dispensées pourront toucher de nombreux domaines : savoir-faire artisanal, commerce, pratique agricole, animation nature, animation culturelle, transmission des connaissances traditionnelles, enseignement des langues, gestion d'entreprise, écotourisme...

### **Mesure 4 : Elaborer des outils pédagogiques**

En collaboration avec les partenaires compétents, le Parc avec l'appui de son Conseil scientifique :

- ⌘ Met en place des outils de sensibilisation sur l'environnement et de vulgarisation scientifique à partir de son centre de documentation.
- ⌘ Informe et sensibilise largement et régulièrement les populations qui pêchent ou chassent sur :
  - Les espèces protégées en relation avec l'ONCFS et les gardes des réserves naturelles ;
  - La ressource disponible, espèce par espèce ;
  - Les moyens, précautions ou restrictions, à mettre en œuvre pour en assurer la reproduction ;
  - Les zones de chasse interdite (Montagne d'Argent, Marais de Yiyi..), afin qu'elles soient respectées.
- ⌘ Participe à une meilleure connaissance de l'agriculture en Guyane, par :

- La mise en valeur pédagogique dans une perspective comparative d'un abattis kali'na, bushinenge, hmong et créoles... ;
- L'élaboration d'un circuit touristique à thème agricole.

## Mesure 5 : Contribuer à la formation des acteurs locaux et des jeunes

Ainsi, le Parc développera un programme sur les bases des éléments suivants :

### Formation

- Diagnostiquer, à partir d'une écoute du terrain et des demandes qui en émanent, les formations qui sont nécessaires aux porteurs de projet ;
- Identifier les personnes ressources (professeurs, habitants qualifiés, professionnels...) disponibles pour former les acteurs locaux ;
- Monter les programmes de formation professionnelle correspondants, en liaison avec les services qualifiés ;
- Permettre aux acteurs locaux de se former par des sessions dans d'autres Parcs français ou étrangers ;
- Élaborer un système de tutorat sur les métiers de l'écotourisme, du commerce et de l'artisanat ;
- Participer à la formation des prestataires pour leur permettre d'acquérir une véritable culture touristique et une sensibilité à l'identité des territoires du PNRG ;
- Former les guides nature et prestataires touristiques à l'accueil des publics (adultes, scolaires, professionnels).

### Éducation

- Développer en direction des écoles guyanaises une offre pédagogique structurée fondée sur des séjours courts et des accueils à la journée ;
- Travailler particulièrement en direction des jeunes en mettant en place des stages centrés sur l'animation nature et la pédagogie de l'environnement ;
- Prendre en charge l'animation des sites et les actions de sensibilisation à la nature en formant ses propres guides et en soutenant la formation des guides des autres structures (par exemple, guides des Réserves Naturelles).

### ORIENTATION 1.3. Mettre à disposition des outils de gestion des ressources

Le Parc et l'ensemble de ses partenaires entendent privilégier, auprès des exploitants de ressources qu'ils soient pêcheurs, chasseurs, agriculteurs, forestiers, artisans ou industriels, une approche contractuelle qui permette un développement économique durable du territoire au nom des intérêts communs.

La présence sur la zone côtière de la majeure partie de la population humaine fait de l'eau un enjeu très sensible dont dépend à la fois le maintien de conditions sanitaires satisfaisantes pour les populations et la préservation des ressources halieutiques. De même la présence sur le territoire du Parc de très vastes zones humides, irriguées par un impressionnant réseau hydrographique, renforce le besoin de protection de la biodiversité qui lui est inféodée.

La loi sur l'eau de 1992 préconise une gestion collective et équilibrée de ce patrimoine commun que constituent l'eau et les milieux aquatiques. La Directive Cadre Européenne sur l'Eau impose, quant à elle, l'obligation d'atteindre un bon état des ressources en eau d'ici 2015. Dans cette optique, il est donc nécessaire que, parallèlement à l'identification et au traitement des principaux « points noirs », s'engage une dynamique de gestion, qui tende à concilier de façon équilibrée la satisfaction des différents usages avec la protection et la mise en valeur des différents écosystèmes aquatiques.

Par ailleurs, le Parlement Européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté le 30 mai 2002 (JOCE L 148/24 du 6 juin 2002) une recommandation relative à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) en Europe. Pour mettre en œuvre cette stratégie, il convient de prendre des mesures aux niveaux local et régional qui reflètent au mieux le contexte spécifique de chacun de ces deux niveaux. Les programmes « LIFE-Environnement » et « Interreg III » vont dans ce sens en offrant la possibilité de financer des actions en faveur des zones côtières.

La dégradation permanente et la gestion inadéquate de nombreuses zones côtières européennes sont imputables à des problèmes liés à :

Une information incomplète ou inadéquate tant en ce qui concerne l'état des zones côtières que l'impact des activités humaines, économiques ou non,

Une concertation insuffisante entre les différents niveaux et secteurs administratifs et leurs actions respectives,

Une concertation et une consultation insuffisante des acteurs concernés (professionnels, ONG, scientifiques, etc.) .

La forêt dense humide guyanaise fait, pour l'essentiel, partie du domaine forestier privé de l'Etat, et la gestion en est confiée à l'ONF. Le milieu forestier abrite une variété exceptionnelle d'espèces animales et végétales. Dans cet ensemble, les bois



commercialisables représentent un nombre d'essence relativement modeste. De plus, les bois commercialisables ne sont pas forcément remarquables d'un point de vue biologique.

Ainsi, dans le cadre des Orientations Régionales Forestières (ORF), le Parc et l'ONF se sont résolus à partager la même ambition de conservation de ces espaces remarquables, tant du point de vue biologique qu'économique. L'objectif est de développer un modèle exemplaire d'aménagement et de gestion de la forêt dense humide.

Enfin sur le territoire du Parc, les données les plus récentes révèlent de nombreux gisements ou des possibilités de gisements qui peuvent représenter des opportunités de développement tant pour les mines que pour les carrières. On peut citer les gisements aurifères mais aussi le gisement pétrolier au large de l'embouchure du Maroni.

Cette situation oblige à développer une stratégie adaptée qui permettra de concilier la valorisation économique de la ressource et la nécessaire prise en compte des enjeux environnementaux.

## Mesure 6 : Les ressources en eau

Le Parc, en appui ou en collaboration avec ses partenaires, en conformité avec le Schéma Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et en complémentarité avec l'Office de l'Eau, accompagne des programmes qui ont pour objectif d'améliorer la qualité des eaux sur son territoire :

- ⌘ Accompagnement des communes ou des communautés de communes dans la mise en place et l'extension de systèmes d'épuration individuels et collectifs ;
- ⌘ Réalisation des études appropriées en vue de garantir des ressources en eau de qualité et suffisantes en toutes saisons ;
- ⌘ Incitation à la mise en place de politiques contractuelles sur les cours d'eau sensibles du territoire du Parc, avec, pour objectif la lutte contre l'érosion, la préservation des ressources en poisson, l'aménagement touristique des portions les plus propices aux activités de loisirs et la reconquête rapide de la qualité des eaux et des berges, quand elle a été perdue ;
- ⌘ Promotion d'actions pilotes au travers, par exemple, d'un programme de récupération d'eau de pluie ;
- ⌘ Capitalisation des études déjà menées, mise en place d'indicateurs pour contrôler la qualité des eaux (en priorité dans les zones sensibles dont la zone rizicole de Mana).

## **Mesure 7 : Gestion intégrée des zones côtières**

Le PNRG possède une grande partie du littoral guyanais sur son territoire. Il est donc une instance pertinente pour mettre en œuvre une GIZC. Sa stratégie sera basée sur un inventaire national des acteurs, législations et institutions qui influencent la gestion du littoral et sur la mise en commun des moyens de surveillance, particulièrement pour les zones sensibles et les mangroves, où les moyens lourds se révèlent peu adaptés.

Deux études pourront être menées : dans l'estuaire du Maroni à Awala-Yalimapo et sur le poisson Torch dans l'estuaire de l'Oyapock à Ouanary et dans l'Approuague.

## **Mesure 8 : Les ressources liées au milieu forestier**

L'ONF, en liaison avec le GIS SILVOLAB, a déjà engagé un travail d'identification des améliorations qui peuvent être apportées au dispositif actuellement en vigueur.

Cette mesure mérite d'être poursuivie à un rythme plus soutenu en y associant le Conseil scientifique du Parc.

Les actions qui seront engagées porteront prioritairement sur :

- ⌘ L'élaboration du protocole d'exploitation forestière à faible impact sur la base d'un inventaire des parcelles à exploiter.
- ⌘ La relance d'un programme de recherche appliquée sur les plantations forestières pour les espaces ruinés dans la perspective de création de gisement de bois d'œuvre ou de biomasse.
- ⌘ L'étude de l'enrichissement d'une forêt naturelle par « substitution naturelle » (les anglos-saxons emploient le terme de « domestication » d'une forêt naturelle).

Le Parc a participé aux consultations liées aux Orientations Régionales de Gestion et de Conservation de la Faune sauvage et de ses habitats (ORGFH). Beaucoup de communes du Parc ont fait part de leur inquiétude par rapport à la diminution des ressources cynégétiques. Le Parc :

- ⌘ Animera une réflexion sur de possibles mesures de gestion de cette ressource, comme la création de réserve de chasse ou la mise en place de permis.

## **Mesure 9 : Les ressources minières et les activités d'extraction**

Le Parc doit veiller à ce que ces activités ne soient pas de nature à créer des situations de dégradation et d'impact environnemental irréversibles dans l'état des connaissances actuelles et des moyens mobilisables. Il prend ainsi les prescriptions suivantes :

- ⌘ Des espaces n'ont pas vocation à accueillir des sites miniers (sauf titres déjà attribués). Ils sont précisés sur le Plan du Parc : les zones remarquables et les zones naturelles ;
- ⌘ En dehors de ces espaces spécifiques, le Parc devra être consulté en amont de l'autorisation d'exploiter ;
- ⌘ Le PNR accompagnera une étude sur la gestion des matières premières pour l'artisanat de poterie.

#### **ORIENTATION 1.4. Gérer le patrimoine naturel**

---

Trois réserves naturelles nationales, le Grand Connétable, l'Amana et Kaw sont incluses dans le périmètre du Parc. Le Conservatoire du littoral quant à lui a acquis plusieurs sites, (Montagne d'Argent, littoral d'Organabo, mangroves de la Counamama et du Sinnamary, Marais et Crique Yiyi, Crique Canceler, Pointe Isère) et envisage d'en acquérir de nouveaux.

Le Parc naturel régional de la Guyane souhaite compléter ce dispositif en proposant à l'Etat et au Conseil régional, pour les sites d'un intérêt exceptionnel, la mise en place d'un réseau d'espaces protégés destiné à préserver durablement leurs ressources.

Les réserves naturelles constituent des outils de protection de milieux naturels de haute valeur écologique. Situées dans leur intégralité à l'intérieur du périmètre du Parc, ces unités disposent d'un organisme de gestion et d'une équipe opérationnelle dont il est essentiel d'articuler efficacement les missions avec celles du Parc, lequel assume des responsabilités plus larges, cela afin de mettre en cohérence et en équilibre les actions menées sur l'ensemble de son territoire.

Si le Parc a vocation de proposer des modalités de gestion adaptées aux milieux sensibles, à la protection des espèces faunistiques et floristiques, il convient de rappeler qu'il existe déjà plusieurs espaces protégés dans le périmètre du Parc. Outre les réserves naturelles et le Conservatoire du littoral : la Réserve Naturelle Volontaire dite « la Réserve TRESOR » qui jouxte la réserve de Kaw, l'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope des sables blancs (commune de Mana et d'Iracoubo), la Forêt de la Piste Saint-Élie (arrêté communal d'interdiction de la chasse).

Sur la base des inventaires du patrimoine naturel et des autres connaissances acquises en partenariat avec les gestionnaires de terrain, le Parc proposera à l'Etat ou à la Région des moyens de protection appropriés (arrêtés préfectoraux de protection de biotope, acquisition du conservatoire du littoral, Réserve Naturelle Régionale, mise en place d'un Conservatoire Régional des Espaces Naturels...) notamment, pour le site de Coswine, la Pointe Béhague, la Crique Gabaret et la Montagne Bruyère. L'Etat assiste le Parc dans l'élaboration des dossiers correspondant et la conduite de la concertation avec les collectivités concernées et les ayant-droit. Dans cet esprit, des cahiers techniques de

recommandations seront édités.

Les sites relevant de la convention de RAMSAR bénéficieront des investigations prioritaires. Les séries de protection des forêts aménagées par l'O.N.F. compléteront ce réseau d'espaces protégés.

### **Mesure 10: Articuler les missions du Parc et celles des organismes de gestion du patrimoine naturel**

Chacun des partenaires tient les autres informés des opérations en cours. Le Parc naturel régional de la Guyane est membre du comité consultatif de gestion de ces réserves naturelles. Réciproquement, les conservateurs des réserves naturelles sont membres du Conseil scientifique du Parc.

- ✦ Une convention entre le Syndicat mixte du Parc et les organismes de gestion des réserves naturelles précisera les modalités d'articulation des missions et actions respectives. Cette convention organise les actions de chacun des organismes afin d'assurer une complémentarité optimale.

Sur le territoire des réserves naturelles et des territoires du Conservatoire du littoral, les comités consultatifs de gestion de ces espaces définissent des axes prioritaires de recherche scientifique en collaboration avec le PNRG. Les gardes des réserves et du Conservatoire du Littoral (par exemple, les gardes des Pripis de Yiyi) pourront intervenir en cas de besoin sur le territoire du Parc et réciproquement les agents du Parc sur le territoire des Réserves. Le Parc, les réserves et le Conservatoire du Littoral associent leurs moyens pour développer les recherches et assurer la meilleure vulgarisation des connaissances et inventaires.

Le PNR poursuivra ses actions d'animation communes avec les RN et particulièrement, la RNR Trésor.

### **Mesure 11: Favoriser la création d'autres espaces naturels protégés**

De façon générale, le Parc proposera aux usagers et gestionnaires des espaces naturels des conventions de gestion visant à maintenir la qualité des zones naturelles d'intérêt majeur, répertoriées sur le territoire du Parc. Les approches partenariales de protection seront privilégiées. Les collectivités locales s'appuieront sur le Parc naturel régional pour la création des Réserves Naturelles Régionales. Il s'agit de mener une étude en vue de la :

- ⌘ Création d'une RNR sur les Monts de l'Observatoire.

Ainsi que d'étudier la possibilité de :

- ⌘ Création d'une réserve transfrontalière de biosphère (MAB).

## ORIENTATION 1.5. Lutter contre les pollutions et nuisances

Le problème des déchets en Guyane, visible aussi bien sur les sites fréquentés qu'en zone urbaine, témoigne d'un besoin de sensibilisation à l'environnement. Sur son territoire, le Parc naturel régional de la Guyane poursuivra son programme d'action destiné à contribuer à l'élimination rapide des décharges, dépôts sauvages et épaves de véhicule en tout genre, qui constituent autant de points faibles, nuisibles aussi bien à l'image du territoire qu'à la qualité du sol, de l'air et des eaux, spécialement de captage.

L'Etat mettra en place, en collaboration avec le Parc, des commissions d'information pour les communes afin qu'elles veillent à la mise en conformité de l'affichage et de la publicité sur la loi du 29 décembre 1979. L'organisme de gestion du Parc conseille les communes lors de l'établissement de ces zones de publicité restreinte en veillant à la bonne intégration esthétique et paysagère des dispositifs.

Afin d'assurer la qualité et de limiter la perturbation de certaines espèces animales, le Parc identifiera les secteurs ayant vocation à être des zones de silence au sein desquelles la circulation des véhicules à moteur (pirogue, bateau, voiture, camion, scooter...) sera interdite. D'autres zones pourront être définies après études réalisées en partenariat avec les communes, les services de l'Etat et en concertation avec les habitants. Sur les criques un peu moins sensibles, la réglementation pourra se réduire à l'obligation de moteur 4 temps.

En application de la loi n° 91.2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres à moteur, les communes signataires s'engagent à prendre un arrêté interdisant la circulation des véhicules terrestres à moteur en dehors du domaine routier dans les zones naturelles d'intérêt majeur, définies au Plan de Parc. Seule est autorisée la circulation liée aux activités forestières, aux opérations des Forces Armées de Guyane et aux besoins des riverains, des ayant-droit et des services publics.

Certains lieux connaissent une fréquentation qui se traduit par l'utilisation d'éclairage électrique notamment dans un but d'observation. Cette pratique spontanée, interdite par la Réserve Naturelle de l'Amana pourrait générer une perturbation relativement importante pour certaines espèces (par exemple, pour les tortues marines).

En ce qui concerne l'orpaillage, c'est une activité peu répandue dans le périmètre du PNRG.

L'activité d'orpaillage a un impact important sur les milieux naturels et les écosystèmes. Elle peut se montrer très préjudiciable pour l'environnement :

Déforestation ;

Compactage des sols ;



Augmentation de la turbidité des eaux avec ses effets néfastes pour la vie aquatique, pollution d'hydrocarbure ;

Rejet de mercure qui se concentre dans les poissons consommés par les populations (Le décret préfectoral n°1232/SG a interdit l'utilisation du mercure pour l'exploitation aurifère en Guyane à compter du 1er Janvier 2006).

Remobilisation de mercure ancien stocké dans les sédiments.

Ces impacts se font sentir très loin en amont des fleuves et des criques touchés par ces exploitations. L'impact humain de l'orpaillage est aussi important en ce qui concerne la diminution des ressources de chasse et de pêche.

Le Parc s'impliquera dans toutes les actions pouvant permettre de diminuer les impacts de l'orpaillage.

## **Mesure 12 : Résorption des déchets et amélioration de la qualité des sites**

Les cosignataires de la présente Charte s'engagent en particulier à :

- ⌘ Identifier et proposer un plan de résorption des décharges sauvages et des épaves de véhicules,
- ⌘ Étudier la faisabilité d'un système de récupération des déchets flottants sur les fleuves,
- ⌘ Étudier les possibles implantations de nouveaux sites de déchetteries ;

Le Syndicat Mixte articule son action avec les Communautés des Communes de l'Ouest Guyanais, du Centre Littoral et de l'Est Guyanais, ainsi que le «Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés», sur les actions suivantes :

- Contribuer à l'organisation de la récupération des accumulateurs d'énergie (piles, batteries...) ;
- Encourager le tri sélectif et le recyclage ;
- Inciter à la mise en œuvre de traitements innovants des déchets ;
- Valoriser les déchets verts, notamment déchets d'usinage de la riziculture (glumes et glumelles), utilisables comme source d'énergie ou comme substrat pour d'autres cultures ou pour d'autres filières diverses ;
- Mettre en place des sites-pilote pour la promotion des toilettes sèches auprès des gîtes touristiques ;
- Promouvoir l'utilisation d'emballages durables ou biodégradables (sac en papier recyclé...) auprès des petits distributeurs.

Il impulse notamment en partenariat avec l'Education Nationale des manifestations sur le thème des déchets et de leur traitement, en insistant sur les enjeux écologiques et sur

la nécessaire contribution de chacun.

### **Mesure 13 : Les nuisances visuelles**

Les communes du Parc devront se mettre aux normes.

- ✦ La publicité est soumise à une réglementation dans les Parcs naturels régionaux, elle reste possible dans des zones de publicité restreintes créées à cet effet.

### **Mesure 14 : Les zones de silence et de quiétude**

Ces zones sont intégrées de préférence aux espaces remarquables. Le Parc avec les communes s'engage à les identifier. Le Parc assiste les communes dans la mise en place de la signalétique et des aménagements nécessaires à l'application des arrêtés municipaux.

- ➡ Le Parc aidera à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'insonorisation des groupes électrogènes.

Il apparaît aussi utile que soient identifiés les espaces les plus vulnérables à la pollution lumineuse pour lesquels un dispositif fondé sur le principe de précaution sera mis en œuvre.

### **Mesure 15 : L'orpaillage**

En collaboration avec la DRIRE, la Région, les instituts de recherche et la Gendarmerie, le SMPNRG procédera à :

- ⌘ Une comptabilisation des sites clandestins et l'estimation de leur impact sur l'environnement notamment grâce aux techniques de télédétection ;
- ⌘ La détermination de moyens à engager afin de réduire les pollutions et nuisances ;
- ⌘ La vérification de l'accessibilité des sites à exploiter ;
- ⌘ La concertation avec les sociétés d'orpaillage pour la mise en œuvre de ces moyens.

Les autorisations accordées devront mentionner que :

- ⌘ Les exploitants ont obligation de travailler dans les « flats », zone plane encadrant les larges rivières afin de ne pas détruire les cours d'eau et de limiter la pollution des eaux. Il leur est aussi fait obligation de ne pas pomper plus de 10% du débit des cours d'eau ;
- ⌘ Les exploitants ont obligation de mettre en place des bassins de

décantation lorsque leur activité provoque un lessivage des sols induisant la production de boues.



## VOCATION 2 : Mieux maîtriser la gestion de l'espace

### ORIENTATION 2.1. Faire du PNRG une instance consultative

---

L'article R 333-15 du Code de l'Environnement, précise que le Syndicat Mixte « assure sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, d'animation et de développement menées par ses partenaires ». Cette vocation de mise en cohérence est essentielle pour éviter la dispersion des moyens, développer les synergies utiles et engager des programmes pluriannuels.

Organisme collégial qui réunit tous les échelons de collectivités et la grande majorité des institutions compétentes, le Syndicat Mixte du Parc naturel régional de la Guyane s'attache à concevoir et à assurer le projet de territoire décrit dans la présente Charte. De leur côté, les cosignataires de la présente Charte s'engagent à faciliter l'articulation de leurs politiques et de leurs actions avec celle du Syndicat Mixte dont ils sont membres.

Conformément à l'article R 333-14 du Code de l'Environnement, une convention d'application de la Charte est signée avec l'Etat, représenté par le Préfet de Région, afin de préciser les engagements de l'Etat et son rôle dans la mise en œuvre de la Charte.

Avec les différents partenaires (Etat, communes, Département, Région), concourant à son action ou concernés par la mise en œuvre de la Charte, des conventions particulières traduisant les collaborations pourront être signées avec :

- les organismes de gestion des Réserves Naturelles,
- l'Office National des Forêts (ONF),
- l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME),
- les organismes de recherche,
- les syndicats d'électrification, EDF, la SGDE, Les opérateurs de télécommunications
- le Comité du Tourisme Guyanais et la Fédération des Offices de Tourisme et de Syndicats d'Initiatives de Guyane,
- des associations particulières,
- le Conseil d'Aménagement, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE),
- le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE),
- le Conseil Economique et Social Régional (CESR).

Une des principales missions du Parc naturel régional de la Guyane est de participer à l'aménagement harmonieux du territoire. La réalisation de cette mission passe ainsi

obligatoirement par la recherche de cohérence entre les outils de planification spatiale et les orientations de la Charte.

Le projet du Parc naturel régional ne peut être mené à bien que grâce à une bonne coordination et un échange constant d'informations entre les communes, les établissements publics, les organismes socioprofessionnels, les associations, les partenaires institutionnels et du Syndicat Mixte lui-même. La mobilisation de la population et des acteurs locaux sur les projets, ainsi que la cohérence des actions initiées reposent sur une animation et une coordination territoriale fortes.

Le Parc peut être consulté lors de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme prévues aux articles L. 122-1-1 et L. 123-3 du code de l'urbanisme. De plus en application de l'article L. 244-1 (4<sup>e</sup> alinéa) du Code de l'Environnement tout document d'urbanisme doit être compatible avec les orientations et les mesures de la Charte. Les choix à opérer en matière d'organisation de l'espace seront inspirés des éléments suivants :

- ❖ Les constructions s'inscriront prioritairement dans les centres bourgs ;
- ❖ Les extensions seront prévues en continuité et en harmonie avec le tissu urbain existant ;
- ❖ Le mitage sera maîtrisé ;
- ❖ Les plans paysagers et environnementaux seront pris en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme ;
- ❖ Les dispositifs de protection réglementaire sont prévus autour des bâtiments remarquables.

Lorsque des aménagements, ouvrages ou travaux envisagés sur le territoire du Parc sont soumis à la procédure de l'étude ou de la notice d'impact en vertu de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et des textes pris pour son application, le Syndicat Mixte du Parc est saisi de cette étude ou de cette notice pour avis dans les délais réglementaires d'instruction. Avant la consultation sur le dossier définitif, les cosignataires de la Charte et les services de l'Etat s'engagent à informer le Parc des études préliminaires et à l'y associer en tant que de besoin.

Région de peuplement récent pour la majeure partie de son territoire, la Guyane dispose sur son territoire d'un maillage encore primaire de routes et de pistes. La croissance démographique enflé les bourgs et hameaux isolés. Le développement de la mobilité des populations entre les bassins de vie implique que soient trouvées des solutions efficaces pour faciliter la circulation des personnes et des biens, tout en préservant les milieux naturels. L'ouverture de pistes ou de routes a des conséquences importantes sur les écosystèmes. Ainsi les zones à forts enjeux patrimoniaux n'ont pas vocation à recevoir d'équipement routier.

Pour toute route et piste dont le tracé traverserait les zones de droit d'usage des communautés amérindiennes, les cosignataires de la présente Charte s'engagent à consulter l'Assemblée des Habitants.

Le développement économique des communes doit se faire en accord avec la protection des milieux naturels. Il est indispensable de mettre en place rapidement des mesures accompagnant l'ouverture récente du tronçon de la RN2 reliant Régina à Saint-Georges, afin de contrôler les impacts (développement économique, déforestation, urbanisation, chasse...) de façon positive.

Il est essentiel de disposer d'un outil de traitement de l'information pour être en mesure d'analyser les données disponibles sur le territoire. Ainsi à l'échelon communal, le Parc doit proposer un véritable outil d'aide à la décision. Il doit ainsi être possible de connaître les paramètres environnementaux et humains, qui combinent paysages, milieux naturels, histoire et patrimoine bâti, grâce à un Système d'Information Géographique.

### **Mesure 16 : Assurer la cohérence territoriale**

Les signataires de la présente Charte s'engagent à s'informer mutuellement de leurs projets et leurs actions. Le Parc assure la circulation de l'information par une fonction de relais et d'animation.

Le Conseil Régional, le Conseil Général, les services déconcentrés de l'état et les autres collectivités et établissements publics s'engagent à saisir l'organisme de gestion du Parc pour un avis d'opportunité sur les orientations majeures de leurs projets.

### **Mesure 17 : Harmoniser les documents d'orientation**

Ainsi il convient de transcrire les orientations de la Charte dans des documents opérationnels, afin d'harmoniser les orientations données par ceux-ci :

Les documents de référence :

Il s'agit prioritairement de plans de paysage et de cartes de vocation des sols à une échelle adaptée afin d'offrir lors de la définition des projets, un niveau de connaissance et de recommandation permettant la prise en compte des enjeux environnementaux,

Les documents d'urbanisme :

La Charte du PNRG doit être portée à connaissance, pour l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme. Les services du Parc seront mis à la disposition des communes lors de la révision de ses documents.

Ces deux approches seront conçues sous forme complémentaire. En effet, il importe que les éléments de connaissance soient pris en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il convient, tout autant, que la méthodologie à retenir pour la réalisation des plans de paysage et la définition des vocations des sols soient conçues pour être aisément traduites dans les documents d'urbanisme.

Les orientations de la Charte doivent aussi être prises en compte dans les documents d'application plus larges comme le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), les Schémas des services collectifs des espaces naturels et ruraux, ou encore les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT). Ceux-ci doivent tenir compte des spécificités des territoires du PNRG.

## **Mesure 18 : Suivre les études et les notices d'impact**

Dans la mise en œuvre de cette approche prospective, une convention particulière sera signée entre la DRIRE et le Parc. Celle-ci sera révisée au terme de la quatrième année de son application sur la base du bilan des évolutions obtenues. En fonction des résultats observés, elle sera soit reconduite soit adaptée aux évolutions prévisibles.

Elle porte sur les modalités de concertation en amont de l'engagement des procédures d'instruction des dossiers, la nature des investigations qu'il conviendra de mener pour réduire les nuisances, les dispositions techniques permettant d'éviter les pollutions en particulier par le mercure, les voies et les moyens qui pourront être mobilisés.

Dans le cadre d'un partenariat renforcé avec l'O.N.F, le Parc est associé à l'élaboration du tracé des nouvelles pistes d'exploitation forestière.

Le Parc avec l'appui de son Conseil scientifique sera associé à la réflexion pour tout projet concernant sa zone maritime et fluviale, notamment en cas de projet :

- de mise en place d'enrochements pour la protection du littoral ou des berges,
- d'installation de récifs artificiels pour la protection contre le chalutage,
- d'implantation de pisciculture.

## **Mesure 19 : Développer un Système d'Information Géographique**

Cet outil devra permettre de :

- Connaître les évolutions récentes de l'occupation de l'espace ;
- Identifier les facteurs qui les déterminent, avec des approches d'ordre quantitatif mais également socioéconomique, et comprendre les mécanismes qui s'y rapportent ;
- Faire de la prospective sur les tendances futures à partir de l'observation des dynamiques actuelles ;

Orienter les décisions pour maîtriser les évolutions paysagères dans les années à venir.

Dans ce dessein le Parc :

- ➔ Saisit systématiquement les informations collectées (Environnement, urbanisme, activités économiques, tourisme, agriculture...) et les résultats des recherches entreprises sur son territoire dans une base de données spatialisée (Système d'Information Géographique : SIG) ;
- ➔ Contribue à identifier quelques indicateurs spatialisés permettant de suivre l'évolution de la qualité biologique du patrimoine naturel ;
- ➔ Met au point un outil de suivi de l'évolution de l'occupation de l'espace à partir des données disponibles. Cet outil sera mis en place prioritairement sur les secteurs ayant déjà fait l'objet d'une gestion (par exemple, le PLU) et s'appuiera prioritairement sur l'utilisation d'images satellites ;
- ➔ Diffuse à ses partenaires des documents d'information sur les résultats de ce suivi grâce à un portail d'information cartographique Internet (grand public) et Extranet (droit d'accès contrôlé).

Les services déconcentrés de l'Etat (DIREN, DDE, DAF, DRAM, DR Affaires Culturelles...), les établissements publics (ONF, IRD, BRGM ...) et les collectivités territoriales (CG, CR) détenteurs de données participent à la mise en place de l'interopérabilité des bases de données des différents producteurs d'information.

## **ORIENTATION 2.2. Orienter l'installation d'équipements et d'infrastructures**

Le territoire du Parc naturel régional de la Guyane, bénéficiant d'un bon ensoleillement et d'alizés réguliers, (en particulier les zones côtières) est propice à l'utilisation des énergies renouvelables. L'isolement de certains bourgs (Kaw, Javouhey, Ouanary, Tampak...) et un habitat très dispersé rendent leur recours encore plus pertinent. L'action du Parc s'inscrit ici dans le Plan Régional de Maîtrise de l'Energie et le Plan Energétique Régional (approuvé le 14/12/2004 en Assemblée Plénière du Conseil Régional):

Dans les zones emblématiques du Parc, c'est-à-dire celles présentant un fort potentiel touristique et paysager, l'utilisation de techniques discrètes pour l'implantation de réseaux d'utilité publique sera privilégiée. Les extensions de réseau et les nouvelles lignes seront réalisées en souterrain et un programme d'enfouissement des réseaux existants sera mis à l'étude. Des réflexions seront menées en partenariat avec les communes sur la réduction de l'impact paysager des pylônes de téléphonie portable.

Les travaux de rectification de cours d'eau (calibrage ou drainage), les aménagements de rives ainsi que les autres travaux hydrauliques ont parfois pour conséquence l'accélération du débit et donc l'accroissement de l'érosion et l'amplitude des crues. Les constructions de barrages hydroélectriques sur des sites à forte valeur écologique et relativement accessibles au public ne sont pas compatibles avec le développement d'un tourisme de nature. Les barrages au fil de l'eau doivent être largement privilégiés.

Enfin le PNRG s'engage à encourager les transports fluviaux en site isolé et à mobiliser des moyens pour l'amélioration de la circulation fluviale.

## **Mesure 20 : L'efficacité énergétique et les ressources renouvelables**

En partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Energie, le Parc et son Conseil scientifique contribueront à :

- ⌘ Rechercher les solutions énergétiques appropriées à chaque zone du territoire en diffusant des résultats d'étude comme l'utilisation de digesteur à biogaz, d'alcool de canne à sucre et accompagner des porteurs de projets,
- ⌘ Promouvoir auprès des communes et de leurs habitants l'énergie renouvelable,
- ⌘ Aider à la mise en place de solutions énergétiques économes et nécessitant une maintenance minimale, pour les habitats isolés.

Les actions qui seront entreprises en application de ces objectifs sont :

- Un Plan de sensibilisation de la population des communes membres du PNRG à la Maîtrise de la Demande d'Electricité par un espace info énergie : Lettre et plaquette d'information, émission radiophonique ...
- Le Diagnostic de la consommation d'énergie des équipements collectifs et proposition d'amélioration ;
- La Mise en oeuvre d'un dispositif pilote pour deux filières (pêche artisanale en rivière et tourisme fluvial) pour sensibiliser sur l'intérêt d'investir dans un « moteur 4 temps » : investissement, amortissement, coût fonctionnement, moindre impact sur l'environnement et la santé ;
- La Campagne de promotion des Lampes à Basse Consommation (coût attractif, plan communication...) ;
- La Promotion du chauffe-eau solaire et du four de cuisson solaire auprès des gîtes touristiques et définition de modalités d'accompagnement (financier, technique, communication...) ;

## Mesure 21 : Les réseaux d'utilité publique

Pour atteindre les objectifs de limitations de l'impact négatif des réseaux, des conventions seront établies entre le Syndicat Mixte du Parc et EDF, les communautés de communes, les communes, le gestionnaire du réseau hydraulique, France-Télécom et les autres opérateurs de téléphonie mobile et d'Internet sans fil.

## Mesure 22 : Les travaux hydrauliques

Le PNRG devra être consulté pour toute instruction de projets relatifs à des travaux hydrauliques. La qualité des paysages et la richesse biologique des lieux seront prises en compte lors des travaux d'aménagement, pour prévenir toute altération durable.

## Mesure 23 : Les transports fluviaux

Une convention entre l'Etat, le Conseil Général, les communes et le Parc portera sur :

- ⌘ Les aides à apporter à la modernisation des transports fluviaux ;
- ⌘ Les modalités et les moyens à mettre en œuvre pour l'entretien régulier des canaux de navigation ;
- ⌘ Les moyens humains et financiers consacrés à la réalisation de ces objectifs.

### **ORIENTATION 2.3. Préserver les héritages architecturaux et améliorer l'environnement urbain**

---

La très grande variété des techniques de construction traditionnelle au sein du Parc, liée à son histoire et sa diversité ethnique est un des patrimoines culturels les plus précieux et les plus sensibles. L'architecture traditionnelle qu'elle soit créole, bushinengue ou amérindienne, est en forte régression en Guyane. De nombreuses habitations sont menacées d'abandon, voire en ruine dans les communes, souffrant entre autres de l'inadaptation des logements anciens aux modes de vie d'aujourd'hui.

Une politique active de préservation et de réhabilitation d'un des éléments architecturaux les plus marquants de l'identité et de l'histoire des communautés ethniques sera initiée et développée. Toute action dans ce domaine doit s'appuyer avant tout sur une large sensibilisation de la population et la mobilisation des collectivités et des professionnels.

L'urbanisation des communes se développe de manière diffuse et mal maîtrisée. De plus,

hormis quelques opérations réussies, les aménagements urbains des communes du Parc, spécialement les entrées de villes, laissent une impression de développement spontané. Se côtoient des bâtiments de forme, de volume et de style disparates, sans harmonie de matériaux ou de couleurs. Les espaces publics ne sont traités que très ponctuellement ce qui ne prédispose pas à un aménagement équilibré des zones urbaines.

Des efforts importants sont à engager pour donner ou redonner aux espaces urbains leur attractivité et offrir un cadre de vie agréable à la population et aux visiteurs. Il est aussi important d'engager des actions au niveau des écarts de Saint-Georges, Iracoubo et Sinnamary. Certaines zones du Parc n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles constructions. Les documents d'urbanisme doivent intégrer ce fait. Il est nécessaire de maîtriser l'habitat spontané qui s'impose dans certaines zones protégées, comme la Forêt de sable blanc de Mana, qui subit de plus en plus de pression du fait de l'extension des abattis traditionnels.

## Mesure 24 : L'architecture traditionnelle

Par une assistance aux communes et en collaboration avec les partenaires compétents, le Parc développera des programmes d'action sur les thèmes suivants :

- ⌘ Promouvoir l'architecture locale et mobiliser un fonds spécial pour financer les initiatives de rénovation ou de construction neuve de style traditionnel ;
- ⌘ Préserver, rénover et réhabiliter les bâtiments publics de caractère, spécialement les édifices créoles, dans le respect des matériaux et du style ;
- ⌘ Promouvoir des solutions techniques qui permettent de faire évoluer l'habitat traditionnel vers un habitat répondant aux attentes de confort moderne des populations. Sur ce point, une attention particulière sera mise en œuvre pour promouvoir le concept de Haute Qualité Environnementale (HQE), adapté au contexte local par l'ADEME.

En collaboration avec les prestataires locaux, la DRAC et le CAUE, le Syndicat Mixte du Parc :

- Élabore des programmes de restauration et de valorisation des éléments majeurs du patrimoine bâti ;
- Édite des documents techniques à destination des différents publics concernés (élus, professionnels, administrations, particuliers) ;
- Conseille les maîtres d'ouvrage, communes ou leur groupement, en particulier pour les projets de restauration ;



- Promeut l'utilisation du bois dans les constructions et des matériaux traditionnels ;
- Mobilise le fonds d'aide à la construction traditionnelle,
- Réhabilite des maisons et habitats traditionnels,
- Aide à la réhabilitation des habitations coloniales et des vestiges du bagne.

## Mesure 25 : Les aménagements urbains

Le Parc, en collaboration avec les prestataires locaux, le CAUE et les autres organismes compétents :

- ⌘ Élabore, avec les municipalités, des programmes d'aménagement urbain de caractère structurant et pluriannuel ;
- ⌘ Conseille les communes et les constructeurs sur l'intégration paysagère des bâtiments, et veille à leur qualité esthétique et architecturale ;
- ⌘ Contribue à l'amélioration et à l'embellissement des entrées de ville, en premier lieu par la résorption des multiples points faibles paysagers ;
- ⌘ Évite que les espaces interstitiels ne soient occupés d'installations précaires.

Dans l'ordre de priorité, les actions qui seront engagées sont :

- La mise au point des cahiers de recommandations architecturales et paysagères pour chaque commune : localisation, volumes, formes, matériaux et couleurs,
- La réalisation des aménagements paysagers,
- La réalisation des diagnostics de réhabilitation de centres anciens.

### ORIENTATION 2.4. Mettre en valeur les sites remarquables

Certains sites forestiers exceptionnels doivent être valorisés par des sentiers de découverte et d'interprétation. Le développement économique de la forêt passe aussi par ce tourisme de nature. Qu'ils soient particulièrement spectaculaires ou de grand intérêt paysager, ou qu'ils participent plus intimement à une identité sensible dans laquelle se reconnaissent les habitants, les paysages naturels doivent être protégés et entretenus.

La signalétique forme souvent le premier contact avec un territoire. Elle doit à la fois permettre d'identifier le territoire du Parc et de guider efficacement le visiteur vers les sites et les activités. Ainsi le Parc doit marquer son territoire en évitant sa banalisation

et communiquer en direction des habitants et des visiteurs. La signalétique a pour objectifs :

- d'identifier et de positionner le Parc dans son périmètre,
- de faciliter l'accueil et l'information du public,
- d'orienter le public pour l'accès aux sites et aux activités,
- de faire connaître aux visiteurs les diverses offres qui ponctuent son parcours, notamment en signalisant les différents artisans,
- de sensibiliser les habitants et visiteurs aux richesses patrimoniales et à leur fragilité ou d'éviter la fréquentation de sites et de biotopes particulièrement fragiles,
- de définir une référence graphique permettant d'atteindre une harmonie générale de la signalétique informative.

En collaboration avec ses partenaires, le Parc met ainsi en place des équipements ouverts au plus large public possible. Leurs vocations peuvent être culturelles ou socioéducatives. Ces équipements répondent à la volonté de préserver de l'oubli ou de la déprédation les éléments les plus remarquables du patrimoine naturel, archéologique ou bâti. Ils servent de support à leur découverte et constituent le point de départ d'une exploration du territoire. Leur intérêt se trouve renforcé par un travail d'animation. Le Parc pourra déléguer par voie de convention la gestion et l'animation de ces équipements à des associations locales.

Le Parc incite et anime une mise en réseau des équipements d'accueil et d'information de son territoire. Ces réseaux intègrent les équipements mis en place par le Parc, mais également les équipements privés (hébergement, activités), communaux, associatifs, etc. Les équipements sont l'ancrage territorial et le support matériel des actions d'animation. Leur répartition géographique obéit à la préoccupation d'instituer un certain nombre de pôles forts et attractifs tout en veillant à maintenir un certain équilibre entre les différentes zones du territoire. En ce qui concerne l'entretien des équipements mis en place et/ou gérés par le PNRG, des programmes de maintenance préventive et corrective seront mis en place afin d'assurer leur fonctionnement continu et leur durabilité. Ces programmes seront développés avec le concours des communes et des associations concernées.

## **Mesure 26 : Préserver, entretenir et valoriser les sites et les espaces d'intérêt paysager**

Le Syndicat Mixte du Parc, en partenariat avec la DIREN, le CAUE et les prestataires locaux :

- Participe à la création et à l'entretien de sentiers de découverte et d'interprétation, assure leur mise en réseau et l'équilibre de leur répartition ;
- Met en place des petites haltes nautiques le long des criques et des fleuves ;
- Inventorie et met au point un programme de résorption des espaces dégradés , puis mobilise les moyens de les résorber ;
- S'attache, avec l'appui des partenaires compétents, à faire inscrire ou classer les sites et monuments exemplaires. Pour les sites remarquables et vulnérables, il élabore des plans de gestion des paysages en concertation avec l'Etat dans la double perspective d'une meilleure conservation des lieux et de leur fréquentation dans le cadre du développement de l'écotourisme ;
- Participe à (ou assure) l'ingénierie des actions d'entretien des milieux les plus sensibles et contribue à la préservation de la qualité et de l'identité paysagère : forêts galeries, criques, canaux, rizières...

Plus précisément, les dossiers suivants seront étudiés

- Création et animation des circuits d'interprétation au fil de l'eau, baptisés Rés'Eau (Rivière et canal de Kaw, et autres cours d'eau sur son territoire),
- Aménagement de tables de lecture du paysage / aires de détente,
- Construction d'une tour panoramique dans les rizières de Mana,
- Aménagement écotouristique en forêt sur sable blanc,
- Aménagement de sites d'observation de la faune et de la flore,
- Réalisation de la boucle de randonnée à Kaw,
- Poursuite de la remise en état du chemin du Roy, par une participation technique du PNRG,
- Interprétation du sentier de la Montagne Favard.

## Mesure 27 : Compléter la signalétique

Le Parc a commencé ce travail d'identification, il doit poursuivre cette mission d'information générale. Ainsi, un plan de signalisation sera élaboré et comprendra :

- La signalisation du Parc étendue aux nouvelles communes,
- La signalisation des entrées du territoire Parc,
- La signalisation des Maisons du Parc et autres équipements,
- La signalisation d'adhésion des communes,

- La signalisation directionnelle d'accès aux sites touristiques,
- La signalisation d'information et d'interprétation pour les monuments, les sites, les équipements de découverte et d'interprétation .

Sur les sites aménagés, les panneaux d'information seront proposés en français, anglais, portugais et intégreront éventuellement la langue locale. Un cahier des charges sera réalisé afin de garantir une qualité de réalisation assurant la durabilité du dispositif. Chaque panneau sera enregistré sur le système d'information géographique du Parc.

Les maîtres d'ouvrage notamment la Direction Départementale de l'Équipement et le Comité du Tourisme Guyanais, l'ONF s'engagent à :

- ⌘ Associer le Parc pour la définition des schémas ou programmes locaux, départementaux ou régionaux de signalisation à vocation touristique ;
- ⌘ Homogénéiser progressivement la signalisation à vocation touristique dans le Parc afin que l'identité naturelle et touristique du Parc soit visible par les visiteurs et les habitants.

Le plan de signalisation déterminera aussi les modalités techniques et financières de la réalisation et de la maintenance de la signalisation.

## **Mesure 28 : Aménager les équipements pour l'accueil et l'information du public**

Dans le cadre des aménagements d'accueil prévus ou déjà réalisés, le Syndicat Mixte veille de plus à :

- ⌘ Faire des équipements présents sur le Parc un modèle d'intégration paysagère et de qualité architecturale ;
- ⌘ Surveiller le niveau de qualité des aménagements (maintenance et signalétique) ;
- ⌘ Associer les habitants aux processus d'élaboration, de réalisation et de gestion des équipements mis en œuvre ;
- ⌘ Faciliter l'implication de la population pour l'animation de ces équipements.

## VOCATION 3 : Contribuer au développement économique

### ORIENTATION 3.1. Accompagner les acteurs économiques

---

Sur le territoire du Parc, le commerce est encore peu développé et l'artisanat, s'il est d'une incontestable qualité, ne bénéficie pas de la promotion qu'il mériterait. Les communautés villageoises possèdent des savoir-faire locaux qui donnent à leur production une originalité qui fait leur valeur et leur attrait. Malheureusement, ces productions ne sont pas valorisées, faute d'une connaissance suffisante du ou des marchés qui pourraient les accueillir.

Dans le cadre de ces opérations, le Parc, en liaison avec les communautés et leurs représentants, s'attache à prévenir et à limiter toute dérive qui conduirait à transformer les cultures locales en produits banalisés. En effet, ce territoire a une force qui tient aux solidarités communautaires et qui s'exerce par le partage de valeurs ancestrales.

Du fait de son approche territoriale, le Parc peut jouer un rôle privilégié dans l'accueil des porteurs de projets dans son périmètre, en concertation avec les autres points d'accueil avant de les orienter vers les compétences nécessaires.

Le PNRG promeut, de manière générale, les productions locales auprès des Guyanais et des touristes de passage. Il engagera ainsi des démarches de promotion et d'aide à la mise en marché des produits locaux et incitera au regroupement des producteurs.

Il dispose d'un label de qualité qui doit permettre aux producteurs s'inscrivant dans une approche patrimoniale et environnementale d'en bénéficier. Dans ce cadre, selon l'article R 333-16 du Code de l'Environnement et le règlement général d'utilisation de la marque, le Parc travaillera avec les producteurs locaux à l'utilisation de la marque « Parc naturel régional de la Guyane ». Celle-ci valorisera certains produits et sera attribuée dans le respect d'un cahier des charges en accord avec la Fédération des PNR.

Enfin le Parc doit prendre l'initiative de contribuer à développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement. En Mai 2002, une expertise du CIRAD pour le Ministère de l'Agriculture (« Diagnostic de pollution par les effluents résultant de l'utilisation des produits phytosanitaires dans les polders de Mana ») a mis en évidence l'existence de pollutions ponctuelles et accidentelles liées aux modalités de chargement des avions de traitement rizicole. À ce jour, il n'existe aucune preuve de pollution diffuse dans l'environnement liée à cette activité. Cependant les études menées sont principalement ciblées sur la recherche à court terme de présence de polluant, et non

sur l'impact réel de ces produits tant du point de vue de la protection des utilisateurs et des consommateurs que de l'environnement.

Il semblerait ainsi que la plupart des produits ne soient pas entièrement maîtrisés par leurs utilisateurs et que les doses autorisées seraient largement dépassées dans les principales zones de production agricole : rizières de Mana, maraîchers de Javouhey, d'Iracoubo et de Cacao...

## **Mesure 29 : Accueillir et accompagner les porteurs de projets**

Le Syndicat Mixte du Parc :

- Met à disposition l'ensemble des informations dont ils peuvent avoir besoin (les aides, les offres et les demandes de reprises, les locaux disponibles) ;
- Coordonne la mise en place d'un document d'accueil à destination des porteurs de projets, (les ressources du territoire, ses richesses, ses hommes, l'environnement des entreprises, les compétences..) ;
- Les oriente vers les compétences existantes et s'assure que l'assistance leur soit effectivement apportée ;
- Incite les initiatives endogènes de développement local ;
- Propose à ses partenaires, conformément à sa mission d'expérimentation et d'innovation, des réflexions prospectives ou des actions concertées : par exemple sur les conditions d'accueil, le soutien à la création, à l'innovation, les dispositifs financiers à mettre en place qui donneront lieu à l'édition de documents ;
- Conforte et coordonne des initiatives privées pour les productions de qualité ;
- Appuie les opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce ;
- Favorise les partenariats public/privé pour l'étude de dispositifs permettant d'attirer des investisseurs sur le territoire du Parc.

## **Mesure 30 : Valoriser économiquement les produits et les ressources**

A cette fin, le PNRG dans une logique de mercatique territoriale s'appliquera à :

- ⌘ Contribuer à la mise en place de circuits de commercialisation et de promotion de l'artisanat par les études de marché et l'ingénierie financière

appropriée,

- ⌘ Aider à l'élaboration de cahier des charges avec les producteurs en étudiant particulièrement la durabilité et l'accessibilité des ressources utilisées,
- ⌘ Permettre aux petites productions (agricoles, pêches, etc.) de trouver des débouchés réguliers sur le marché local et régional, par exemple à travers l'appui à des structures locales de « commerce solidaire », ou à des structures de transformation des matières premières,
- ⌘ Soutenir la fabrication de mobilier haut de gamme issu de la valorisation de produits naturels (bois, arouman, coques de maripas...).

Ainsi, un gisement de kaolin a été identifié sur la commune de Mana. Après étude, sa rentabilité à titre industriel paraît aléatoire. Toutefois, l'exploitation du kaolin à des fins artisanales pour la fabrication de céramique est envisageable et pourra recevoir l'appui du Parc.

### **Mesure 31 : Promouvoir une agriculture plus respectueuse de l'environnement**

En collaboration avec le CIRAD, l'INRA, le Service de Protection des Végétaux de la DAF, le service Agriculture de la Région et l'IRD, le Syndicat mixte du Parc avec l'appui de son Conseil scientifique s'attache aux actions de sensibilisation suivantes :

- ⌘ Le développement de la concertation avec les professionnels autour d'un cahier des charges pour le raisonnement des traitements phytosanitaires et le respect des réglementations en vigueur en la matière ;
- ⌘ Un accompagnement scientifique et technique pour la mise en place de pratiques raisonnées tant au niveau de l'utilisation de produits phytosanitaires que des apports d'engrais chimiques. Dans le cadre de la mise en place d'une antenne de réception d'image satellite à haute-résolution, des recherches sur l'apport de « l'agriculture de précision » à la conduite des cultures pourront être menées ;
- ⌘ Une assistance technique à la constitution des dossiers de demande d'aides financières incitant à la prise en compte de l'environnement. Dans cette approche, le Parc assurera, en liaison avec les services concernés de la Chambre d'Agriculture, la promotion et contribuera notamment à la mise en œuvre des « Contrats d'Agriculture Durable (CAD) ». Il s'efforcera en outre de promouvoir l'agriculture biologique et l'agritourisme.

### **ORIENTATION 3.2. Promouvoir un tourisme respectant l'environnement naturel et impliquant les populations locales**

---

Le Parc naturel régional de la Guyane dispose d'un potentiel important en matière de tourisme : un environnement naturel préservé, des paysages diversifiés, des milieux naturels exceptionnels, une société locale multiculturelle ayant su développer des modes de vie respectueux du milieu écologique.

La protection du patrimoine naturel est en Guyane une condition et un préalable à toute perspective de développement touristique. Cependant, les espèces attractives sont devenues difficilement observables et les milieux naturels remarquables souvent inaccessibles.

Le développement de l'écotourisme doit impérativement être cohérent avec les objectifs de protection de l'environnement de préservation et de valorisation des patrimoines culturels et ethnologiques. De façon à valoriser ce riche patrimoine selon les principes énoncés dans la Charte européenne du Tourisme durable qui prend en compte nos besoins actuels et ceux des générations futures.

Cependant, on peut déplorer la faiblesse tant qualitative que quantitative de l'offre en hébergement.

Une commune comme Ouanary fonde beaucoup d'espoirs dans l'activité touristique pour faire face au défi que représente son enclavement. Dans cette perspective, le PNRG s'intéressera aux « Programme d'Actions Touristiques de l'Est Guyanais » établis par l'ARUAG à la demande LEADER+.

Ainsi en matière de tourisme, la politique à privilégier sur le territoire et aux alentours du Parc naturel régional de la Guyane aura pour fondement :

- Le respect des espèces et des milieux naturels,

- Le respect des communautés locales,

- Une attention privilégiée pour les structures d'accueil et d'hébergement ainsi que le développement d'équipements adaptés et intégrés aux sites qu'ils valorisent,

- La promotion d'un aménagement équilibré du territoire, évitant des fréquentations mal maîtrisées pouvant porter atteinte à la qualité des milieux,

- L'implication des habitants du Parc.

Sur la base de ces principes, le Parc se donne comme priorité la mise en synergie et en cohérence des acteurs publics et privés intervenant dans ce domaine. Il devra en outre favoriser la mise en place d'une veille touristique.

La pénétration des milieux naturels sensibles pose un problème particulier. Le Parc doit



définir avec ses partenaires les conditions d'accessibilité et le type d'aménagement des sites. Certains espaces seront ouverts au public uniquement par des visites guidées dont les aménagements doivent être limités aux seuls équipements nécessaires à l'observation.

En accord avec la loi 99-2 du 3 Janvier 1991 relative à la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels, les communes signataires de la Charte s'engagent à privilégier des moyens de transport respectueux de l'environnement. Elles s'engagent également à mettre en place les dispositions nécessaires pour éviter le développement d'activités contraires aux principes de l'écotourisme : safari, cueillette de plantes ou de fleurs protégées, extraction « non-encadrée » de minéraux, ski nautique sur les criques sensibles.

Enfin, les visiteurs devront être informés sur la réglementation en vigueur relative à la protection d'espèces (faune et flore) et d'espaces protégés. Ils seront sensibilisés sur les dangers de prélèvements pour toutes les espèces.

La loi du 6 Juillet 2000, dite loi « Insee » définit les « activités physique et sportive de nature ». Elle institue des outils de gestion décentralisée des Activités Sportive et Physique de Nature (ASPN) à travers des outils de concertation et de planification.

En effet, l'écotourisme, lié à la grande qualité et à la diversité des sites naturels et des paysages (plages des Hattes, Pripri de Yiyi, Crique Gabriel, Monts de l'Observatoire, fleuve Oyapock, marais de Kaw...), doit permettre la pratique de nombreuses activités de loisir et de plein air. Celles-ci sont encore peu développées et peu organisées. Dans la logique de développement de l'écotourisme sur le territoire du Parc, ce dernier se doit de conduire des actions de mise en place d'une offre cohérente et de qualité.

## Mesure 32 : Fédérer les acteurs de l'écotourisme

L'activité touristique au sein du PNRG est encore peu développée au regard des potentiels existants. Ainsi le Parc a pour vocation de susciter et d'accompagner les initiatives écotouristiques publiques et privées, en hôtellerie et en restauration dans des structures de taille humaine, répondant aux attentes de la clientèle en termes de confort et de qualité des équipements. Les démarches de label seront recherchées, notamment des labels qui valorisent l'écotourisme (Gîtes Panda, Hôtels Nature...).

De plus il est nécessaire d'encourager la diversification des prestations d'accueil et de découverte ainsi que la qualité des produits proposés afin d'éviter la standardisation de l'offre.

Dans ce cadre le Parc, le CTG et les autres partenaires :

- ⌘ Accordent la priorité aux initiatives qui développent un volet pédagogique ;

- ⌘ Initient une démarche qualité, notamment à travers la marque « Parc naturel régional de la Guyane » ;
- ⌘ Encouragent les habitants à se former dans l'accueil en milieu rural ;
- ⌘ Organisent des journées de rencontre et d'échange entre privés du secteur.

### **Mesure 33 : Accompagner les visiteurs et maîtriser la pénétration touristique**

L'engagement du Parc et de ses partenaires portera sur :

- ⌘ L'aide à l'équipement des prestataires dans le respect de l'environnement ;
- ⌘ L'utilisation préférentielle des pirogues traditionnelles équipées de moteur à quatre temps ou électrique ;
- ⌘ Un tracé et un balisage conventionnel des itinéraires, des randonnées pédestres, cyclistes et équestres (« éco-route »...) ;
- ⌘ L'organisation de la fréquentation touristique, en imposant par exemple des fermetures saisonnières de certains milieux pour favoriser la régénération naturelle ;
- ⌘ L'organisation de journées thématiques autour de l'écotourisme.

### **Mesure 34 : Développer les « activités physique et sportive de nature »**

En partenariat avec la DDJS, le Syndicat Mixte du Parc :

- ⌘ Assure la coordination entre les différents intervenants et partenaires et organise une offre cohérente de produits de pleine nature et d'eau en fédérant les acteurs concernés et participant à leur promotion.
- ⌘ Encourage la mutualisation des expériences des actions et des initiatives afin de les faire connaître et de valoriser les bonnes pratiques.

En outre le PNRG :

Met en œuvre la marque « Accueil du Parc ». Cette marque pourra mettre en valeur les activités suivantes : randonnée pédestre, trekking, escalade, pêche sportive, randonnée équestre, cyclotourisme, VTT, VTT aquatique ou pédalo, découverte en pirogue traditionnelle, découverte en canoë, promenades en kayak de mer.

## VOCATION 4 : Expérimenter, animer et promouvoir

L'existence d'un Parc naturel régional doit être l'occasion de faire connaître aux Guyanais les richesses de leur région et la valeur de leur patrimoine. Le Parc doit également contribuer à accroître la notoriété et le rayonnement du territoire au niveau national et international.

### ORIENTATION 4.1. Prendre en compte les modes de vie traditionnels

---

Enclave européenne en Amérique du Sud, la Guyane est confrontée à des voisins innovants et compétitifs. Pour inventer son avenir, la Guyane doit mettre en avant ses originalités et ses particularités.

Les activités de subsistance ont longtemps formé le socle économique et social de nombreuses communautés villageoises en Guyane. Pêche, chasse, cueillette et culture sur abattis sont de riches savoir-faire résultant d'une pratique ancestrale qui n'a, jusqu'à récemment, jamais été conçue dans une optique commerciale.

Les technologies modernes puis leur généralisation ont modifié les activités de pêche, la pratique de la chasse et de l'abattis sur l'ensemble de la Guyane. Toutefois, elles ont su conserver leur caractère traditionnel dans les communes rurales. Il conviendrait de veiller à ce que ces pratiques ancestrales demeurent en accord avec une gestion durable des ressources du territoire du Parc.

La mise au point rapide de technologie d'exploitation raisonnée de ces ressources constitue un enjeu majeur. Le Parc et ses partenaires, en tenant compte des savoir-faire locaux et avec l'adhésion des populations, participe à la réalisation de programmes de gestion durable des ressources naturelles.

Le Syndicat Mixte du Parc, en collaboration avec ses partenaires, travaillera notamment dans un objectif de maîtrise foncière liées aux activités agricoles à un accompagnement de la sédentarisation des abattis, afin de limiter l'impact sur l'environnement par l'utilisation de produits chimiques de synthèse.

Dans une perspective de gestion durable des ressources, le Parc naturel régional de la Guyane mène une action forte de sensibilisation et de prévention auprès des habitants, visant à orienter pêche et chasse vers les espèces comestibles les plus abondantes. Le Parc naturel régional de la Guyane encourage à élargir et à varier l'éventail des prélèvements vers les espèces les moins menacées. À ce titre, il développera un programme d'évaluation et de comptage des espèces les plus menacées en partenariat avec les autorités compétentes, ainsi qu'un programme d'information et de sensibilisation permanentes. Les animateurs du Parc auront un rôle majeur en ce

domaine, visant à informer sur le terrain les habitants et les professionnels sur la réglementation en vigueur.

Enfin rappelée dans l'article R 333-1 du Code de l'Environnement et réaffirmée avec force dans le Manifeste pour un Futur Durable, la vocation fondamentale des Parcs naturels régionaux est de réaliser des actions expérimentales et exemplaires, d'une part, ainsi qu'à contribuer à des programmes de recherche, d'autre part.

L'originalité du Parc naturel régional de la Guyane, sur le double plan naturel et culturel, en fait un lieu propice à des actions-pilotes notamment dans le cadre du développement des Agendas 21 (Conférence de Rio) qui pourront être ensuite reprises et transférées à d'autres régions guyanaises, voire à d'autres pays.

Ces travaux seront engagés sur un mode conventionnel avec les organismes de recherche, les instituts de formation, les universités et les organismes privés (associations, bureau d'étude...). Le Parc pourra initier, à défaut de partenariat possible, certaines études stratégiques. Il communiquera les résultats de ces travaux et recherches aux autres organismes scientifiques et techniques. Il veillera également à leur vulgarisation et à leur diffusion publique auprès des populations concernées.

### **Mesure 35 : Composer de nouveaux modes de fonctionnement**

En particulier dans les Zones de Droit d'Usage, le Parc pourra, avec l'appui des organismes de recherche (IRD, CIRAD) et des chambres consulaires, avoir une démarche prépondérante là où la nature communautaire du foncier prédispose à la recherche de mode de gestion spécifique.

Conformément à l'article 33 de la Loi d'Orientation sur l'Outre mer (loi 2000-1207 du 13 décembre 2000), il fera des propositions permettant la prise en compte des réalités propres aux communautés par les institutions et les dispositions réglementaires françaises.

### **Mesure 36 : Accompagner les populations vers une exploitation durable des ressources naturelles**

D'une part, le Parc naturel régional de la Guyane apporte un soutien technique aux communautés pour une gestion des abattis afin de :

- ⌘ Préserver les ressources locales nécessaires à l'artisanat en permettant le prélèvement d'espèces utilitaires par d'autres utilisateurs avant le défrichage ou le brûlis ;
- ⌘ Prévenir un épuisement trop rapide des sols, par exemple en développant

l'utilisation de la tourbe des rizières de Mana pour fertiliser les sols et les produit de compostage ;

- ⌘ Minimiser les extensions des surfaces défrichées des abattis et favoriser les pratiques d'agroforesterie et de cultures sous couvert forestier ;

D'autre part, il offre son soutien technique aux communautés pour une gestion de leurs ressources naturelles dans le cadre d'une agriculture extensive, pour :

- ⌘ Etudier les techniques traditionnelles d'entretien des savanes inondables pour savoir si cela favorise la reproduction de l'Attipa (*Hoplosternum littorale*) ;
- ⌘ Appuyer l'élevage d'animaux amazoniens pour approvisionner les restaurants sans prélever dans les milieux naturels ;
- ⌘ Etudier la culture et la valorisation de l'arouman, matière première de l'ensemble des communautés pratiquant la vannerie.

Des perspectives d'exploitation commerciale des produits amazoniens apparaissent aujourd'hui, qu'il convient de rationaliser tant dans une perspective de gestion de ressources naturelles que dans une logique économique. Le Parc naturel régional de la Guyane incitera au développement de l'agriculture et de la pisciculture raisonnées. Pour certaines productions, la filière biologique sera promue. Le PNRG accompagnera, à travers la mise en place d'outils financiers et en liaison avec les organismes de recherche locaux et extérieurs concernés, ainsi qu'avec la station expérimentale de la Chambre d'Agriculture à Soucoumou, les initiatives visant notamment à la création et l'équipement d'entreprises agricoles et piscicoles dans une perspective de développement respectueux des ressources naturelles et de l'environnement.

A cette fin, les expériences réalisées par les organismes de recherche de pays amazoniens, par exemple l'EMBRAPA dans l'Etat du Para au Brésil devraient servir d'exemple. Le Parc adhérera au projet « Ecolab », qui regroupe des organismes de recherche qui travaillent sur le milieu marin, et participera aux efforts de l'IFREMER pour mieux évaluer les ressources halieutiques.

### Mesure 37 : Expérimenter et transmettre

Des comités de développement local seront mis en place à l'échelle intercommunale.

Le développement des échanges culturels entre les différentes communautés de Guyane et d'Amérique du Sud représente un enjeu de premier plan. Par exemple, avec le concours de la Fédération des Organisations Amérindiennes de Guyane, les communautés amérindiennes seront soutenues dans la solidarité transfrontalière qu'elles mettent en place avec leurs homologues surinamais et brésiliens.

## **ORIENTATION 4.2. Animer le territoire**

---

La Guyane subit des mutations culturelles rapides. Il en résulte une déperdition accélérée des savoirs traditionnels d'une génération à l'autre, un « brouillage » des identités et une standardisation des modes de vie. Cette délicate recomposition des identités culturelles mérite d'être accompagnée en valorisant la reconnaissance de patrimoines culturels et ethnologiques menacés de disparition, c'est-à-dire tout ce qui concerne les techniques, les savoir-faire et les pratiques des groupes humains en relation avec leur milieu de vie.

Relèvent de ces patrimoines :

Les formes d'organisations sociales et spatiales dont se sont dotées les communautés,

Les moyens de communication par lesquels sont acquis et transmis ces savoirs, (qu'ils soient oraux, écrits, rituels ou gestuels),

Les éléments matériels – armes, biens, édifices sacrés, œuvres d'art et d'artisanat – qui témoignent des moyens mis en œuvre par une civilisation pour s'adapter à un milieu.

Les actions concernant le devenir des communautés ethniques ne peuvent se mettre en place sans la consultation et le consentement de ces dernières, et ce dans l'application des principes du développement durable (agenda 21), qui supposent de favoriser l'implication et l'appropriation par les communautés elles-mêmes des travaux d'inventaire, de recherche et de reconstitution de leur patrimoine (ainsi que des pratiques et connaissances traditionnelles).

Par leur splendeur et par leur originalité, les cultures des différentes communautés ethniques présentes sur le territoire du Parc constituent une richesse patrimoniale importante. Le Parc, dans son soutien à l'action culturelle, contribue à leur reconnaissance.

La Maison du Parc est située à Roura. Des maisons annexes qui assument également une fonction administrative ou d'accueil du public, sont ouvertes dans les bourgs d'Awala-Yalimapo, Mana et Kaw et dans la Ville porte de Cayenne. L'extension du Parc prévoit d'étendre le réseau de ces maisons annexes dans les autres communes du territoire du Parc.

### **Mesure 38 : Recenser et conserver les patrimoines culturels et ethnologiques**

En accordant la priorité aux opérations demandées par les communautés, le Parc s'engage en collaboration étroite avec ses partenaires, à :

- Animer la recherche sociologique et ethnologique sur son territoire et à dresser des inventaires patrimoniaux,
- Soutenir les recherches qui seront entreprises pour la connaissance des langues vernaculaires, leur toponymie et l'histoire des populations locales,
- Permettre aux communautés, de choisir le mode de diffusion de leurs savoir-faire, au sein de leur communauté ou en direction du grand public, par des actions qui peuvent être de formation, d'enseignement scolaire, d'apprentissage ou de tutorat, voire de médiatisation.
- Enregistrer et diffuser la mémoire orale des communautés,
- Collecter les récits de vie,
- Constituer dans les collèges de cellules photo, vidéo et de banque de données.

En ce qui concerne les sites culturels :

- ⌘ Identifier et protéger les lieux sacrés,
- ⌘ En liaison avec la DRAC et les collectivités concernées, faciliter et accompagner les chantiers de fouille dans le respect de la législation correspondante,
- ⌘ Proposer l'inscription et le classement des sites remarquables.

### Mesure 39 : Soutenir l'expression culturelle

Avec le soutien de l'Assemblée des habitants et en lien étroit avec les communautés ethniques, les associations culturelles et ses différents partenaires institutionnels, le Parc appuie des actions culturelles et de soutien des communautés dans leurs efforts pour conserver, enrichir et diffuser leur savoir-faire :

Au niveau de l'éducation et de la diffusion, le PNRG :

- ⌘ Participe à la mission d'animation des bibliothèques municipales ;
- ⌘ Facilite la création de relais d'informations locaux : kiosques culturels, journaux, radios libres, sites Internet ;
- ⌘ Sollicite l'Education Nationale pour permettre, dans le cadre d'un dispositif optionnel, l'enseignement des langues locales ;
- ⌘ Participe à l'édition des documents et panneaux multilingues français/langues régionales sur les communes du Parc ;
- ⌘ Soutient la construction et contribue à animer le Carbet de la Culture amérindienne à Awala-Yalimapo ;

- ⌘ Fait connaître la culture et les savoir-faire techniques (habitat et agriculture) Hmong.

Au niveau de l'expression artistique, il :

- ⌘ Impulse et contribue à l'organisation de manifestations artistiques (théâtre et cinéma itinérant, festivals et concerts de musique, contes, expositions d'arts plastiques...),
- ⌘ Apporte un soutien logistique aux associations culturelles, aux artistes et aux artisans d'art,
- ⌘ Favorise le rayonnement des arts : littérature, musique, cinéma et vidéos, peinture, sculpture sur bois, vannerie, broderie et poterie...
- ⌘ Favorise le rayonnement de l'artisanat d'art des communautés présentes sur le territoire du PNRG,
- ⌘ Favorise le rayonnement des littératures régionales,
- ⌘ Participe à la conception d'un réseau d'écomusées des cultures locales.

## **Mesure 40 : Développer le réseau et l'action des maisons du Parc**

Les maisons du Parc sont des « maisons communes » aux habitants du Parc, à la fois lieu de connaissance, d'appropriation, de promotion du PNRG, d'animation, d'échange et de rencontres.

Un espace « Accueil et documentation » est aménagé à Cayenne. Des animations et des expositions temporaires sont réalisées durant les périodes de forte fréquentation.

L'action des Maisons du Parc doit être intensifiée, en particulier celle des maisons annexes : organisation d'expositions et d'animations itinérantes, petits centres de documentation...

### **ORIENTATION 4.3. Promouvoir l'image du territoire**

La communication est indispensable pour une forte appropriation du territoire, du patrimoine, de l'identité des habitants. Elle est également indispensable pour l'adhésion de l'ensemble de la population et des forces vives aux objectifs que propose la Charte. Les actions du Parc sont autant de thèmes de communication.

Les visiteurs doivent pouvoir obtenir les renseignements et les recommandations utiles dans :

- Les Maisons du Parc et des Réserves naturelles ;
- Les offices de tourisme et syndicats d'initiatives ;
- Les lieux et les sites aménagés ;





- Les aires de repos et d'observation ;
- Les hôtels, gîtes et restaurants des professionnels du tourisme ;
- Les commerçants et dans les lieux de service public.

La promotion de l'image et de la notoriété du territoire passe aussi par la représentation du Parc dans les salons locaux, nationaux et internationaux dans lesquels sa présence s'avère opportune.

## **Mesure 41 : Mettre en oeuvre une politique de communication**

Avec l'ensemble de ses relais et partenaires, le Parc élabore et met en oeuvre la production de supports de communication et de promotion du territoire adaptées à différentes cibles :

Les actions concrètes qui seront engagées en application de ces objectifs sont :

Communication externe (habitants du territoire, élus, associations, acteurs socio-économiques, grand public)

- L'édition de document de présentation générale du territoire ;
- L'édition de documents thématiques révélant les particularités du territoire (milieux naturels, savoir-faire, histoire...) ;
- La réalisation d'édition périodique telles qu'un journal aux habitants ;
- La réalisation d'outils promotionnels en intégrant les NTIC (portail Internet)
- La réalisation de documents audiovisuels (films, photos...)

Communication interne (élus et équipe du Parc)

- Une lettre aux élus du Parc ;
- Un rapport d'activité annuel
- Des séminaires.

Le Parc devra se doter du matériel nécessaire à la réalisation de ces actions (stands, moyens audiovisuels...)

## **Mesure 42 : Participer aux salons locaux, régionaux, nationaux et internationaux**

Au-delà de la Région, la participation aux salons et autres manifestations de promotion

touristique est développée avec le concours du C.T.G et en bénéficiant de l'effet-réseau des Parcs Naturels Régionaux de France.

Des actions de promotion seront aussi effectuées en direction des agences de voyage, en privilégiant celles axées sur l'écotourisme.

### **Mesure 43 : Développer la coopération transterritoriale**

Le Parc naturel régional entend être un territoire ouvert sur la Guyane, sur l'Amérique du Sud et sur le monde. Des programmes de coopération transterritoriale doivent être lancés pour lui permettre de s'enrichir des expériences des autres Parcs. Dans ce cadre, le Parc initiera et s'efforcera de s'insérer dans différents programmes d'échange et de collaboration, notamment :

- ⌘ Programme de coopération scientifique du Plateau des Guyanes, particulièrement sur les problématiques environnementales communes ;
- ⌘ Participation aux démarches « qualité » de la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux de France et son réseau d'échanges techniques ;
- ⌘ Coopération sur les thématiques du développement durable en Amazonie, dans les Régions Ultra Périphériques (RUP) et la Caraïbe ;
- ⌘ Collaboration avec le Parc National de Guyane en création, dit « Parc Amazonien » ;
- ⌘ Participation au programme de coopération avec le Suriname, sur la thématique de l'eau ;
- ⌘ Échange avec le Brésil pour la mise en œuvre de biocarburant à base d'alcool de canne à sucre et la régénération des abattis sans recours au brûlis ;
- ⌘ Étudier la possibilité de création d'une réserve transfrontalière de biosphère (MAB, cf. Mesure 11) ;
- ⌘ Échange avec la Guadeloupe sur la mise en œuvre de digesteur pour la production de biocarburant.

Le Parc mènera des actions relatives à la :

- Coopération avec les Parcs français confrontés à des enjeux de même type
- Coopération avec les Parcs frontaliers du Brésil du Suriname et plus généralement avec ceux d'Amérique du Sud
- Accueil de chercheurs, d'étudiants et d'experts étrangers en partenariat avec les gestionnaires d'espaces naturels et divers acteurs de la formation et du développement local.

# ORGANISATION ET MOYENS

## L'ORGANISME DE GESTION DU PARC

### Le Syndicat Mixte

Conformément à l'article R 333-15 du Code de l'Environnement relatif aux Parcs naturels régionaux, le Syndicat Mixte du Parc naturel régional de la Guyane « met en œuvre la Charte », qu'il s'engage à respecter et, dans la mesure de ses moyens, à faire respecter. « Dans le cadre fixé par celle-ci, il assure sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, d'animation et de développement menées par ses partenaires ».

Afin de mieux associer ses partenaires à cette mission, l'organisme chargé de l'animation et de la gestion du Parc naturel régional de la Guyane est constitué d'un Syndicat Mixte «ouvert limité», assisté de trois instances consultatives qui sont :

Le Conseil des Associations,

L'Assemblée des Habitants,

Le Conseil scientifique.

La mise en place de l'Assemblée des Habitants et du Conseil des Associations permet de représenter et de prendre en compte à la fois la diversité ethnique et la richesse associative du territoire du Parc. Ce sont donc deux piliers de la démarche de participation que veut porter le Parc naturel régional de la Guyane. Ce système instauré à la création du Parc en 2001, est maintenant opérationnel grâce à un travail préalable de sensibilisation favorable à l'adhésion et à la mobilisation des habitants.

La composition et le fonctionnement des instances syndicales (Comité syndical et Bureau) sont précisés dans les statuts annexés à la présente Charte. Chaque instance adhérente au Syndicat Mixte désigne ses représentants au Comité Syndical.

### Les instances consultatives du Syndicat Mixte

Le Syndicat Mixte du Parc est appelé à travailler en collaboration avec de nombreux partenaires. Le caractère transversal de ses actions et les compétences techniques qu'il rassemble, prédisposent le Parc à mettre en synergie ces partenaires en suscitant et en animant la concertation qui doit accompagner chacun des projets mis en œuvre sur son territoire. Il s'attache à mettre en cohérence les programmes d'action pour un développement équilibré de son territoire.

Pour atteindre ces objectifs, le Parc s'appuiera sur six catégories de partenaires :

L'Etat, ses services déconcentrés et ses établissements publics par l'intermédiaire

de la Convention d'application et des conventions particulières,  
Les Collectivités territoriales et leurs établissements associés,  
Les autres organismes et établissements publics en les associant aux travaux du Syndicat Mixte (Chambres consulaires...),  
Les associations, à travers son Conseil des Associations,  
Les habitants, à travers son Assemblée des Habitants,  
La communauté scientifique, à travers son Conseil Scientifique.

## 1) L'ASSEMBLEE DES HABITANTS

Le Parc suscite l'organisation d'au moins une réunion annuelle par pôle (une à l'ouest et une à l'est). Cette réunion publique dite « Assemblée des Habitants » est largement ouverte à l'ensemble de la population, aux personnalités locales, ainsi qu'aux conseils communautaires quand ils existent.

Cette réunion a pour objet :

- D'informer les habitants des actions en cours et des projets du Parc,
- D'émettre des avis sur les projets des programmes d'actions,
- De désigner 2 représentants des habitants au Comité Syndical.

Les représentants de l'Assemblée des Habitants participent aux travaux du syndicat avec voix consultative.

## 2) LE CONSEIL DES ASSOCIATIONS

Le Parc a mis en place un Conseil des Associations représentant l'ensemble des associations du territoire. Il s'agit des associations impliquées dans les actions du Parc, qu'elles soient à vocation environnementale, culturelle, économique, sportive, touristique, etc.

Le Conseil des Associations dispose de deux sièges avec voix consultative au Comité Syndical.

Le rôle du Conseil des Associations consistera à :

- Participer à titre consultatif aux réunions du Comité Syndical,
- Identifier et faire connaître au Parc les porteurs de projets et les personnes ressources qui peuvent concourir à la réussite de ses actions,
- Représenter le milieu associatif du Parc dans les manifestations locales ou régionales menées par le Parc ou ses partenaires.

### 3) LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Il est constitué de personnalités scientifiques représentatives des disciplines de sciences de la nature et de l'homme ayant acquis par leurs travaux une connaissance approfondie du patrimoine naturel, paysager, historique ou culturel de la Guyane. Il comporte également des personnalités qualifiées ou éminentes des communautés locales.

Le Conseil scientifique a pour rôle de :

Donner son avis sur la politique de développement durable,

Proposer et assurer un suivi des programmes de recherche et de développement durable correspondant aux objectifs du Parc,

Mobiliser le milieu scientifique et universitaire autour des enjeux et des actions du Parc,

Veiller à la qualité des outils de vulgarisation scientifique et pédagogique.

De façon générale, le Bureau et le Comité Syndical pourront solliciter l'avis du Conseil scientifique sur tous les programmes ou les projets pour lesquels son expertise serait utile.

Il s'administre librement à l'initiative de son Président, lequel siège avec voix consultative au Comité Syndical. Sa composition est arrêtée par le bureau syndical et les membres sont nommés par le Président du Syndicat Mixte sur proposition du Président du Conseil scientifique. Le Syndicat Mixte assure le secrétariat du Conseil scientifique.

## LA MARQUE « PARC NATUREL REGIONAL DE LA GUYANE »

Les termes « Parc naturel régional de la Guyane » et l'emblème figuratif propre au Parc sont déposés auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle. Ils sont la propriété de l'État.

La gestion de la marque collective propre au Parc (dénomination et emblème figuratifs du Parc déposés par le Ministre de l'Environnement à l'Institut National de la Propriété Industrielle) est confiée à l'organisme gestionnaire du territoire classé en Parc naturel régional.

Ces termes, expressions, emblème constituent la marque du Parc. Ils sont porteurs de l'image Parc naturel régional et constituent un « label » de qualité et d'attraction en application du règlement national de la marque Parc naturel régional déposé à l'INPI et du guide d'utilisation de la marque. Ils ne pourront donc être utilisés par des tiers, en particulier pour la publicité sous toutes ses formes, que moyennant une autorisation que le Président du Parc pourra accorder dans les conditions qui seront fixées par le Comité Syndical, et préciseront notamment la durée maximale d'utilisation. Il en sera de même pour les expressions dérivées dès lors qu'elles seront utilisées en titre ou qu'elles seront employées à d'autres fins que celle d'une localisation géographique.

Le Comité Syndical, avec l'aide de la Fédération nationale des PNR, attribuera la marque



à des produits représentatifs du territoire du Parc ou à des services contribuant à les faire connaître (établissement d'un cahier des charges et de conventions, mise au point de procédures de contrôle).

Toute utilisation de l'emblème figuratif est soumise à l'application de la Charte graphique nationale des Parcs naturels régionaux.

Les communes qui feront partie du Parc pourront utiliser la marque « Parc naturel régional de la Guyane » dans les conditions fixées par le Comité Syndical.

Dans tous les cas, cette attribution sera :

Révocable sur la base de contrôles effectués par le Parc,

Limitée dans le temps et renouvelable,

Assortie d'un cahier des charges.

## LA MAISON DU PARC ET SES ANTENNES

Les équipements du Parc naturel régional sont constitués de :

La Maison du Parc située à Roura,

Les antennes locales de la Maison du Parc situées à Awala-Yalimapo et à Mana. La construction de nouvelles antennes pourra être envisagée à Iracoubo, Sinnamary, Saint-Georges et Ouanary.

Les Maisons à thème ou équipements muséographiques spécifiques, qui seront élaborés en fonction des besoins et des attentes confirmés par les études de marché et les enquêtes nécessaires.

## LES MOYENS FINANCIERS

### Budget de fonctionnement

Le financement du budget de fonctionnement du Syndicat Mixte du Parc (déduction faite des contributions de l'Etat, des dotations exceptionnelles, du revenu des biens et des ventes de produits ou prestations du Syndicat ainsi que du produit des dons et des legs) sera assuré par les collectivités membres, suivant une répartition précisée dans les statuts.

### Programme d'actions

Les dépenses d'investissement, déduction faite :

Des participations de l'Etat,

Des participations des communes adhérentes directement concernées ou des

E.P.C.I,

Des participations de tout autre organisme public ou privé intéressé, seront à la charge de la Région et du Département.

Le programme d'aménagement et d'équipement du Parc naturel régional permettra d'atteindre les objectifs définis dans la présente Charte. Ce programme sera réalisé par tranches annuelles et en accord avec les différentes collectivités et services. Chaque année, le Comité Syndical arrêtera le programme des actions et des équipements à entreprendre dans le cadre de la Charte.

## L'EQUIPE TECHNIQUE

L'équipe technique du Parc est composée des salariés du Syndicat Mixte, de personnel mis à disposition par ses membres ou partenaires dans le cadre de conventions spécifiques, de personnel mis à disposition par les services de l'État. La composition de l'équipe et son évolution sont déterminées par le Comité Syndical.

Le Directeur, sous l'autorité du Président, assure l'administration générale du syndicat et organise les activités du Parc. Il est chargé d'appliquer les décisions prises par le Comité Syndical et d'en assurer la bonne exécution.

L'équipe technique comporte des spécialistes de différentes disciplines et s'organise en fonction des grandes orientations définies dans la présente Charte. Elle est chargée de l'ingénierie technique, administrative et financière des projets.

L'équipe du Parc sera complétée au fur et à mesure des besoins à satisfaire et des possibilités financières du Syndicat Mixte du Parc. Selon les nécessités des missions, il pourra être fait appel à des intervenants extérieurs (organismes partenaires ou privés).

## SUIVI ET REVISION DE LA CHARTE

### Suivi de la Charte

---

Le suivi de la Charte impose l'utilisation de deux types distincts d'indicateurs : les indicateurs de suivi et les indicateurs de réalisation.

Ainsi il convient, d'une part, de suivre la situation globale du territoire grâce à des indicateurs de suivi à tous les niveaux de préoccupation de la Charte. On citera à titre indicatif les indicateurs suivants :

Environnement

On choisira des espèces clés ou des milieux clés

Aménagement, équipement

L'évolution de l'occupation de l'espace

Le niveau d'utilisation des énergies renouvelables

Le nombre de chemin de randonnées

Situation économique

PIB, IDH (Indice de Développement humain)

Le nombre d'entreprises créées annuellement

L'évolution du taux de chômage

Le taux de fréquentation de certains sites de touristes sur certains sites clés

Le nombre de nuitées déclarées par les opérateurs d'hébergement

Société, culture et animation

Le nombre de manifestations culturelles par catégorie

Dès son nouveau classement, le PNR de Guyane complètera l'état des lieux de son territoire et de son Syndicat Mixte de manière à disposer d'un « Etat Zéro » qui permettra de mesurer, dans le temps et par comparaison, l'impact des actions conduites sur le territoire du Parc.

D'autre part, le suivi de la Charte passe aussi par l'évaluation du plan d'action du Syndicat Mixte grâce à des indicateurs de réalisation. Des indicateurs de réalisation sont présentés à titre indicatif dans le cadre logique du projet de territoire présenté en annexe à ce document.

Le Conseil scientifique et des expertises externes seront chargés d'élaborer des indicateurs de description quantitatifs et qualitatifs du territoire du PNRG.

Un bilan annuel des actions entreprises sera établi à partir des rapports d'activité des chargés de mission et de communication. Il sera communiqué à l'ensemble des cosignataires de cette Charte, à l'Etat et aux instances consultatives du Parc.

Au sein du PNRG, un référent qualité sera identifié et assurera à la fois la mise en place d'une démarche qualité au sein du PNRG et un suivi des actions mises en oeuvre par le PNR dans le cadre de sa charte.

Le Système d'Information Géographique du Syndicat Mixte a pour vocation d'enregistrer l'ensemble des indicateurs et des actions effectuées sur le territoire. Il sera l'outil privilégié pour l'élaboration du bilan. Ainsi des présentations cartographiques seront préparées pour toutes les thématiques où elles s'avèrent pertinentes. Le PNRG mettra en place un centre de ressources de l'information territoriale qui sera un lieu où seront rassemblées les connaissances environnementales, sociales, et économiques du territoire.



## Révision de la Charte

---

Le classement en Parc naturel régional est prononcé pour une durée de 12 ans renouvelable. La procédure de révision est menée par le Syndicat Mixte du Parc. Cette procédure s'appuie sur un bilan de l'action du Parc et sur un diagnostic territorial, qui serviront de base à la révision de la Charte.

# ANNEXE

## Terminologie

Pour travailler ensemble, il faut en premier lieu pouvoir se comprendre. Les définitions des termes suivants doivent permettre de travailler sur une base commune et améliorer la qualité globale des processus du Syndicat Mixte (dans une optique, à terme de certification ISO 9000/9001).

### VOCATION.

Ce terme désigne les principaux domaines d'action du Parc naturel régional en accord avec l'article R 333-1 du Code de l'Environnement. Les vocations correspondent aux 4 grands chapitres de la Charte et aux quatre unités techniques du syndicat mixte :

Environnement. « Préserver et gérer durablement la biodiversité »

Aménagement : « Mieux maîtriser la gestion de l'espace »

Développement économique : « Contribuer au développement économique »

Culture, société et communication : « Expérimenter, animer et promouvoir »

### ORIENTATION.

Les orientations sont les idées générales qui constituent les axes d'intervention des services du Parc pour chacune de ses compétences. Les orientations sont précisées dans la Charte et permettent de répondre à la question « qu'est ce qu'on va faire ? »

Par ailleurs, ces orientations se matérialisent par des lignes budgétaires qui définissent les moyens financiers alloués à la mise en œuvre de l'intervention du PNRG

VOCATION	ORIENTATION
1 : Préserver et gérer durablement la biodiversité	1.1. Produire et diffuser de l'information 1.2. Éduquer à l'environnement et au territoire 1.3. Mettre à disposition des outils de gestion des ressources 1.4. Gérer le patrimoine naturel 1.5. Lutter contre les pollutions et nuisances

2 : Mieux maîtriser la gestion de l'espace	2.1. Faire du PNRG une instance consultative 2.2. Orienter l'installation d'équipements et d'infrastructures 2.3. Préserver les héritages architecturaux et améliorer l'environnement urbain 2.4. Mettre en valeur les sites remarquables
3 : Contribuer au développement économique	3.1. Accompagner les acteurs économiques 3.2. Accueillir les visiteurs et maîtriser la fréquentation touristique
4 : Expérimenter, animer et promouvoir	4.1. Prendre en compte les modes de vie traditionnels 4.2. Animer le territoire 4.3. Promouvoir l'image du territoire

### MESURE.

Les mesures sont les déclinaisons opérationnelles des orientations. Elles sont numérotées de 1 à 43 dans la Charte. Les mesures permettent de décrire « comment on va faire ? »

### ACTION.

Une action correspond à la mise en œuvre effective d'un élément d'une mesure. Ainsi les actions permettent de décrire précisément « qui va faire quoi ? » (participant, budget, calendrier...)

### PROJET.

Un projet est un ensemble d'actions regroupées entre elles afin de constituer une approche cohérente. Pour des raisons de simplification budgétaire, un projet regroupe un ensemble d'actions issues d'une seule orientation (mais éventuellement de plusieurs mesures d'une même orientation..).

L'élément de base du projet est la fiche projet, celle-ci permet de fixer les engagements de chaque partenaires sur chaque action composant le projet.

### PROGRAMME.

Un programme est un ensemble de projets qui a été approuvé par le Comité Syndical pour une unité technique spécifique. Il existe donc 4 programmes distincts mais des programmes transversaux entre les pôles techniques peuvent également être mis en

place, par exemple sur un thématique comme les NTIC, la coopération.

## EVALUATION.

L'évaluation est produite sur une base annuelle pour chacun des projets en cours, ou achevé, pendant la période. L'évaluation est présentée à partir de tableaux de bord rendant compte des indicateurs de réalisation du projet (financier, physique).

L'évaluation doit faciliter le suivi de la conduite opérationnelle des programmes du PNRG.

## BILAN.

Le bilan correspond au document produit lorsqu'un projet a pris fin. Il reprend les différentes évaluations du projet et y ajoute des éléments plus analytiques tels que l'adéquation du projet avec la Charte ou la cohérence du projet avec les autres projets du Parc ou de ses partenaires.

L'évaluation doit faciliter l'élaboration de la conduite stratégique des programmes du PNRG

## CENTRE DE COMPETENCE.

Les centres de compétences sont les différents **types d'expertise** présentes dans la structure. Les centres de compétences sont constitués par un ou plusieurs agents, de niveau identique ou différent, mais possédant une expertise dans la même thématique.

Les centres de compétence sont l'unité de base pour la gestion des ressources humaines et pour la continuité du service public rendu par le PNR.

## UNITE TECHNIQUE

Les unités techniques sont définies par la Charte en tant qu'élément de l'organigramme. Les unités sont mises en œuvre par un ou plusieurs centres de compétence et ont la responsabilité d'un domaine thématique.

Elles fonctionnent comme des centres de gestion à part entière et à ce titre doivent mettre en œuvre des lignes budgétaires spécifiques.

## DISPOSITIF

Les dispositifs sont des éléments de l'organigramme, mis en œuvre à la faveur d'un financement sur projet ou programme et placé sous la responsabilité hiérarchique directe d'une unité technique.

## UNITE DE SERVICE

Les unités de services sont le dernier élément de l'organigramme. Les unités de service ont pour particularité de travailler sur des questions transversales pouvant intéresser les 4 unités techniques. Ainsi les unités de services sont directement rattachées à la direction, mais répondent, sur le mode de la prestation, aux demandes formulées par les unités techniques.

## POLE

Le terme pôle désigne pour le PNRG des zones géographiques du Parc. Il faut distinguer le pôle Ouest regroupant les communes d'Awala-Yalimapo, Mana, Iracoubo, Sinnamary du pôle Est regroupant les communes de Roura, Régina, Saint-Georges de l'Oyapock, Ouanary.

